



« L'Économie » : la vente par correspondance

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14995 - 7 F

MARDI 13 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Afrique du Sud : négociier malgré le crime

Le fragile processus de négociations entamé il y a trois ans en Afrique du Sud vient à nouveau d'être mis en péril, avec l'assassinat, samedi 10 avril, de Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain et membre de la direction du Congrès national africain (ANC). Goli depuis près d'un an, ce processus venait d'être réanimé. L'objectif de ce tueur était de bloquer le processus.

Des neuf mille victimes de violences politiques tuées au cours des trois dernières années, Chris Hani est le plus célèbre. L'ancien ennemi public numéro un du pouvoir blanc, qui avait joué un rôle important dans la lutte armée contre l'apartheid, était devenu un chef charismatique pour la jeunesse noire. Proche de Winnie Mandela, l'épouse séparée du président de l'ANC, il avait choisi la voie du compromis, sans que sa popularité en souffre. Agé de cinquante ans, il passait pour l'un des éventuels successeurs de Nelson Mandela à la tête de l'ANC.

Au mois de juin 1992, le massacre de quarante-cinq Noirs dans la cité de Boipatong avait conduit à la suspension des négociations sur le futur Etat sud-africain, l'ANC s'étant retiré des pourparlers. Dans les mois qui suivirent, libre cours fut donné à la violence, aux deux extrêmes de l'échiquier politique. Les massacres se multiplièrent, notamment au Natal, fief du mouvement Inkatha à dominante zouloue.

Malgré que vaillât, les négociations avaient néanmoins repris le 1^{er} avril, dans la perspective d'un accord sur les nouvelles institutions du pays avant la fin du mois de mai, l'objectif étant d'organiser d'ici au mois d'avril 1994 les premières élections fondées sur le principe d'un homme, une voix. L'assassin de Chris Hani, un Sud-Africain d'origine polonaise, dont on ignore encore s'il a agi seul ou au nom d'une organisation d'extrême droite, visait sans nul doute à casser cette logique ; mais il n'est pas sûr qu'il y parvienne.

Un consensus s'est en effet immédiatement dégagé, du côté des mouvements noirs comme du côté du gouvernement, pour que le processus de négociations ne pâtisse pas de cette nouvelle épreuve. Certains, cinq personnes ont néanmoins été tuées dimanche dans des heurts qui ont suivi cet assassinat. Mais les appels - émanant de l'ANC, du Parti communiste, de la confédération syndicale COSATU, de Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, comme du président Frederik De Klerk et de Manenathu Buthe, le chef du parti Inkatha - se sont multipliés pour que la mort de Chris Hani ne donne prétexte à aucun acte de vengeance ; et soit au contraire l'occasion d'une prise de conscience pour inciter les partis politiques à précipiter la naissance d'une nouvelle Afrique du Sud.

Deux scénarios semblent donc devoir s'affronter : celui du blocage, qui relancerait les violences, ou celui du sursaut, qui redonnerait une chance sérieuse aux négociations et ferait de la disparition de Chris Hani autre chose qu'une mort scandaleuse et inutile.

Lire page 8 les articles de FRÉDÉRIC FRITSCHER

M0147 - 0413 0 - 7.00 F



Alors que Moscou obtient le report de nouvelles sanctions contre Belgrade

Les Serbes affirment qu'ils ne créeront pas d'incident dans l'espace aérien bosniaque

Une cinquantaine d'avions de l'OTAN devaient commencer à patrouiller, lundi après-midi 12 avril, dans le ciel bosniaque pour faire respecter la résolution de l'ONU interdisant aux belligérants, en particulier Serbes, de survoler la Bosnie-Herzégovine. Cette opération, conduite à partir de bases aériennes du nord de l'Italie, est menée principalement par des appa-

reils français, américains et néerlandais. Mais les Serbes ont affirmé qu'ils ne provoqueront pas d'incident. A l'ONU, la Russie a obtenu le report de nouvelles sanctions contre Belgrade. De son côté, le général Morillon, évitant son éventuel départ de Sarajevo, a déclaré, dimanche soir, qu'il respectera la décision qui sera prise à Paris, « quelle qu'elle soit ».

Pour éviter au maximum d'être accusés de « provocation », les avions alliés ne seront autorisés à abattre éventuellement les avions ou hélicoptères violant la zone d'exclusion aérienne qu'après plusieurs sommations, ou en cas de légitime défense. Ils ne pourront pas non plus bombarder des objectifs en sol. Une cinquantaine d'avions, au total, se relieront et seront dirigés vers leurs cibles par des avions-radar AWACS survolant l'Adriatique.

Le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a assuré, samedi, que ses forces ne provoqueront pas d'incident, mais il en

a prêté l'intention à ses adversaires. « C'est une décision et une opération très risquée », a-t-il dit dans son fief de Pale ; les musulmans et les Croates pourraient abattre des avions et cela entraînerait une réelle escalade du conflit. Selon le commandant Barry Brewer, porte-parole à Sarajevo de la FORPRONU, les Serbes auraient utilisé, il y a quelques jours à peine, des hélicoptères pour transporter des troupes près de Srebrenica.

Craignant des représailles lors de l'entrée en vigueur de la résolution, lundi, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les

Lire la suite et l'article de CLAUDE TRÉAN page 3

L'humanitaire pris au piège

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Depuis un an, le jeu du chat et de la souris n'a jamais cessé », constate récemment un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en regagnant le QG de l'organisation humanitaire, à Zagreb. Une fois de plus, le convoi de ravitaillement qu'il acheminait vers une enclave musulmane de Bosnie occidentale avait dû rebrousser chemin après s'être heurté à l'intransigeance de miliciens serbes. Pourtant, ce matin-là, à Belgrade, le général Philippe Morillon poursuivait son baroud d'honneur humanitaire pour secourir Srebrenica, cette enclave martyre de Bosnie orientale prise dans l'eau mouillée de l'armée serbe. Sous l'œil des médias, les dirigeants de Belgrade s'apprêtaient à faire un geste. Mais ailleurs, les convois huma-

nitaires et le pont aérien vers Sarajevo étaient bloqués. « Quand l'émotion internationale devient trop forte, le chat fait pause et le jeu se poursuit », constatait notre interlocuteur.

Après une année de guerre en Bosnie-Herzégovine, la tragédie de Srebrenica illustre de façon singulière les limites et l'ambiguïté de la mission humanitaire confiée aux agences spécialisées des Nations unies sous la direction du HCR. Au siège de l'organisation, à Genève, et à Zagreb, base arrière des opérations en Croatie et en Bosnie, ce qui caractérise aujourd'hui la plupart des conversations avec les responsables c'est l'impression de malaise et de frustration. Le sentiment qu'on est dans une impasse. L'un de ces responsables résumait ainsi la situation :

« Nous faisons un effort à la fois gigantesque, dérisoire et sans lendemain. Le postulat humanitaire était qu'il ne soit trop tard. Avant la paix des cimetières. Mais le massacre se poursuit sous nos yeux. Plus le temps passe, plus pèse sur nous le soupçon que nous prolongeons l'agonie des populations parce que nous sommes incapables de les sauver. L'humanitaire n'est pas un substitut à la paix ».

C'est en avril 1992, lorsque les déchirements communautaires ont commencé à ravager la Bosnie-Herzégovine, que le HCR a été chargé de coordonner les opérations humanitaires dans cette mosaïque ethnique de 4,4 millions d'habitants (44 % de musulmans, 31 % de Serbes, 17 % de Croates).

ROLAND-PIERRE PARINGAUX
Lire la suite page 4

L'hymne du macadam

Les manifestations dans le 18^e arrondissement de Paris ont révélé une violence anarchique, sans leader, ni stratégie



par Philippe Broussard

Aux Etats-Unis, une émeute réussie se finit toujours en châtiment. Des groupes de rock ou de rap lui consacrent des disques, pour donner le tempo de la rage et ne pas perdre le rythme de la haine. Peut-être des « rappeurs » parisiens, du moins parmi les plus radicaux, écrivent-ils donc, aux uns, quelques couplets à propos des événements de ces derniers jours, dans les quartiers nord de Paris, tant ils sont révélateurs de la tension qui règne entre certains jeunes et la police.

Cet hymne du macadam évoquerait d'abord Makome, le Zairien « assassiné » au commissariat des Grandes-Carrières. Puis il rappellerait la colère, spontanée et sincère, du premier jour, il resterait alors à raconter la suite : les vitrines brisées, les autobus détruits, les poubelles en feu, les pillages, les échauffourées avec les policiers en civil et les CRS, la guérilla urbaine à coups de pavés ou de barres de fer.

Se souciaient-ils encore de Makome, les deux cents adolescents qui s'activaient ainsi sur les boulevards, samedi 10 avril ? Pas le moins du

monde. L'heure n'était plus aux larmes et à l'indignation, mais à l'euphorie des jours de baston. Surtout pour ces gamins de la rue, de plus en plus nombreux en France, pour lesquels la ficelle est l'ennemi et la violence une règle de vie. Dans leur esprit, Barbes allait donc devenir un petit Los Angeles, la ville de référence en matière d'émeutes.

Brevant l'interdiction de manifester annoncée la veille au soir par Charles Pasqua, ils avaient rallié le dix-huitième arrondissement par petits groupes de trois ou quatre. Des « blacks », des « blancs », des « beurs », vingt ans de moyenne d'âge. D'autres, plus prudents, se venaient à l'écart, dissimulés dans la foule ordinaire d'un samedi ensoleillé. Outre une poignée d'autonomes et de marginaux rodés à pareils rassemblements, l'essentiel du contingent était constitué de jeunes des cités du secteur et de quelques banlieusards.

Lire la suite et l'article d'ERICH INCYAN : Les « déshabillés » de la préfecture de police, page 8

Lyon, laboratoire d'Eglise

Solidarité, coresponsabilité, synode : le diocèse de Mgr Decourtray invente des formes de vie spirituelle

LYON

de notre bureau régional

Ce soir-là de début de Carême, dans l'église de l'Epiphanie, aux Minimes de Vénissieux, la candidate socialiste, Marie-Joséphine Sublet, député sortant, s'est offert un moment de bonheur intérieur, comme une parenthèse dans la tourmente d'une campagne électorale agitée : « Ici au moins, on parle des relations entre les personnes de façon positive. C'est un autre visage de la ZUP ».

A propos des jeunes, de la violence et de la peur, une centaine de chrétiens des paroisses populaires de Vénissieux, Saint-Pierre, Corbas, Feyzin, terres de mission ouvrière, tentent de décoder les signes d'espoir dans un univers de tous et de barres, de chômage et de pauvreté. Redécouvrir des paroles élémentaires, « apprendre à vivre ensemble », savoir accueillir son voisin de palier, musul-

man, juif, chrétien, athée ou indifférent : point n'est besoin de grands discours pour reconnaître qu'on vit aussi des « moments superbes et exaltants de solidarité » dans cette tour de Babel. Un jeune prêtre de trente et un ans, Michel Guillaud, dit retrouver l'Eglise des premiers siècles dans cette communauté « minoritaire » des banlieues, où le christianisme n'est qu'une voix, parmi d'autres.

Dans une paroisse de la Duchère, un quartier lyonnais construit dans les années 60 pour les rapatriés, l'« équipe animatrice », composée de deux prêtres et de deux religieuses, a mis en place des « comités de barres », des réunions familiales à la mode Tupperware.

MICHEL DELBERGHE

Lire la suite page 9

et nos informations sur les fêtes pascales page 16

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

Spécialité par spécialité, établissement par établissement, les résultats obtenus par les instituts universitaires de technologie (IUT) et par les lycées et les écoles qui préparent aux brevets de technicien supérieur (BTS). A lire absolument avant de choisir son établissement.

ENQUÊTE :

PROFS EN BANLIEUE DES ENSEIGNANTS SE BATTENT CONTRE L'ÉCHEC

Dans certaines banlieues, les enseignants vivent une épreuve quotidienne : violence, châtiments, environnement social destructeur. Hélas malgré eux, ils sont amenés à faire face, c'est-à-dire à faire travailler leurs élèves. Ainsi, la banlieue est devenue un formidable laboratoire d'innovations qui serviront, demain, dans des quartiers moins difficiles.

REPORTAGE :

LES LANGUES EN MATERNELLE

Quelques écoles et quelques régions expérimentent l'enseignement des langues à la maternelle. Depuis une séance de jeux ou de chansons par semaine jusqu'à un enseignement véritablement bilingue, les initiatives sont multiples, mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous.

NUMÉRO D'AVRIL 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Bernard Stasi victime de la crise du champagne

Le maire d'Epemay doit sa défaite législative à une bataille au sein du syndicat des vignerons.

page 7

Les appartements HLM se vendent mal

Le rachat des logements sociaux par leurs locataires pose de nombreux problèmes.

page 12

L'ÉCONOMIE

La vente par correspondance : au bonheur des catalogues

Le recul de la consommation fait souffrir tout le commerce, à l'exception de la vente par correspondance. Parfaitement adapté aux temps de crise, ce secteur croise les doigts, conscient de la fragilité de sa réussite, comme le prouvent a contrario les difficultés de Sears aux Etats-Unis.

Lire « Le Monde-L'Économie » pages 17 à 24

Le sommaire complet se trouve page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 230 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 85 p ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Suède, 10 KRN ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 1,00 \$; USA (Hawaï), 2,80 \$.

DÉBATS

Un entretien avec André Chouraqui

«Le ciment de l'Europe en profondeur, c'est la Bible!»

«Vous avez traduit la Bible hébraïque, l'Evangile, le Coran. Êtes-vous le seul à avoir fait ce triple parcours?»

«Je pense que oui. C'est un privilège, mais aussi une croix. Privilege, car cette œuvre restera l'éblouissement d'une vie. Croix, à cause du poids de travail par lequel il est payé. Chaque mot choisi, traduit, classé, représente une gymnastique intellectuelle terrifiante.»

«Ce triple parcours s'explique naturellement par cette triple culture dont vous êtes issu.»

«En effet, arrivé au bel âge qui est le mien, je suis de plus en plus convaincu qu'on est tout entier dans l'enfant qu'on était. Et je me revais enfant à Ain-Temouchent, en Algérie. La Bible était dans mon patrimoine génétique. A la synagogue, je lisais avec mon père toute la Torah en hébreu. Avec le rabbin, j'apprenais tout par cœur, la Torah, les psaumes, en hébreu.»

«Mais dès que je sortais, je voyais passer les musulmans dans la rue. Et dès que je levais la tête, j'entendais les cloches de l'église d'Ain-Temouchent appeler les chrétiens à l'office. Tout enfant, j'avais donc ce triple héritage en moi, mais une chose m'intriguait : je voyais nos juifs, nos chrétiens, nos musulmans se quereller tant qu'ils le pouvaient.»

«D'abord ?»

«Bien sûr, l'Algérie n'était pas épargnée par un antisémitisme d'origine chrétienne et islamique. On se battait dans les rues. On se battait dans les journaux et dans les livres. J'ai grandi dans l'antisémitisme de Drumont. J'ai grandi entre des haies de croix gammées. Pendant des siècles, mes ancêtres ont parlé l'arabe et l'hébreu, mais depuis la colonisation, nous avons bu aussi tout le suc de la culture française. Y compris, hélas, sa composante antisémite.»

«Israël est l'otage de ses voisins et l'Occident l'otage de ses marchands de canons»

«Il en fallait plus pour rompre votre attachement à la Bible?»

«Bien sûr, parce que la Bible pour moi est charnelle. Charnelle, car, comme toutes les futures mères juives, la mienne recevait les psaumes en remerciement à Dieu de lui avoir donné un descendant. Charnelle, parce que, comme dans toutes les familles juives, nous mangions comme la Bible l'avait dit. Les garçons étaient circoncis parce qu'Abraham l'avait dit. On célébrait le shabbat parce que Moïse l'avait dit. On lisait la Bible, on apprenait l'hébreu, on célébrait la Pâque comme Moïse l'avait dit. Savez-vous qu'à l'époque, comme première leçon d'hébreu, on nous donnait un alphabet hébraïque en bonnets trempés dans du miel?»

«Mais comment êtes-vous passé de cette culture hébraïque au Nouveau Testament et au Coran?»

André Chouraqui, écrivain franco-israélien, né le 11 août 1917 à Ain-Temouchent (Algérie), ancien condisciple d'Albert Camus, étudiant à Paris, résident en Haute-Loire, avocat et bras droit de René Caesin, président de l'Alliance israélite universelle, vit, depuis les années 50, en Israël. Il a été conseiller de Ben Gourion et adjoint au maire de Jérusalem.

Premier traducteur juif à la fois de l'Ancien et du Nouveau Testament (chez Desclée de Brouwer, 1974-1979), il a aussi publié en dix volumes un Univers de la Bible (chez Brepols, 1982-1985), ainsi qu'une traduction du Coran (chez Laffont, 1991). En 1993, les éditions Jean-Claude Lattès publient les dix volumes de sa traduction de la Bible, enrichie, pour la première fois, de l'intégralité de ses notes et commentaires. Son parcours scientifique et religieux en fait l'un des plus grands érudits du dialogue entre le judaïsme, le christianisme et l'islam.

«Sans doute par la recherche d'une unité et d'une paix intérieure. Trois langues, trois textes sacrés, trois religions, trois cultures traitaient en permanence dans ma tête. Je voulais comprendre pourquoi on se tapait dessus. Pourquoi? Pourquoi? répétais-je. Une fois achevée la traduction de la Bible hébraïque, j'ai ressenti comme une espèce de tout béant devant moi, une impression d'inachèvement. C'est alors que des amis m'ont suggéré de traduire le Nouveau Testament.»

«N'était-ce pas une trahison pour vos frères juifs?»

«Je n'aurais jamais traduit ni le Nouveau Testament ni le Coran si je n'avais décidé, après la Libération, de m'établir à Jérusalem, c'est-à-dire là où, pour la première fois dans l'histoire, les juifs devenaient majoritaires, les chrétiens et les musulmans minoritaires. C'est été une trahison de traduire l'Evangile et le Coran loin de Jérusalem, dans une communauté de diaspora obsédée par la peur de disparaître.»

«Comment jugez-vous la place de la Bible dans la culture contemporaine, spécifiquement en France?»

«Du jardin d'enfants au doctorat d'Etat, j'ai fait toute ma scolarité en France, à l'école publique, au lycée, à l'université sans avoir jamais entendu parler de la Bible. Jamais. Et moi, qui suis juif, c'est une énigme. Sur la façade de Notre-Dame, par exemple, vingt-huit rois gardent les jours et les nuits de Paris. Mais combien de Parisiens savent-ils que les statues, qu'ils ont décapitées sous la Révolution, ne sont pas celles des ancêtres de Louis XVI, mais celles des rois de Judée, présents là en tant qu'ancêtres du Christ?»

«Qu'en la veuille ou non, les racines de la culture française sont bibliques. Vous ne pouvez pas comprendre Montaigne, ni Rabelais, ni Racine, ni Claudel, ni même Valéry, sans un minimum de culture biblique. Comment en est-on arrivé là? La première raison, c'est que depuis le Moyen Age le magistère de l'Eglise a estampé le magistère de la Bible. La deuxième raison, c'est la Réforme. Puisque la Bible devenait un livre protestant, les clercs tout-puissants en ont déduit que la Bible était un mauvais livre. Souvenez-vous, c'est à peine croyable, on a mis Jean de la Croix en prison parce qu'il lisait la Bible!»

«Avec la III^e République, les maîtres de la Bible vont redoubler : la laïcité l'a tout simplement bannie, à peu de chose près, de la scolarité officielle. C'est un drame pour la culture française, ainsi déracinée de son passé chrétien comme de ses sources historiques les plus constantes. On fait l'Europe, tant mieux, mais quel est le ciment de l'Europe, en profondeur? C'est la Bible. N'y aurait-il que la France pour l'ignorer? Il y a trois ans, les Anglais ont publié une nouvelle «version autorisée» de la Bible : treize millions d'exemplaires se sont envolés en quelques mois. En Italie, les fameuses éditions Paoline ont vendu, en 1991, neuf millions de bibles. Même chose en Espagne, aux Etats-Unis, au Danemark, on vient d'être réalisée une version de la Bible dont deux cent mille exemplaires ont été achetés en quelques

semaines.

«Mais pourquoi est-il si important que les Français, dans un pays comme la France, connaissent la Bible?»

«Pour connaître leurs racines, leur culture, se repérer dans un monde, dans une société moderne de plus en plus dure. La Bible est plus que jamais un livre actuel, une source d'inspiration universelle. Quand je suis dans un temple bouddhiste, au Népal, en Inde ou au Japon, je me sens dans un milieu biblique plus que dans une église, une synagogue ou une mosquée. La Bible est un livre oriental. Tous ses concepts sont orientaux. Les attitudes humaines qui y sont décrites sont orientales. La langue est sémitique. L'Orient vibre dans la Bible, mais c'est cette vibration qui s'efface, dans la Bible, de toutes nos langues occidentales.»

«Prenez seulement le nom de Dieu dans la Bible : Adonai-Elohim. Adonai, c'est le nom révélé à Moïse dans le Buisson ardent. On a traduit Adonai par Jehovah ou Yahveh, mais ce nom imprononçable désigne en fait l'Etre qui a été, qui est et qui sera, tandis qu'Elohim se réfère aux dieux. Les attitudes humaines qui y sont décrites sont orientales. La langue est sémitique. L'Orient vibre dans la Bible, mais c'est cette vibration qui s'efface, dans la Bible, de toutes nos langues occidentales.»

«On a donc traduit la Bible en deux mille langues et dialectes. Partout on a changé le Nom d'Adonai-Elohim, qui exprime une transcendance et une unité, par le nom de dieux, qui dérive du latin Deus, d'une étymologie incertaine ; mais ce sont les noms des divinités de l'Olympe et de l'avenue! De même que God est un avatar de Tor et de Wotan, autres divinités nordiques!»

«Votre effort de traducteur consiste donc à retrouver l'authenticité de la Bible et son intention première, typiquement orientale, faite de transcendance et d'unité?»

«Exactement. La Bible dit que le monde a été créé, c'est-à-dire que, contrairement à ce que pensaient les philosophes de l'Antiquité, il a un commencement et une fin. Elle nous dit que son Créateur est unique, qu'il a fait l'homme un, à son image. L'essence de la Bible, c'est cette unité du cosmos, de l'humanité, l'alliance des dieux et de la terre, l'alliance des nations. C'est cette unité qui fait que nous, — nous, les êtres créés par une personne qui se révèle, nous parle, s'incarne, qui est l'Etre de l'Etre — nous sommes frères du soleil, frères de la terre, frères de toutes les créatures : tel est le fondement de l'écologie biblique.»

«Si on enseignait cela aux écoles, il n'y aurait plus de racisme. Comme il n'y a pas de racisme — ou il ne devrait pas y en avoir — en Israël, peuple sculpté dans la cellule génétique de l'humanité entière, depuis les noirs falcas jusqu'aux juifs japonais, aux juifs chinois, aux blonds scandinaves ou russes qui débarquent chez nous par bateau et par avion. Nous, juifs, sommes nourris par cette idée d'alliance, alliance du ciel et de la terre, alliance de l'homme et de la

femme, alliance des peuples. C'est cet univers que transmet la Bible, un univers légué par nos Prophètes, qui décrivait déjà comme idéal de l'homme, il y a plus de deux mille ans, un monde sans guerre.»

«Souvenez-vous. Ils nous appelaient à transformer nos armes en socs de charrue, le lioi vivant en paix auprès de l'agneau, comme, pour quel pays, le Serbe auprès du Croate, l'Irlandais auprès de l'Anglais, et le musulman auprès du chrétien et du juif. Telle est l'aspiration prophétique à un monde nouveau, où l'imaginaire serait aboli pour vélociter l'Etre de l'Etre dans l'Etre de tout homme, de toute créature. La Bible est une prodigieuse source de vie, d'amour, de beauté. Qui voudrait l'éliminer, de nos consciences et au profit de quoi est-ce qu'il gagnerait toutes nos langues occidentales?»

«Et pourquoi, disiez-vous, que cette Bible est plus nécessaire aujourd'hui que jamais? Parce que pendant vingt siècles, l'Occident a vécu dans le cadre d'une culture gréco-latine qui, aujourd'hui, est en péril. Cette culture, jadis formatrice, a cessé d'être au cœur de nos enseignements. Et toutes les idéologies de substitution sont en train de mettre les mains après les autres. Il y a donc un trou béant. Alors, on ne va pas le combler, bien sûr, par un titel biblique, celui de la synagogue, celui de la mosquée ou de l'église, mais par une conscience renforcée de la transcendance de l'homme, de son onité, dans l'alliance et dans la paix.»

«Faire du Coran un livre antijuif, c'est confondre l'Evangile avec ce qu'en a fait Torquemada»

«La paix, c'est aussi charnel que votre attachement à la Bible...»

«Mais comment pourrait-il en être autrement quand on est juif et qu'on vit à Jérusalem? Depuis quatre mille ans, Israël n'a pas connu un jour de paix, à l'exception des quarante années du règne du roi Salomon.»

«Mais votre peuple est-il lui-même convaincu de vouloir la paix?»

«Plus d'une centaine d'associations en Israël militent pour la paix. Après le massacre de Sabra et Chatila, les manifestations pour la paix ont mobilisé des centaines de milliers de personnes dans les rues de Tel-Aviv. Tout ce peuple rassasié de massacres aspire, de ses tréfonds, à la paix, mais son drame, qu'on le veuille ou non, c'est qu'Israël est une démocratie noyée dans un océan de dictatures, qui n'ont aucun intérêt à la paix, car elles s'effondreraient. Chacun suit l'usage qu'il veut du terrorisme, souvent un terrorisme d'Etat, qui semble regardé avec indulgence par des gouvernements qui n'hésitent pas à s'en servir, hélas.»

«Je m'explique : l'Occident ne sert-il pas de ces dictateurs, qui créent le tonbeau de leur peuple, pour ses propres intérêts, dont le premier est bien sûr le commerce des armes?»

Nierait-on que les armes vendues à Saddam Hussein — et qu'il n'a pas payées — ont une part quelconque de responsabilité dans la crise que traverse l'Occident? Un diplomate français m'a un jour avoué que si son pays — qui est aussi mon pays — cessait d'armer les Yougoslaves, les Africains, le Proche-Orient, il compterait deux cent mille chômeurs de plus.

«La vérité est là : Israël est l'otage de ses voisins et l'Occident l'otage de ses marchands de canons. La guerre du Golfe a coûté 6 000 milliards de dollars. Le marché des armes est, chaque année, d'environ 2 000 milliards de dollars. C'est-à-dire que, chaque année, on brûle en armements inutiles toute la dette du tiers-monde.»

«Et s'il y avait une meilleure compréhension entre les trois religions monothéistes : judaïsme, christianisme et islam, — dont vous connaissez par cœur les écrits, ne serait-ce pas déjà un grand pas vers la paix?»

«Oui, bien sûr, et j'y consacre chaque instant de ma vie depuis mon enfance. Mais voyez l'épaisseur des contreforts — historique, politique, théologique — qui nous opposent. Avec la chrétienté, la guerre fut sans merci. Comment nier que l'«enseignement du mépris», dénoncé par Jules Isaac, dispensé contre nous pendant des siècles dans les pays chrétiens, n'a pas eu une part de responsabilité dans la mise en route des furies créatrices? Il a déstabilisé, dès le début du monde juif. Certes, je n'oublie pas que le pape Jean XXIII, le concile Vatican II et la fameuse déclaration *Nostra Aetate* ont ouvert la voie de la réconciliation avec les juifs. Mais ce beau texte n'est-il pas resté au niveau de l'édifice, celle des évêques, du meilleur du clergé et des laïcs? A-t-il pénétré la masse?»

«Votre récent livre sur les relations entre Israël et le Vatican (la Reconnaissance, Laffont, 1992) ne manifeste-t-il pas une certaine impatience devant l'attitude du pape, qui, malgré la création d'un département d'une commission bilatérale, tarde à reconnaître officiellement votre pays?»

«C'est vrai. Le dialogue avec les chrétiens est bloqué parce que le Vatican n'a pas encore normalisé ses relations diplomatiques avec Israël. Je ne comprends pas pourquoi un pape aussi extraordinaire que Jean-Paul II, sans doute l'un des plus grands de l'histoire et l'un des meilleurs théologiens chrétiens d'Israël, ne s'est pas encore rendu à Jérusalem. Il a créé une commission ; mais ses membres répètent partout qu'il leur faudra beaucoup de temps pour conclure. Ne dit-on pas en France que quand on veut noyer un problème, on crée une commission?»

«Je crois que l'une des raisons de cette lenteur, c'est la présence des minorités chrétiennes, particulièrement vulnérables, dans les pays arabes. Il y a douze millions de chrétiens dans ces pays et le Saint-Siège est ligoté par quatre ou cinq patriarches qui défendent les intérêts de leur minorité, mais au prix de combien de compromissions? Souvenez-vous, en pleine guerre du Golfe, des paroles d'allégeance à Saddam Hussein du patriarche de Bagdad. En Israël, les avocats du dialogue avec les catholiques ont peine à rester crédibles.»

«Mais vos difficultés ne sont-elles pas aussi grandes avec les musulmans?»

«Oui, mais à tort. Savez-vous que le Coran cite tous les Prophètes et

même qu'à cinq cent quatre-vingts reprises Moïse est mentionné, soit plus que tous les autres, y compris Mahomet. Dans le Coran, on trouve des versets étonnants pour Israël : «Allah a donné plus de privilèges aux Fils d'Israël qu'à tous les univers.» On enregistre : «Quand l'heure du rendez-vous viendra, Allah ramènera les Fils d'Israël dans leur terre en masse.» Qu'en dites-vous? Alors, faire du Coran un livre antijuif, c'est confondre l'Evangile avec ce qu'en a fait Torquemada.

«Mais les Ecritures saintes, c'est comme la langue d'Esopo, la meilleure ou la pire des choses. Elles sont déformées par ceux qui en font une interprétation littérale et fondamentaliste. N'y a-t-il pas des intégristes dans chaque camp, dans l'islam, mais aussi dans le judaïsme ou le christianisme?»

«Claudel disait : Dieu parle, mais c'est l'homme qui répond. Il faut donc sortir de ces cloisons, revenir à notre source commune, à cette transcendance créatrice d'unité et qui, pour moi, a le visage d'une Personne innommée et pour nous Adonai-Elohim. Elohim est toujours un pluriel, car il représente toutes les forces créatrices. Le shintoïsme dit que chaque homme est peuplé de huit millions d'Elohim. Chaque peuple, chaque cité a ses Elohim. Et la révélation de la Bible, c'est que ces Elohim sont un, que nous devons les unir dans nos êtres, par l'alliance universelle des ethnies et des peuples.»

«Réconciliez les juifs, les chrétiens, les musulmans, autour de Jérusalem, et vous créerez une communauté de plus de deux milliards de personnes»

«C'est trahir la Bible de dire qu'il n'y a qu'un Elohim. Parce que s'il n'y en a qu'un, cela veut dire que c'est forcément celui de qui le prétend. Or sera tenté de l'imposer à l'humanité entière, par la parole ou par la force d'une emprise ou d'une coercition. C'est ce que tous les religions font depuis toujours, chacune prétendant détenir seule la Vérité, éliminant ou forçant les autres à se soumettre à elle. Et c'est exactement ce que les textes disent de ne pas faire. Entre dire «il n'y a qu'un Dieu» et dire «les Dieux sont un», il y a un abîme.»

«Relisez l'Eptre aux Romains. Toute l'œuvre de saint Paul aspire à réconcilier les nations et Israël. Il pensait, de bonne foi, que si on y arrivait, le royaume des Cieux serait parmi nous. Mais cette vision utopique et mystique de Paul devient aujourd'hui une exigence et une nécessité historiques. Réconciliez les juifs, les chrétiens, les musulmans autour de Jérusalem, et vous créerez une communauté de deux milliards de personnes répandues sur les cinq continents, unies par une même foi, par de mêmes idéaux, par une puissance spirituelle unique.»

«Cette communauté abrahamique se nourrirait de ses racines bibliques qui revivifieraient ses énergies. Cette famille spirituelle des enfants d'Abraham aurait alors pour but de fonder non pas une religion nouvelle, ni un empire, mais de se mettre au service des peuples et des ethnies pacifiées et réconciliées. Jérusalem, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Sud, pourrait enfin réaliser sa vocation de devenir le point zéro d'une pacification universelle. Cette vision qui n'est plus utopique à un préalable : celui de la paix entre Israéliens, Palestiniens et Jordaniens, au sein d'une confédération intégrée à l'union euro-méditerranéenne en voie d'émergence.»

«Depuis plus d'un demi-siècle, parti de mon Algérie natale, j'erre entre Tokyo et New York, Stockholm et Johannesburg, Pékin, Rabat ou Jérusalem, à l'écoute d'une humanité aux abois. Nomade de l'abîme, je goûte le peuple de lumière. J'attends la réconciliation de l'homme avec l'homme.»

Propos recueillis par HENRI TINCO

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lecaillon, directeur de la publication Bruno Pignatelli, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur adjoint Marcel Luchet, secrétaire général

Rédacteur en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Vice-Président : Thomas Parnaud Patrick Baudouin Jacques-François Simon

Directeur : Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méty (1944-1959) Jacques Fauriol (1959-1982) André Laurens (1982-1988) André Fontana (1988-1991)

RÉDACTION ET SERGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 TEL : (1) 40-06-25-25 Télécopieur : 40-06-25-25

1, PLACE HUBERT-BENOIT-MÉTY 92003 PARIS CEDEX 2 TEL : (1) 40-06-25-25 Télécopieur : 40-06-30-10

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie et l'éventualité du départ du général Morillon

Les Serbes et l'exclusion aérienne

Suite de la première page

Le chef de l'armée bosniaque devait finalement, lundi matin, accepter de rencontrer le général Serbe Mladic à l'aéroport de Sarajevo. Les Nations unies devaient tenter de nouveau, lundi, d'évacuer plusieurs milliers de civils de cette enclave musulmane assiégée par les forces serbes.

A ce sujet, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a déclaré, dimanche, le monde musulman de l'aide. C'est le seul moyen de ses yeux de transporter la guerre contre les Serbes. « Nous n'avons pas demandé au monde islamique d'envoyer leurs soldats pour nous soutenir, mais seulement de l'aide et des munitions (...), a déclaré M. Izetbegovic, dont les propos ont été rapportés par les agences de presse du Golfe après que l'Arabie saoudite lui eut décerné le prix international Rot-Fayal, d'un montant de 500 000 francs, qui récompense des services rendus à l'islam.

La Russie a lancé au cours du week-end une offensive diplomatique et semble avoir réussi à empêcher le Conseil de sécurité d'adopter dans l'immédiat une résolution renforçant les sanctions contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), indiquant-on, dimanche soir, dans les milieux de l'ONU à New-York. Le président Eltsine a notamment adressé une lettre à son homologue américain, Bill Clinton, pour obtenir le report du vote - qui devait en principe intervenir d'un jour devant sanctionner les Serbes pour leur refus de signer le plan de paix Vance-Owen. Le projet de résolution prévoyait l'interdiction de tout transit de marchandises, via la Yougoslavie, sans

autorisation préalable du Conseil de sécurité. Il interdit aussi à tout navire s'approchant du Danube d'entrer dans la partie yougoslave du fleuve sans observateur de l'ONU à bord. Il interdit, enfin, toute navigation en mer Adriatique, à l'intérieur des 12 milles des eaux territoriales yougoslaves (autrefois dit autour du port monténégrin de Bar). D'autre part, des experts américains envoyés par Washington en Bosnie-Herzégovine pour y constater l'ampleur des épreuves auxquelles sont soumises les populations civiles ont recommandé au président Clinton d'envoyer une intervention militaire. Dans un projet de rapport, cité, dimanche, par le *New York Times*, le groupe d'experts recommande à l'administration de placer des « sanctions » placés sous la protection de forces internationales. Il suggère également une action militaire plus vigoureuse pour garantir la distribution de l'aide humanitaire et mettre hors de combat l'artillerie lourde utilisée par les Serbes pour pilonner les villes bosniaques. Le rapport met en cause l'attitude occidentale consistant à distribuer vivres et médicaments aux villes musulmanes assiégées en s'abstenant de recourir à la force pour protéger les civils. — (Reuters, IFL)

Le ministre spécial des États-Unis pour l'ex-Yougoslavie, Reginald Bartholomew, est arrivé, dimanche soir, à Zagreb (Croatie). Il poursuivra sa mission à Sarajevo et à Mostar. Après des entretiens avec les responsables de la FORPRONU, il se rendra, mercredi, à Belgrade. — (AFP)

Une méthode dérangeante

par Claire Tréan

QUELLE que soit la décision qui sera prise, le général Morillon n'a pas de problème, a déclaré, avec un sourire un peu triste, dimanche soir sur France 2, le général Morillon à propos de son éventuel départ en France. La veille encore, il affirmait énergiquement sur les ondes qu'il avait bien l'intention de retourner à Srebrenica et que, sans se tenir pour « l'irresponsable », il n'envisageait pas de quitter la Bosnie. « En cette période cruciale », en vingt-quatre heures, le « général courage » paraissait avoir perdu quelques-unes de ses illusions : on se demandait à la disposition de l'ONU et du gouvernement français, il semblait avoir compris que son départ de Bosnie n'était plus qu'une question de jours.

Toutefois, s'il a admis dimanche avoir « largement dépassé », du point de vue de la durée, le mandat nominal d'un commandant de la FORPRONU, il a da nouveau récusé, en des termes tout juste un peu plus diplomatiques que la veille, tous les autres arguments avancés à l'appui de son éventuel départ. Non, l'entrée en vigueur de mesures militaires visant à faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie ne modifie pas fondamentalement la situation à ses yeux : le général « espère [que les Serbes] seront assez sages pour maintenir leurs avions au sol » et que les forces

de l'OTAN n'auront ni à intercepter aucun appareil au-dessus de la Bosnie. Cela fait effectivement plus de six mois que l'avertissement a été lancé par une communauté internationale qui se résout finalement à la réunion de l'application au moment où les forces serbes n'ont plus guère besoin d'appui aérien pour achever leur « travail » au sol. En toute hypothèse, si un incident aérien se produisait, la FORPRONU, dit le général Morillon, « est préparée » depuis longtemps à d'éventuelles représailles, mais ce scénario, insiste-t-il, n'est pas le plus probable.

Non, affirme encore le commandant de la FORPRONU, sa sécurité personnelle n'est pas menacée au point de justifier un départ « précipité ». Des « coups tordus » du type de celui qui a été produit le lendemain d'après (quand les Serbes ont mis en cause le HCR et la FORPRONU après la découverte de munitions dans un convoi d'aide humanitaire), il y en a toujours eu, déclare le général, qui affirme n'avoir « pas de problème » avec les Serbes.

Bref, si le rappel du général Morillon est envisagé, ce n'est pas pour les raisons officiellement avancées. C'est parce que, surtout depuis qu'il a pris fait et cause pour la population civile musulmane d'une petite ville assiégée de Bosnie orientale, le général

dérange. On avait remarqué qu'en dépit d'un évident succès de popularité, les éloges s'étaient fait attendre en haut lieu, à Paris comme à New-York, et que ceux finalement prodigués par M. Berégovoy avaient l'air quelque peu forcés.

Des effets dévastateurs

La méthode Morillon, d'abord, est difficilement acceptable par la haute hiérarchie militaire. C'est sans en référer à l'état-major français l'amiral Laroche se trouvant à l'époque en Côte-d'Ivoire et, ajoute-t-on au sein d'Orsény « sans assurer ses arrières », que le général Morillon s'est lancé à corps perdu au secours des civils de Srebrenica. La hiérarchie militaire a, semble-t-il, peu apprécié de devoir s'en remettre ensuite aux médias pour suivre les mille et une péripéties de l'aventure Morillon. Dès le début, cette aventure a déçu, mais elle avait un tel succès médiatique qu'on estimait ne pas pouvoir y mettre un terme.

Sur le fond, le beau courage du général avait des effets dévastateurs : sans le vouloir, il metait spectaculairement en lumière l'impunité des forces de l'ONU en Bosnie. On a vu les Serbes de Bosnie se jouer de lui à la face du monde, lui promettre des cessez-

le-feu aussitôt violés, lui interdire dix fois un passage au convoi, puis le lui autoriser avant de l'interdire de nouveau, toutes choses qui ne contribuent guère au pouvoir dissuasif de la FORPRONU ni à la crédibilité des armées occidentales, dont le général Morillon est aussi le représentant. Enfin, le résultat de son combat pacifiste n'aura pas été d'arrêter les chars serbes qui envahissent Srebrenica, mais de déboucher sur un projet, humanitaire, certes, mais très ambigu, du HCR : évacuer de la ville le maximum de civils avant que les forces serbes n'y lancent l'offensive finale.

Quand viendra la relève annoncée, le successeur du général Morillon sera-t-il en mesure de faire mieux ? Il faudrait pour cela que soit redéfinie la mission de la FORPRONU par une communauté internationale qui semble jusqu'à présent ne pas savoir où elle va. Le nouveau ministre français de la défense, François Léotard, a en effet remis complètement à la décision que prendrait le chef d'état-major concerné le cas Morillon. Si le général est rappelé, ce sera très probablement pour avoir assumé avec trop d'ardeur une mission jugée impossible. Une mission que l'amiral Laroche ne s'est déjà pas privé, par le passé, de critiquer.

ITALIE : ancien ministre socialiste de la justice

Claudio Martelli est l'objet d'une nouvelle enquête judiciaire

Les affaires de corruption en Italie connaissent de nouveaux développements, avec, notamment, l'arrestation du président (socialiste) de la société d'hélicoptères Agusta. Par ailleurs, le Sénat doit se prononcer, mercredi 14 avril, sur la demande de levée d'immunité parlementaire de l'ancien président du conseil, Giulio Andreotti.

ROME

de notre correspondant

La trêve de Pâques n'y a pas suffi : Rome, Milan et la plupart des grandes villes italiennes ont en beau se voir de façon spectaculaire au profit des campagnes, la machine judiciaire, comme une mécanique emballée, a continué à avancer, révélant de nouveaux scandales. Tandis qu'à Portofino était arrêté, samedi 10 avril, pour « extorsion », le président de la société Agusta, le socialiste Roberto D'Alessandro, accusé d'avoir encaissé pour 2 milliards et demi de lire (environ 90 millions de francs) de pots-de-vin sur la fourniture d'hélicoptères destinés au ministère de l'Intérieur, de nouveaux usages s'annonçaient sur la tête de l'ex-ministre de la justice et ex-dauphin de Bettino Craxi, Claudio Martelli.

Ce dernier, déjà sous la coup d'une enquête judiciaire autour de la banqueroute du Banco Ambrosiano ainsi que sur le compte secret du Parti socialiste en Suisse, est à présent l'objet d'une nouvelle enquête, celle-là à propos d'une fumée affaire de 300 milliards de lire de titres volés dans une banque romaine, et trop impudiquement « recyclés ». Le numéro de téléphone de l'ancien ministre figurait en effet sur l'agenda de Winnie Kolbrunner, une jeune femme prise pratiquement la main dans le sac en essayant de les négocier. M. Martelli, qui a annoncé son intention d'éclaircir cette affaire, n'en a pas moins crié à un « montage » et à la « machination », accusant au passage l'ex-président du Conseil, le démocrate-chrétien Giulio Andreotti, de lui avoir fait ce « cadeau empoisonné ».

M. Andreotti, quant à lui, n'a pas quitté le devant de la scène depuis que les juges lui ont envoyé, il y a un peu plus d'une semaine, le fameux premier avis de perquisition pour association mafieuse, qui a bouleversé toute l'Italie. Et, d'après les bruits qui circulent dans les milieux politiques et les indiscrétions colportées

largement par la presse, le dossier Andreotti serait devenu particulièrement brûlant. Au point que, pour une fois, les documents qui le composent ont été mis sérieusement sous clef, à Rome comme à Palermo.

Parmi ces documents, les interrogatoires de deux « repentis » célèbres de la Mafia, Tommaso Buscetta et Marino Mannoia, menés aux États-Unis par les juges palermitains. Les deux repentis non contents de parler nommément de l'ancien président du Conseil comme de la plus haute « référence politique » à Rome de Cosa Nostra - auraient fait état de rencontres entre M. Andreotti et certains parrains, dont l'ex-boss de Palermo, Stefano Bontade. De plus, croient savoir certains, des épisodes racontés par les repentis permettraient de jeter un jour nouveau sur l'enlèvement et l'exécution par les Brigades rouges du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro et, surtout, sur l'assassinat du général Dalla Chiesa, ainsi que sur celui du journaliste Mino Pecorelli.

Ces deux derniers - l'un pour avoir travaillé sur les groupes terroristes avant d'être envoyé en Sicile où il trouva la mort, l'autre pour ses liens avec les services secrets et la loge P2 - avaient-ils surpris des « secrets d'État » qu'il valait mieux ignorer ? La Mafia, cette fois, les a-t-elle éliminés à la demande de certains hommes politiques ? Toutes les hypothèses circulent. Avant dire que, mercredi, les débats qui se tiendront au sein de la commission ad hoc du Sénat, qui devra donner son avis sur une éventuelle levée de l'immunité parlementaire de M. Andreotti, actuellement sénateur à vie, sont attendus avec la plus grande impatience.

Le référendum du 18 avril

Dans ce climat de tension et de scandale perpétuel, la campagne pour le référendum qui se tiendra le 18 avril en a été, pour ainsi dire, éclipsée. Ce jour-là, les Italiens devront se prononcer sur huit propositions - toutes abrogatives, conformément à la Constitution - allant de la réglementation de l'usage des stupéfiants à la suppression du ministère de l'Agriculture ou de celui du tourisme.

Plats de résistance de la consultation : la loi sur le financement public des partis, bien sûr, mais aussi la réforme du mode d'élection du Sénat - jusqu'ici la proportionnelle - pour y introduire

un système « majoritaire ». Une réforme, en soi, mineure puisqu'elle ne concerne pas le scrutin à la Chambre des députés, qui devrait être changé par la suite, mais qui, par sa haute valeur symbolique dans le contexte actuel de défiance à l'égard du vieux système politique et de la classe dirigeante, fait figure de « premier pas » vers un changement radical. Celui-ci devant intervenir selon un scénario admis à l'avance : si le « oui » l'emporte comme prévu, un nouveau gouvernement désigné par le président de la République préparera les réformes, y compris électorales, et le pays retournera aux urnes pour des élections législatives anticipées à l'automne. Seul dilemme dans cette belle construction, et l'exemple du système majoritaire français y est pour quelque chose, nombreux sont ceux qui, outre les petites formations en péril, se demandent si le remède n'est pas pire que le mal.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Saisie d'une lettre compromettante chez les représentants d'Agusta, en Belgique

Les enquêteurs belges ont saisi une lettre compromettante dans les locaux des représentants en Belgique de la société italienne Agusta, a annoncé, samedi 10 avril, la radio belge d'Etat RTBF. Selon la chaîne, cette lettre, saisie lors d'une perquisition dans les locaux belges de la société Agusta, « indique qu'il y avait une demande de commission et un projet pour la satisfaire », lors de la commande passée en 1983 par l'armée belge pour l'achat de 46 hélicoptères de combat Agusta.

Dans la lettre saisie à Bruxelles, Riccardo Baldini, l'ancien représentant d'Agusta en Belgique, indiquait « à ses patrons en Italie », selon la RTBF, le nom d'une « société de couverture créée pour assurer avec discrétion la gestion des intérêts du Parti socialiste wallon ».

Un industriel belge, Georges Cywie, qui représentait Agusta en Belgique en 1983, a été inculpé en février dernier par la justice belge. Le 19 mars, Agusta Aerospace Services, la branche belge de la firme italienne, avait démenti avoir versé des pots-de-vin. — (AFP)

ESPAGNE : les suites du scandale Fiesla

Le PSOE a refusé la démission de l'un de ses dirigeants

La réunion, samedi 10 avril, de la commission exécutive du Parti socialiste espagnol (PSOE) destinée à résoudre la crise ouverte au sein de cette formation par le scandale politico-financier Fiesla a abouti à des demi-mesures. La démission du numéro trois du parti, le secrétaire à l'organisation, Txiki Benegas (le Monde du 7 avril), a été rejetée. En revanche, ont été acceptées celles de deux autres personnalités déjà pratiquement « lâchées » par les socialistes, le responsable des finances du parti à l'époque des faits, Guillermo Galeote, et le député Carlos Navarro, responsable des finances du groupe parlementaire. Aucun des deux ne pourra se représenter aux prochaines élections.

MADRID

de notre correspondant

Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE et président du gouvernement, a expliqué au cours d'une conférence de presse que « la responsabilité dévolue de l'affaire Fiesla devait être assurée collectivement » et qu'il n'a pas demandé la démission collective de la direction socialiste afin de ne pas mettre en péril la stabilité du pays. Pour tirer les conclusions politiques de ce scandale, M. Gonzalez estime qu'il faut attendre que la justice se prononce, tout en reconnaissant pour la première fois qu'il n'existe « des défaillances comptables ou financières du parti ». Puisque « aucun coup-gon ne peut se convertir en juge d'un autre », comme l'a déclaré le chef du gouvernement, les socialistes ont donc très peu avancé.

■ BELGIQUE : décès d'un bourgmestre de Bruxelles. — Le bourgmestre de Bruxelles, Hervé Brouhon, est décédé, samedi 10 avril, à l'âge de cinquante-neuf ans, a annoncé la municipalité. Malade depuis plusieurs années, Hervé Brouhon avait assumé plus ses fonctions qu'il n'en avait eues à un échelon (adjoint au maire), José Demaret. Bourgmestre depuis dix ans, Hervé Brouhon était un ancien journaliste du quotidien bruxellois *le Soir*. Il avait également exercé des fonctions syndicales avant de devenir conseiller communal socialiste en 1953.

Sur ce terrain, le « guerrier » du parti du numéro deux du PSOE, Alfonso Guerra - l'a emporté sans beaucoup de difficultés, car il dispose au sein de la commission exécutive d'une confortable majorité : la thèse du vice-secrétaire général selon laquelle le parti n'est pas responsable et doit faire corps face à l'adversité s'est imposée.

Vers des élections anticipées ?

Le lieutenant de M. Guerra, Txiki Benegas, n'a donc pas été « sacrifié ». Mais rien n'est résolu. Pas plus sur les conséquences à tirer de l'affaire Fiesla que sur la rivalité entre le courant « guerriste » et le courant réformateur : ce n'est pas le moment d'étaler des querelles à quelques mois des élections.

Le PSOE a donc décidé de le mettre sous le boisseau, d'autant qu'il est fort possible que le scrutin législatif, en principe prévu pour cet automne, soit avancé. Il pourrait avoir lieu dans le courant du mois de juin. A défaut d'être en mesure de régler les questions électorales, M. Gonzalez a profité de la réunion de cette commission exécutive pour accumuler d'autres pouvoirs. Désormais, il va assurer la présidence du comité stratégique électoral et celle du comité des listes de candidats, deux nouveaux organismes dont il désignera les membres.

C'est une pierre dans le jardin d'Alfonso Guerra qui, auparavant, était le grand maître d'œuvre des élections, même si, au sein de ces comités, seront respectés « la cohésion, la représentativité et le pluralisme ».

D'un côté, le chef du gouvernement a cédé, et de l'autre il a renforcé son autorité. Sur le fond,

Hervé Brouhon avait été ministre de la prévoyance sociale en 1966.

■ TURQUIE : un dirigeant kurde assassiné. — Seydavan Yalcinkaya, président de la cellule locale du Parti travailliste du peuple (HEP, gauche prokurde) à Kiziltepe, à la frontière avec la Syrie, a été tué avec son frère Halim par des « inconnus », samedi 10 avril, a-t-on appris de source digne de foi à Ankara. Il s'agit du premier assassinat d'un dirigeant politique kurde depuis la déclaration de cessez-le-feu unilatéral du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) le 20 mars dernier. — (AFP)

les difficultés ne sont pas réglées. Et il n'est pas question de convoquer un congrès extraordinaire pour essayer d'y voir plus clair, averti M. Gonzalez, bien qu'il ait pris conscience des « risques pour la cohésion du parti ». « Je vais essayer de l'éviter, et je l'éviterai », a assuré le secrétaire général à propos d'une possible scission, mais le congrès viendra à son heure, c'est-à-dire après les élections ; en espérant que, d'ici là, l'affaire Fiesla ne fera pas d'autres dégâts, car l'abcès est loin d'être vidé.

MICHEL BOLE-RICHARD

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur des Pays-Bas

Nous avons reçu de M. Henry Wijnhoud, ambassadeur des Pays-Bas en France, une lettre dont nous publions les extraits suivants :

Dans l'article « Les États-Unis et l'Europe donnent la priorité à des forces professionnelles et polyvalentes », paru dans le *Monde* du 13 février, vous écrivez que « les Pays-Bas, aussi, visent à déployer des unités professionnelles qui n'interviendraient plus que dans le cadre de missions internationales ».

Cette information n'est pas correcte. De plus, elle ne donne qu'un aperçu très incomplet de l'effort que les Pays-Bas poursuivent d'assumer dans le cadre de la politique de sécurité. La nouvelle structure qui vient d'être approuvée par le Parlement prévoit que les forces armées néerlandaises auront, en temps de paix, un niveau de 70 000 hommes qui, tous, seront des engagés. En cas de conflit majeur, les forces armées pourront être portées à 110 000 hommes.

Pour ce qui est de l'armée de terre, le gros des unités formera avec des unités allemandes un corps binational, dont l'état-major s'établira à Munster, en Allemagne. Une brigade aéromobile est en cours de formation pour les actions d'intervention rapide.

Toutes les unités néerlandaises pourront être utilisées tant pour la protection du territoire couvert par l'article V du traité de Washington que pour des opérations de maintien d'ordre ou d'imposition de la paix.

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Le HCR assiste près de quatre millions de personnes

En décembre 1991, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) lançait son premier appel en faveur des victimes de la guerre opposant Serbes et Croates dans une Yougoslavie en proie au démantèlement. Le programme que l'organisation humanitaire demandait à la communauté internationale de financer, concernait alors cinq cent mille personnes. Quinze mois et une nouvelle guerre plus tard (celle qui ravage

la Bosnie-Herzégovine) le HCR assiste près de quatre millions de réfugiés, personnes déplacées et populations en danger dans les pays de l'ex-Yougoslavie.

Depuis la seconde guerre mondiale, jamais l'Europe n'avait connu pareil drame humain, pareils exodes sur son propre sol. Et la situation continue de s'aggraver : les exodes se multiplient, les structures s'effondrent, l'économie se meurt, le fardeau humanitaire s'alourdit.

Chaque jour de guerre ajoute des milliers de victimes aux précédentes. En Bosnie et en Croatie, les personnes assistées par les Nations unies sont passées de deux à trois millions au cours des derniers mois. Pour la seule Bosnie, la plus touchée par les combats, deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants — la moitié de la population — dépendent de l'aide internationale.

La Croatie compte huit cent mille réfu-

giés et personnes déplacées, la Serbie cinq cent mille. Des chiffres particulièrement dramatiques au moment où le HCR affirme que « dans toute l'ancienne Yougoslavie le manque de nourriture est devenu un problème très grave ». Pour couvrir les besoins alimentaires de 1993, il faudra trouver 520 000 tonnes de vivres dans les prochains mois. La communauté internationale devra aussi régler le montant du dernier appel de fonds

lancé par le HCR pour couvrir l'ensemble des besoins entre avril et décembre 1993.

Une note de 840 millions de dollars (4,6 milliards de francs). C'est le prix de la charité, mais aussi de l'impuissance. Quant à l'armée banyanitaire, placée en porte-à-faux au cœur de cet imbroglio, elle est de plus en plus en proie au doute.

R.-P. P.

Les gestes de la France

« Sans être cocardier, on peut porter d'une mobilisation française exceptionnelle en faveur de la Bosnie. » Cet avis d'expert, Rony Brauman, président de Médecins sans frontières (MSF), l'exprime d'autant plus librement que son organisation a une présence réduite sur le terrain.

Soldats, journalistes, intellectuels, hommes politiques et organisations caritatives témoignent, il est vrai, de cette intensité de l'engagement français. Un engagement symbolique, au fil des drames, par les faits et gestes, médiatisés, des deux « stars » nationales de l'humanitaire : l'ancien ministre de la Santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, et le général Philippe Morillon (1).

Financée par le Fonds d'urgence humanitaire, l'aide gouvernementale française à la Bosnie s'est élevée, en 1992, à 16 millions de francs (par comparaison, la Croatie en a reçu 7 et la Serbie 2). Cette année, 14 millions (dont une partie remboursable par la CEE) ont déjà été engagés. Environ 40 % de l'aide représente la contribution française au HCR. Le reste bénéficie directement aux populations par le biais d'organisations non-gouvernementales (ONG) et d'Action humanitaire, une structure rattachée au ministère des Affaires étrangères. Toute l'aide s'inscrit dans le cadre des opérations du HCR.

L'aide française est principalement militaire et médicale. La France est le premier contributeur à la FORPRONU, avec près de 5 000 hommes, dont les trois-quarts en Bosnie, placés sous les ordres du général Morillon : 1 850 escortent le convoi humanitaire, 450 sont basés à Sarajevo et 1 350 dans la zone de Bihać, une enclave musulmane où les français protègent plus de 200 000 personnes. Les autres sont stationnés à Zagreb et à Belgrade, en charge du soutien logistique.

La France fournit, par ailleurs, une assistance importante (prise en charge des capacités hospitalières, fourniture d'équipements, stockage de médicaments) aux hôpitaux et dispensaires de Sarajevo et Bihać. Le financement de ces programmes, réalisés conjointement avec la CEE, s'élève à une dizaine de millions de francs. Un autre programme, réalisé en

association avec Médecins du monde, porte sur l'évacuation sanitaire vers la France d'enfants blessés. A Bihać, la réalisation d'un centre d'accueil pour 500 enfants se heurte à de multiples difficultés.

Souvent critiqué pour sa politique d'accueil parcimonieuse des réfugiés bosniaques, Paris a accepté de prendre 300 prisonniers libérés sous les auspices du CICR, et 85 à la suite d'initiatives de Bernard Kouchner. Soit environ 1 500 personnes, familles comprises. Par comparaison, les Britanniques, les Américains, les Français, 1 000.

Trois grandes ONG (Médecins du monde, Médecins sans frontières, Handicap International), bénéficient d'un soutien financier important de la part du gouvernement. D'autres sont également actives en Bosnie, notamment l'AIKCF, Equilibre, Première urgence ou encore Caritas pour le secours catholique. A cela s'ajoute une quantité d'organisations et d'initiatives locales difficiles à chiffrer. On citera, pour l'exemple, l'initiative d'Alsace qui ont reçu près de 6 millions de francs dans leur région et organisé un convoi de 55 véhicules (350 tonnes de vivres et du matériel) pour Sarajevo. Il y sont parvenus après avoir dû céder à des miliciens serbes le matériel de la garnison de 5 canons.

MSF-France participe à des missions ponctuelles (Sarajevo, Srebrenica) aux côtés de MSF-Belgique et MSF-Hollande, implantées sur le terrain. L'organisation française, qui a des équipes en Macédoine et au Kosovo, ne cache pas son malaise devant la dégradation et l'instrumentalisation de l'aide par les États. Pour Rony Brauman, l'opération en Bosnie « sert surtout à nous rassurer sur notre propre vertu et, sur le terrain, à encourager l'agresseur ». Il parle de « dégradation préoccupante des principes humanitaires ».

R.-P. P.

(1) Figure légendaire et éminent médecin de l'humanitaire, Bernard Kouchner est vivement pris à partie dans un livre-pamphlet : *Les Truismes de Bernard K. en Yougoslavie*, écrit par deux journalistes de télévision, Michel Fiequet et Bertrand Couët. Albin Michel, 222 pages, 89 francs.

La guerre du Karabakh

Poursuite de l'offensive arménienne

Les « forces d'autodéfense » arméniennes du Haut-Karabakh ont poursuivi, en fin de semaine, leur offensive lancée le 28 mars en territoire azerbaïdjanais, de part et d'autre du corridor de Latchine ouvert l'an dernier entre leur enclave et l'Arménie. Selon Bakou, ces forces ont pénétré de 15 kilomètres en sud en direction de la frontière iranienne, menaçant de s'emparer de toute la région s'étendant de Fizouli à Koubatli. A Stepanakert, capitale de la « République » autoproclamée de l'Azerbaïdjan, le commandement militaire n'a en effet déclaré que le corridor « a été visé » à partir de positions azerbaïdjanaises situées dans ces deux villes, une justification déjà utilisée pour envahir, le 2 avril, la ville de Kelbadjar, au nord du corridor.

Les forces arméniennes ignorent ainsi la condamnation américaine de leur offensive, ainsi que les injonctions de l'ONU, puis de la CEE, à évacuer ces territoires azerbaïdjanais envahis. Ce qui serait la condition posée par Bakou pour une reprise des négociations, menées par la CSCE, en vue d'un cessez-le-feu. Les Arméniens déclarent que l'assistance internationale sur une « délimitation » préalable du Haut-Karabakh

bakou voulait ces négociations à l'échec, alors que, pour Bakou, les Arméniens, aidés par les Russes, ont prévu de longue date cette offensive, qui viserait à annexer de facto le Haut-Karabakh à l'Arménie, qui ne sont plus séparés par aucune présence azérie (plus de 400 000 réfugiés auraient fui les territoires conquis).

Ce développement met la Turquie dans une position très difficile, alors que le président Ozal, en tournée en Asie centrale, est attendu mardi à Bakou, où le président Elchibey devrait lui demander une assistance militaire. Son rival, le premier ministre Suleyman Demirel, explique, pour sa part, qu'une telle assistance est impossible, sauf à provoquer une riposte russe. Cette position aurait été réaffirmée en Turquie au secrétaire d'Etat azerbaïdjanais, Panah Huseynov, qui s'est rendu ensuite en Iran, où il fut reçu dimanche par le président Rafsanjani. Quant à Boris Eltsine, il a offert de nouvelles bons offices, accueillis favorablement par le président arménien, Ter Petrossian, alors qu'une réunion russo-arméno-azerbaïdjanaise était prévue mardi à Moscou.

S. Sh.

L'humanitaire pris au piège

Suite de la première page

Progressivement, un dispositif humain et matériel considérable (milliers de personnes, centaines de camions, dizaines d'avions et d'hélicoptères) s'est mis en place.

Cette « armée humanitaire » était le moyen nécessaire — mais certainement pas suffisant — d'une politique visant à faire échec à la stratégie de « nettoyage ethnique » et à restaurer la paix. Elle devait notamment contribuer au maintien des minorités dans leurs régions d'origine et, faciliter le retour des réfugiés dans leurs foyers. C'est-à-dire, s'attaquer aux effets de la guerre. Sa réussite supposait au minimum de bonne volonté de la part des combattants. Et aussi un réel pouvoir de négociation ou, à défaut, d'intervention de la communauté internationale. Bref, que l'on puisse, simultanément, agir sur les causes. La mission était noble, mais plutôt vague, et le pari risqué. En effet, les belligérants, à commencer par les Serbes, avaient amplement montré, en Croatie, avec quelle ténacité et quel mépris du droit humanitaire ils étaient capables de poursuivre leurs objectifs, « Casques bleus » ou pas.

La suite a montré que rien n'avait changé. Malgré la présence des soldats de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), le « nettoyage » impitoyable et systématique des enclaves musulmanes et croates par les Serbes, et, dans une moindre mesure, des réfugiés de minorités serbes par les soldats croates et musulmans, s'est poursuivi. Les attaques contre le dispositif humanitaire aussi.

A tel point que le Conseil de sécurité décidait de doter le HCR d'un bouclier militaire particulier. Quatre bataillons d'escorte (français, britannique, canadien et espagnol) commencent à se déployer en Bosnie en novembre 1992. En tout 4 500 hommes ayant pour mission de protéger les convois de ravitaillement et de distribuer l'aide.

La création de ce « complexe militaire-humanitaire » s'imposait-elle ? Pour certains, dans une vision soldat-secouriste est contraire à l'esprit humanitaire et gravement préjudiciable à sa crédibilité. Ceux-là dénoncent « la politisation et l'instrumentalisation de l'humanitaire par les États » au détriment des organisations non gouvernementales (ONG), plus crédibles et plus efficaces à leur yeux, quand elles échappent à la tutelle et à la raison d'État. Pour d'autres, le degré de violence justifie le recours aux « casques bleus ». « Sans eux, dit un secouriste, les convois auraient été pillés. Il aurait fallu abandonner très vite ».

Des deux côtés, les ajustements ont été difficiles. Pour les soldats, peu préparés aux exigences du droit humanitaire. Pour les civils, face à des partenaires « qui ont tendance à vouloir commander ». Au fil du temps et de épreuves, les uns et les autres ont appris à coopérer. A tous on a dit : « occupez-vous de l'humanitaire, nous ferons le reste ». Mais le « reste », on le sait, se fait toujours attendre. Passé l'hiver tant redouté, le premier bilan est mitigé.

Le tandem HCR-FORPRONU a permis de sauver des milliers de vies en Bosnie, et l'on n'ose pas imaginer ce que serait la situation sans lui. C'est d'abord cela qu'il faut souligner. Jour après jour, malgré les pires difficultés, des tonnes de vivres, de médicaments, de vêtements sont parvenues à des populations isolées et menacées. L'écoulement de certains médicaments pendant l'hiver n'a pas en lieu. Bon nombre d'hôpitaux et de centres médicaux ont continué, tant bien que mal, à fonctionner. A Sarajevo, le pont aérien a per-

mis à la ville de tenir sous le pilonnage des canons serbes. De son côté, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui dispose de 200 délégués sur le terrain, est parvenu à faire libérer 5 540 prisonniers et à visiter 12 500 détenus. Tout cela n'est pas rien. Surtout quand on sait que certains membres de l'armée humanitaire, civils et militaires, ont payé ces missions de leur vie.

Cela dit, on reste loin du compte : après un an d'hostilités la situation s'est aggravée, les morts se comptent par dizaines de milliers, le pays est dévasté, la



paix s'est éloignée. « Il y a ici, au cœur de l'Europe, une culture de haine que l'on a du mal à imaginer. Parce que nous avons mal mesuré cette réalité, nous nous sommes trompés sur l'exercice humanitaire dans lequel nous sommes engagés », nous déclarait un diplomate européen, qui eût pu dire d'autres choses, mais qui affirme — et il n'est pas le seul — n'avoir jamais « vu un tel état de sauvagerie ».

Une mission tournée en dérision

D'entrée de jeu, les chefs de guerre, peu soucieux de voir ravitailler leurs ennemis (fussent-ils des femmes et des enfants) ont tourné en dérision la mission humanitaire. Multipliant les obstacles, reniant leurs engagements, poursuivant les massacres. Il est vrai que l'escalade verbale de l'Occident paraissait sans danger, alors que l'escalade humanitaire garantissait l'impunité. Sous le regard des « casques bleus » condamnés à rester l'arme au pied, les guerriers ont donc poursuivi, méthodiquement, leurs objectifs. Le cas de Banja-Luka est exemplaire. Dans cette région de l'ouest, où les Serbes représentaient avant les hostilités 60 % de la population, les musulmans 30 % et les Croates 10 %, le HCR estimait, en novembre 1992, le nombre de personnes à assister à plus de 250 000. Les responsables locaux serbes, après avoir annoncé leur rattachement à la « République serbe de Bosnie » (autoproclamée), ont commencé par refuser le déploiement d'un bataillon de protection humanitaire canadien. Ils ont ensuite tenté de faire passer la présence du HCR. Puis ils ont commencé à vider les villages de la région (une trentaine en tout) de leurs habitants musulmans et croates. Par la terreur, les dynamitages de maisons, les harcèlements, spoliations et les déportations, ils ont commencé à faire place nette. Au bout

biné à cette dégradation de la situation sur le terrain, n'a pas arrangé les choses. On s'est enfoncé dans l'impasse. Les frustrations se sont accumulées.

Beaucoup d'hommes et de femmes engagés dans les opérations de l'ONU en Bosnie ont aujourd'hui l'impression d'être les alibis d'une communauté internationale résignée à son impuissance mais qui cherche à gagner du temps et à se donner bonne conscience. D'où ce constat de l'un d'eux : « Depuis le début, les États qui prétendent faire de l'humanitaire avec leurs armées ont été incapables d'apporter une réponse politique. Ils ont pensé que l'humanitaire et quelques militaires suffiraient à y remédier. Depuis, c'est la fuite en avant ».

Deux réactions explosives

La multiplication des attaques contre les convois et les atrocités diplomatiques ont provoqué, en désespoir de cause, deux réactions explosives. Le 17 février, le Haut-Commissaire aux réfugiés, M^{re} Sadako Ogata, a mis les politiciens au pied du mur en ordonnant la suspension des distributions d'aide pour cause de blocages et d'insécurité. Le paravent humanitaire est tombé. L'impuissance des politiques est apparue au grand jour. Mais, après quelques jours de flottement, tout est rentré dans l'ordre, si l'on peut dire.

Plus dramatique, et plus médiatique, la deuxième « explosion », celle du général Morillon à Srebrenica, ne manque ni d'audace ni de courage. Elle n'est pas moins révélatrice du piège diabolique dans lequel l'opération humanitaire et ses mandataires internationaux sont tombés. Un piège à détonances multiples, prévisible et rôlé au fil de bien d'autres « nettoyages ».

D'abord, le HCR n'a pas été en mesure d'assister les villages de la

région depuis des mois. Il n'a pas pu empêcher ni leur liquidation par les Serbes, ni leur exode dans les pires conditions, ni l'accumulation de dizaines de milliers de malheureux dans le réduit de Srebrenica. Après avoir fait tardivement des efforts démesurés (on se souvient des parachutages américains) et mis en place divers palliatifs pour leur permettre de tenir dans des conditions inhumaines, l'organisation s'est vue contrainte de faire des efforts démesurés pour arracher les plus mal en point à ce piège mortel. Mais à quel prix !

Certes, ce grand coup de gueule du général français met chacun, à commencer par les Serbes, devant ses responsabilités. Mais il vient bien tard. Comment ne pas voir alors, au-delà de « beaux gestes », l'échec d'une politique (l'aide comme contrepoint à la « purification » ethnique) que certains n'ont pas osé dénoncer ?

« Notre alternative », reconnaît aujourd'hui un responsable du HCR, n'est plus d'aider les gens là où ils sont. Elle est de leur permettre de fuir ou de les laisser mourir. Parce que nous savons que, de toutes façons, les Serbes s'en débarrasseront morts ou vifs. C'est la réalité des faits ! Mais c'est aussi l'échec de notre mission. Car aider les gens à partir c'est faire le jeu de la politique de nettoyage ethnique. Nous sommes piégés. » Doublement. Car évacuer c'est aussi affaiblir la position du gouvernement bosniaque et celle de l'Occident dans les négociations de New-York. Comment négocier, d'un côté, le maintien d'enclaves que l'on contribue par ailleurs à vider ?

Après Srebrenica, la même logique, le même dilemme, pourraient-ils conduire à évacuer Sarajevo ? Beaucoup refusent de se poser la question. Reste, après une année de guerre, que les Serbes contrôlent plus des deux tiers de la Bosnie ; que leur pression s'accroisse sur la Bosnie centrale ; que les convois continuent à être bloqués ; que depuis des mois aucun prisonnier n'a été libéré.

Certains reprochent au HCR de s'être fait « l'avocat d'un droit des gens à rester chez eux. Une sorte de négatif du droit d'asile qu'il est chargé de faire respecter ». Ce faisant, souligne un diplomate européen, « on a mis en péril des milliers de gens. On aboutit au résultat inverse à celui recherché. Le consensus humanitaire du départ est devenu intenable ».

Peut-être. Mais le HCR, émanation de la communauté internationale, avait-il le choix ? Et, s'il est enlisé dans le sanglant boudoir de Bosnie, n'est-ce pas d'abord parce que l'Occident a montré dans cette affaire qu'il n'était qu'un « tigre de papier » ? De toute évidence, si rien ne change de ce côté-là, le jeu du chat et de la souris s'est pas près de cesser.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

BIÉLORUSSIE : le Parlement favorable à l'adhésion au pacte de sécurité de la CEE. — Le Parlement de Biélorussie s'est prononcé, vendredi 9 avril, pour l'adhésion au pacte de sécurité collective de la CEE, sous la pression des conservateurs inquiets de « l'extension de l'influence de l'OTAN » et du « renforcement de l'Allemagne ». « Personne ne nous attend à l'OTAN », a déclaré le ministre de la Défense Pavel Kaslovič, pour qui une telle adhésion est vitale si on veut éviter l'effondrement de l'armée, puis de l'État. Elle permettrait la poursuite des commandes militaires russes aux usines biélorusses et des livraisons de pétrole à prix réduit, selon les conservateurs. Par contre, le président du Parlement, Stanislav Chouchkevitch, un réformateur, a réclamé un référendum sur la question, affirmant que l'adhésion au pacte de la CEE, signé en mai 1992 à Tachkent, « compromettra les rapports avec la Russie démocratique de Boris Eltsine ». Le débat sur le référendum a été reporté à la mi-mai. — (AFP)

هكذا من الأصل

ASIE

Réunis en sommet au Bangladesh

Les pays du sous-continent indien veulent lutter contre le terrorisme et développer leurs échanges

Après quelques incidents lors de son ouverture, le sommet des pays du SAARC (Association pour la coopération en Asie du Sud, regroupant Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri-Lanka) s'est réuni à Dacca, samedi 10 et dimanche 11 avril.

Sous la présidence du premier ministre du Bangladesh, le begum Khaleida Zia, les participants ont signé un accord de commerce préférentiel qualifié d'*« historique »* par M^{me} Zia. Ils ont également condamné le terrorisme et se sont engagés à coopérer dans la lutte contre la drogue et la contrebande. Les premiers ministres indien et pakistanais ont, par ailleurs, profité de l'occasion pour avoir un entretien informel sur la tension régnant entre leurs deux pays. Le prochain sommet du SAARC aura lieu en Inde.

Un pays musulman écartelé entre deux femmes

DACCA
de notre envoyé spécial

« Une frégate naviguant majestueusement sous toute sa voile » : cette image proposée par un diplomate indien en poste à Dacca, s'est imposée à Khaleida Zia, grande, voire imposante, élégante avec ses amples suris blancs, la tête toujours couverte du voile islamique. Carrée dans son fronton de chef de gouvernement, un écran d'ordinateur à sa droite, cinq téléphones à sa gauche, la « *begum* », comme elle est ici appelée, en impose visuellement à ses collaborateurs à prendre ses mesures prises dans ce pays à 86 % musulman, à elle qui est née dans une famille de la bourgeoisie, pour « promouvoir le statut de la femme à travers l'éducation des filles et la participation des Bangladeshaises à la vie économique, sociale et politique ».

Mais M^{me} Zia n'est-elle pas, elle-même, un exemple de promotion féminine ? N'a-t-elle pas, selon sa biographie officielle, mené plus d'un quart de siècle, depuis son mariage à quinze ans, en 1960, « la vie modeste d'une typique mère de famille, dévouant l'essentiel de son temps à l'éducation de ses deux fils ? » Même comme épouse de l'ex-homme fort, le général Ziaur Rahman, devenu en 1977 président de la République, la « *première dame du Bangladesh* » a vécu dans la discrétion.

L'assassinat de son mari, le 30 mai 1981, bientôt suivi du coup d'Etat militaire du général Ershad, a tout changé. Portée en 1984 à la présidence du Parti nationaliste (BNP), elle a dès lors cessé de s'appeler « *première dame* ». Elle a transformé cette révolution en l'homme qu'elle considère comme l'assassinat par procuration de son mari (et qui est aujourd'hui en prison) en une ténace volonté de rétablir la démocratie. Ce fut fait le 6 décembre 1990, lorsque capitula le général Ershad, enfin abandonné par une armée qui avait laissé tomber un dictateur devenu « *fauteur de troubles* ».

Dans sa lutte, « *la veuve* », comme on l'a aussi surnommée, avait rencontré la complicité ambiguë d'une autre femme : Sheikh Hasina, fille de l'ex-président Mujibur Rahman, « *père de la Nation* », premier chef du Bangladesh après l'indépendance. Or celui-ci avait été assassiné en 1975 par un groupe de jeunes officiers dont Sheikh Hasina assure qu'ils étaient de même avec Ziaur Rahman. Présidente depuis douze ans de la ligue Awami, l'autre grand parti bangladais, la « *orpheline* », comme on la désigne souvent, dirige aujourd'hui l'opposition.

Le contre-coup d'Ayodhya

C'est dire que la vie politique, pour être revenue depuis 1991 à la pratique parlementaire, s'inspire peu du modèle de l'ancien colonisateur britannique. Ce n'est pas seulement parce que des choses « *à la Westminster* » sembleraient somme toute étranges dans un pays où 95 millions de citoyens (sur 115) sont musulmans, où l'on compte de 10 à 20 millions de chômeurs, où vivent 800 personnes au kilomètre carré, où le revenu annuel moyen est de 1 000 francs par tête et le salaire horaire des ouvriers de la confection de 50 centimes. Si la vie politique est si hantée à Dacca, c'est plutôt parce que, selon un éditorialiste de *Nation To Day*, la politique est contrôlée par deux personnalités elles-mêmes « *dominées par les femmes de deux Célèbres associées dont le souvenir hante l'imaginaire collectif* ».

Mais le Bangladesh est aussi le seul Etat au monde où les chefs du gouvernement et de l'opposition sont des femmes. Ce qui montre que, le quatrième Etat musulman de la planète par sa population ne se sent guère prisonnier de certaines entraves culturelles habituelles en terre d'Islam.

De fait, le pays a aussi manifesté une tolérance de bon aloi envers les autres religions jusqu'à ce fatidique 6 décembre 1992, jour de la destruction de la mosquée d'Ayodhya, en Inde. Dans l'émotion, des émeutes

ont éclaté à Dacca et dans de nombreux districts. Elles ont fait quelques victimes hindoues et mis à bas de nombreux temples. La crainte s'est alors répandue dans l'élite bangladaise, volontiers laïque, que ces émeutes ne conduisent à une forte poussée des intégristes, dans un pays où cette famille d'esprit a été discréditée pour sa collaboration avec le Pakistan lors de la « *guerre de libération* » de 1971.

Quel bilan tirer des deux années de gouvernement BNP ? Pour le chef de l'opposition, il n'y a absolument rien à en sauver ! Selon M^{me} Hasina, la *begum* préside, d'évidence, à un « *gouvernement néo-autocratique* ». En témoigne, selon la chef de la ligue Awami, l'entrée en vigueur, l'été dernier, d'une « *loi antiterroriste* » — en réalité une « *loi anticonstitutionnelle* » — que pourrait peut-être justifier la présence dans les universités de véritables gangs agissant sous couvert de politique, si l'alle d'étudiante du parti gouvernemental BNP (la JCD) n'était la plus violente de tous.

La *begum* Zia se glorifie-t-elle de la liberté, très réelle, de la presse écrite ? Sheikh Hasina, elle, met en avant le statut, toujours domestiqué, de la télévision, où elle-même apparaît que de façon épisodique, en silhouette muette. En réalité, assure le chef de l'opposition, le premier ministre mène une politique où, il est vrai, elle paraît peu. Pour des observateurs plus impartiaux, M^{me} Zia est une femme de bonne volonté ; mais elle manquerait d'initiative, et peut-être d'esprit de suite, dans ses décisions.

Inexpérience et faux pas

Les deux grands partis sont en principe d'accord sur la nécessité d'une économie de marché. A cette convergence, les objectifs des bailleurs internationaux, Banque mondiale en tête, sont certes pas étrangers : les fonds, accordés par les organismes financiers mondiaux, en effet, pour 7 % du PIB. Le chef de l'opposition s'en rend compte pas moins à sa rivalité d'avoir, tout simplement, « *ruiné l'économie* », ou, à tout le moins, les paysans, c'est-à-dire les trois quarts du pays.

La réduction des subventions, recommandée par le FMI en vue des « *ajustements structurels* » qu'il exige, a, de fait, provoqué une augmentation du prix des engrais, insecticides, alors que celui des denrées livrées dans les villes a été maintenu bas. Ainsi la paix sociale, dans une capitale traditionnellement remuante, est-elle assurée au détriment des campagnes. Le chef de l'opposition porte, encore, un discrédit de M^{me} Zia fait que les investisseurs étrangers débarquent au compte-gouttes et que — malgré les incitations, fiscales et autres, qui leur sont consenties — « *des multinationales s'en vont, comme Phillips* ». Quant aux infrastructures, notamment les routes, elles sont « *à l'abandon* », une réalité, il est vrai, très ancienne.

Le chef de l'opposition pourrait aussi montrer du doigt certaines lacunes du gouvernement dans sa politique de libéralisation : les privatisations d'industries « *piécinées* », les salaires, dans la secteur public, l'essouffement. Mais nul, au Bangladesh, ne paraît prêt à s'opposer aussi frontalement à la puissante classe urbaine de Dacca.

D'autres reproches, en revanche, sont formulés. Sheikh Hasina, dont le parti, depuis l'époque de son père Sheikh Mujib, est laïque, fait grief à M^{me} Zia de « *jour avec le fondamentalisme* ». De fait, le BNP a naguère passé un accord politique et parlementaire avec le parti intégriste Jamaat. Et la JCD travaille avec les jeunes intégristes à la subversion de certains camps.

Enfin, en politique internationale, la *begum* Zia a, dans son inexpérience, commis des faux pas qui lui sont également reprochés par le chef de l'opposition. Peut-être trop amicale de devenir, pour 1993, présidente du SAARC, le premier ministre bangladais avait accepté, pour le sommet de cette organisation, une date trop proche des évé-

nements d'Ayodhya : la manifestation, prévue pour le 13 janvier à Dacca, a été annulée pour la deuxième fois en l'espace de deux semaines. Faut-il en tirer le week-end dernier ?

Soucieuse, par ailleurs, de régler le cas des 260 000 Rohingyas, musulmans d'origine birmane réfugiés depuis un an dans le sud-est du Bangladesh, M^{me} Zia a, l'an dernier, passé un accord avec la junte de Rangoun. Les Nations unies ont, ainsi, été courtoises, et certains pays se sont montrés choqués de cette collusion avec un gouvernement peu recommandable. Dans la discrétion, des milliers de rapatriements ont eu lieu, apparemment loin d'être tous volontaires. La tension est ainsi montée avec le BCR (Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés), et avec les Etats-Unis, pays que sa qualité de pourvoyeur d'aide et de premier partenaire commercial du Bangladesh interdit de froisser.

Le silence des militaires

Enfin, en visite officielle à New-Delhi l'an dernier, la *begum* Zia s'est abondé dans le sens de son homologue, M. Rao, signant avec lui un communiqué reconnaissant l'existence d'un problème d'émigration bangladaise en Inde. Les faits sont certes certains : des milliers de ce pays sont entrés par centaines de milliers chez leur grand voisin depuis des décennies, principalement en Assam, où leur afflux a été à l'origine de violences émeutes en 1983. Mais reconnaître cette situation semblait donner le fin vert à New-Delhi pour procéder à des expulsions, ce que, de fait, elle a commencé d'entreprendre, au grand dam de Dacca.

Sheikh Hasina, dont le parti est soupçonné depuis l'indépendance de 1971 d'être pro-indien, n'a évidemment pas laissé passer l'occasion de dénoncer le faux pas l'Inde firent « *politiquement* », cette politique n'en rappelle pas moins que le problème des bouches à nourrir est crucial pour le Bangladesh, qui cherche par tous les moyens à aider ses nationaux à s'établir à l'étranger, dans le Golfe et ailleurs.

Tout, pourtant, n'est pas négatif dans l'action de M^{me} Zia. Elle a tout d'abord tenu en respect une armée

qui a pourtant gouverné le pays, fût-ce avec des généraux « *en civil* », durant plus de la moitié de son existence. Fondé par un héros de l'indépendance, et de surcroît homme intègre, le général Ziaur Rahman, le BNP jouit, il est vrai, d'une meilleure réputation que la ligue Awami dans les campagnes. La « *grande muette* » semble à présent comme volatilisée : nulle déclaration de général, aucune photo d'officiers dans les journaux !

Un incident, pourtant, a inquiété au début de l'année : cent cinquante marins de la base de Chittagong, armés jusqu'aux dents, ont fait une sanglante descente dans un quartier du port, en ripaille à une agression commise contre l'un d'eux. Bilan : de dix à dix-sept morts, sans doute cinquante disparus, cinq cents blessés et un millier de maisons brûlées au lance-flammes. Une mutinerie ?

En économie aussi, la *begum* peut se targuer d'avoir créé en deux ans « *un cadre macro-économique stable* ». L'inflation — un facteur dont les répercussions sont importantes au moins à Dacca, ville de six millions d'habitants, dont beaucoup sont en situation précaire, et qui s'accroît de près de cinq cent mille âmes par an — a été ramenée à 5 %. Les réserves de changes ont été portées à trois mois d'importations, et le déficit budgétaire est limité à 5 % du PNB. Ces chiffres font du Bangladesh un des « *meilleurs élèves du FMI* », à défaut d'améliorer encore la vie de ses 95 millions de peuples.

Enfin, les émeutes préliminaires au grand projet d'endiguement du Gange et du Brahmapoutre, en 1993, de protéger le pays des terribles inondations, viennent de s'achever. Un début de réalisation pourrait survenir en 1993.

Il n'est pas jusqu'au dernier cyclone, fin 1992, qui ne se soit soudainement opportunément détourné des côtes du Bangladesh, préservant le pays d'un ouragan et terrible catastrophe. De ce miracle, la *begum* Zia a tenu à rendre grâce, en une cérémonie publique, à « *Allah le tout-puissant et miséricordieux* ».

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Cette situation se retrouve ailleurs dans le sous-continent indien : des dévotions de pouvoir selon un schéma dynastique semblable ont été en lieu en Inde, au Pakistan et au Sri-Lanka.

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTES : multiplication des attentats

Un général de la police a été assassiné près d'Assiout

L'Egypte a connu au cours du week-end une nette recrudescence de la violence attribuée aux extrémistes musulmans. Un général de police et deux de ses hommes ont été tués, dimanche 11 avril, dans une embuscade en Haute-Egypte, tandis que l'explosion d'une bombe a fait deux blessés dans un autobus au Caire.

LE CAIRE

de notre correspondant

Le général Mohamed El Chimi, chef adjoint de la sûreté de la province d'Assiout (à 400 kilomètres au sud du Caire), a été assassiné à Abou-Tig, localité située à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de cette province, au moment où il entamait une tournée d'inspection des mesures de sécurité autour des églises à l'occasion du dimanche des Rameaux (1). Quatre ou cinq hommes armés de fusils d'assaut ont ouvert le feu sur la voiture du général, à une centaine de mètres de son bureau. Le général, son garde du corps et son chauffeur, criblés de balles, ont trouvé la mort sur-le-champ. Les agresseurs ont emporté les armes des policiers avant de prendre la fuite dans les rues tortueuses d'un quartier populaire. Selon les experts, la rapidité et la précision des agresseurs laissent penser qu'ils étaient bien entraînés et pourraient

donc faire partie des « *afghans* » (Egyptiens partis se battre en Afghanistan contre les Soviétiques aux côtés des moudjahidins).

Le général El Chimi est le plus haut gradé parmi la quarantaine de policiers tués par les extrémistes musulmans depuis le début de l'actuelle vague de violence, voici près d'un an. Les attentats commis par ces extrémistes et la répression policière ont fait, au total, près de 140 morts, dont la moitié dans la seule province d'Assiout. Les policiers s'efforcent d'hypothéquer l'attaque de dimanche soit une opération visant à venger 13 islamistes tués par la police à Assiout le mois dernier. La police a bouclé la petite ville d'Abou-Tig, où le couvre-feu a été instauré, et a procédé à plusieurs interpellations pour déterminer si les agresseurs n'ont pas profité de complicités parmi les voisins du général.

Au Caire, une bombe a explosé, dimanche avant l'aube, dans un autobus des transports publics qui était encore au garage. Le chauffeur et le contrôleur du véhicule ont été blessés au moment où ils fouillaient ou se laissaient sous un siège. La veille, un homme avait été arrêté au moment où il plaçait des bouteilles incendiaires sous des cars de touristes dans le parking de la Citadelle du Caire.

ALEXANDRE BUCCIANI

(1) La Pâque orthodoxe sera célébrée le dimanche 18 avril.

Avant la rencontre Itzhak Rabin-Hosni Mubarak

Israël prolonge l'isolement des territoires occupés

Le gouvernement israélien a décidé, dimanche 11 avril, de proposer pour une période indéterminée le « *bouclage* » des territoires occupés, où vivent 1,8 million de Palestiniens, tandis que l'armée poursuit ses opérations de nettoyage en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Selon des sources militaires, 13 Palestiniens sur 200 recherchés par l'armée ont été arrêtés depuis le début de cet isolement, le 29 mars, et 220 suspects ont été interpellés.

Le conseil des ministres a décidé que la fermeture des points de passage entre les territoires occupés et Israël, imposée après une vague d'attentats qui a coûté la vie de quinze Israéliens en mars, sera rediscutée chaque semaine en fonction des circonstances. Lorsque cette mesure sera levée, les 50 000 Palestiniens employés au noir d'aujourd'hui le droit de travailler en Israël, alors que 70 000 autres devraient se munir de permis spéciaux, a précisé le ministre du tra-

vail. Les salaires de ces 120 000 travailleurs représentent 50 % du PNB de la bande de Gaza et 35 % de celui de la Cisjordanie.

Le gouvernement a également décidé de fournir une aide économique aux Palestiniens qui n'ont pas de source de revenus, mais le montant de cette aide n'a pas été précisé. Un projet pour former 20 000 travailleurs Israéliens dans le bâtiment a été également évoqué.

Par ailleurs, le porte-parole du premier ministre Itzhak Rabin a annoncé dimanche que la rencontre entre ce dernier et le président égyptien Hosni Mubarak (le Monde du 8 avril) se déroulerait mercredi 14 avril à Ismaïlia, en Egypte. Elle sera coaccréditée aux moyens de reprendre les négociations israélo-arabes à Washington, afin de « *donner une nouvelle impulsion au processus de paix* », a ajouté le porte-parole. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

L'ONU menace les Khmers rouges d'être déclarés « hors la loi »

Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) a lancé, samedi 10 avril, sa mise en garde la plus ferme aux Khmers rouges, qui s'efforcent d'empêcher, par la violence, les élections générales prévues en mai prochain. Yaseushi Akashi a déclaré qu'« *aucun parti n'a le droit de s'opposer à ces élections* ». (...) Si cette partie (les Khmers rouges) choisit d'entraver les élections en se livrant à la violence et aux effusions de sang, elle s'expose ainsi à la condamnation, l'isolement, voire pire. (...) Par son attitude, elle risque de perdre la légitimité qu'elle avait obtenue en signant les accords de Paris et fait à présent danger pour le statut de hors-la-loi. — (Reuters, AFP)

ÉTATS-UNIS

Sept gardiens blessés lors d'une prise d'otages dans une prison de l'Ohio

Au moins sept gardiens d'une prison de haute sécurité à Lucasville, dans l'Ohio, ont été blessés dimanche 11 avril et plusieurs autres sont retenus en otage à la suite d'une mutinerie, a-t-on annoncé de source pénitentiaire. La mutinerie a éclaté dans un quartier logeant 781 prisonniers, et le nombre des mutins n'est pas

encore connu, a-t-on ajouté de même source.

Des négociations ont été engagées avec les responsables de la rébellion, qui veulent apparaître en direct à la télévision avant de décider éventuellement de libérer leurs otages ; selon un policier. C'est à la prison de Lucasville que se trouvent les détenus condamnés à mort dans l'Ohio. — (AFP, UPI)

GUATEMALA

Au moins trois morts dans une mutinerie

Les quelque 1 500 détenus de la prison Pavonito — la plus importante du pays — ont pris le contrôle de leur établissement, situé à 35 kilomètres à l'est de la capitale guatémaltèque, après de violents affrontements qui ont fait au moins trois morts et un nombre indéterminé de blessés, dimanche 11 avril.

Les détenus, qui accusent des gardiens d'avoir battu à mort l'un des leurs, détiennent 50 femmes et 20 enfants (venus rendre visite à des prisonniers) ainsi que la direction. Ils exigent un « *meilleur traitement* » de la part des autorités. — (AFP, UPI)

NIGER

Les rebelles touaregs ont libéré leurs prisonniers

La télévision nationale a annoncé, dimanche 11 avril, la

libération de vingt-six personnes — toutes membres des forces de sécurité — qui étaient détenues par le rébellion touareg. Dans un communiqué, diffusé le même jour à Paris et signé par Mano Dayak, le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA) a annoncé la libération de « *tous ses prisonniers* », afin, notamment, d'« *encourager le nouveau processus négatif dans le dialogue* » et « *choisir la voie de la réconciliation* ». — (AFP)

IRAQ

Washington pourrait réduire les fonds secrets destinés au renversement de Saddam Hussein

L'administration Clinton envisage de revoir à la baisse les crédits consacrés par l'ancien président George Bush à un plan visant à renverser le président Saddam Hussein, a rapporté dimanche 11 avril le *New York Times*.

Vers la fin de 1991, plusieurs mois après la guerre du Golfe, M. Bush avait demandé à la CIA de préparer un projet pour favoriser la chute du président irakien. Une somme de 15 millions de dollars avait été affectée à ce plan, somme portée à 40 millions l'an dernier. Selon des responsables américains cités par le *Times*, l'administration Clinton, estimant que trop d'argent avait été déboursé en faveur de groupes d'opposition peu influents et pour la publication de brochures de propagande sans effet réel, pourrait réduire ce bud-

get de moitié, dans le cadre d'un grand mouvement de réexamen de tous les programmes secrets mis en route sous la présidence de M. Bush. — (AP)

TADJIKISTAN

Décès de l'ex-président Rakhmon Nabiev

Rakhmon Nabiev, ancien président du Tadjikistan, est décédé à Douchanbe dans la nuit du samedi 10 avril, selon plusieurs agences de presse russes. « *Ses gardes du corps l'ont découvert mort dans son lit* », selon Interfax, alors que Tass cite un porte-parole du Comité national de sécurité (le KGB tadjik), affirmant que l'homme politique tadjik, âgé de soixante-deux ans, « *était décédé de mort naturelle* ».

Rakhmon Nabiev, chef du Parti communiste local de 1992 à 1995, évincé sous Mikhaïl Gorbatchev, avait repris le pouvoir en septembre 1991, à la faveur du putsch manqué à Moscou. Les affrontements ont alors commencé entre ses partisans et l'opposition islamique et démocratique, marqués par un faux départ de Rakhmon Nabiev en mai 1991, puis un vrai imogenge en septembre, lors du bref passage au pouvoir de l'opposition. Réfugié dans la capitale du Nord, Khodjend, il affirmait souvent vouloir revenir aux affaires. Son décès s'ajoute aux dizaines de milliers de morts de la guerre civile et à la mort, une semaine plus tôt, des « *chefs de guerre* » communistes Saferov et Falzali.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : manifestations de colère après l'assassinat de Chris Hani

Les dirigeants blancs et noirs multiplient les appels au calme

Les dirigeants politiques et religieux d'Afrique du Sud ont multiplié les appels au calme, durant le week-end, après l'assassinat, samedi 10 avril, dans les environs de Johannesburg, de Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP) et membre du Conseil national exécutif du Congrès national africain (ANC). La police a arrêté peu après l'assassinat présumé, un blanc, Nelson Mandela, a demandé à ses partisans de ne pas se faire justice eux-mêmes. Mais, lors de nombreuses manifestations de colère dans les ghettos noirs, cinq personnes ont été tuées, samedi et dimanche, dont deux blancs qui ont été brûlés vifs dans leur voiture dans un township, près du Cap. A Washington, le gouvernement américain a déploré l'assassinat de Chris Hani, estimant qu'un tel acte mettait en relief la nécessité de négociations sur la démocratisation en Afrique du Sud.

L'assassinat de Chris Hani a plongé l'Afrique du Sud dans la consternation. Atteint de quatre balles, dont deux en pleine tête, Chris Hani est mort sur le coup,

devant la porte de son domicile à Boksburg, un quartier résidentiel d'une banlieue conservatrice de Johannesburg (le Monde du 11-12 avril). C'est une voisine qui a donné à la police le signalement et le numéro matriciel de la voiture du tueur et permis l'arrestation de ce dernier, peu de temps après. Il s'agit d'un Sud-Africain blanc d'origine polonaise, âgé de quarante ans, Janusz Walus, selon un porte-parole de la police qui a confirmé, après des expertises balistiques, que l'une des deux armes retrouvées dans son véhicule avait bien servi contre le dirigeant de l'ANC.

Chris Hani se savait en danger permanent, mais n'avait rien changé à sa façon de vivre. Le président de l'ANC, Nelson Mandela, conscient des menaces qui pesaient sur le secrétaire général du Parti communiste, après une tentative d'assassinat au mois de juillet, avait exigé de la police - en vain - qu'elle accordât une protection spéciale à Chris Hani. Deux militants de l'ANC veillaient bien à sa sécurité, mais l'autorisation de port d'arme leur avait été refusée. Chris Hani, de toute façon, leur avait donné congé... pour les fêtes de Pâques.

Un « rôle déterminant »

L'assassinat a suscité indignation, colère et inquiétude. Le soir même, Nelson Mandela - usant d'un privilège habituellement réservé au chef de l'Etat - s'adressait au pays, simultanément en direct sur les trois chaînes natio-

nales de télévision, pour appeler la communauté noire au calme et le mettre en garde contre toute tentative de « représailles ». « La mort de Chris Hani nous impose de ne pas nous laisser entraîner dans la violence, même par désir de vengeance », a-t-il déclaré, affirmant que Nelson Mandela, visiblement très affecté par le drame.

Dimanche soir, le président Frederik de Klerk s'est à son tour adressé à la nation, rejoignant Nelson Mandela dans l'appel au calme. « Je peux annoncer que des poursuites seront officiellement engagées aujourd'hui et que dans les jours à venir une personne comparaitra devant les tribunaux. La mort de Chris Hani pourrait bien embraser le pays et cela n'est ni un effet négatif sur les pourparlers », a dit le chef de l'Etat, en faisant référence au processus de négociations sur la démocratisation du pays et le partage du pouvoir avec la majorité noire. M. De Klerk a rendu un hommage appuyé à Chris Hani, ancien « enseveli public numéro un », affirmant que celui-ci avait joué un « rôle déterminant » dans la transition pacifique vers la démocratie.

Ces appels au calme, auxquels se sont joints plusieurs responsables politiques dont Mangosuthu Buthe, le chef du parti zoulou Inkatha, n'ont été que partiellement entendus. Des incidents ont éclaté sporadiquement, au cours du week-end, dans des cités noires proches du Cap et de Johannesburg. Deux blancs ont été brûlés vifs dans une voiture, dans la cité noire de Lwandle, près du Cap. A Chicken

Farm, près de Soweto, un homme a été tué et dix personnes blessées, après que la police ait ouvert le feu sur une foule participant à une cérémonie funèbre à la mémoire de Chris Hani. Le corps d'un policier noir a été trouvé criblé de balles, au volant de sa voiture, près de Johannesburg. Trois policiers ont été blessés par l'explosion d'une bombe incendiaire lancée sur leur voiture, alors qu'ils circulaient dans le ghetto de Blockbom, près du Cap. Non loin de là, à Khayelitsha et à Crossroads, la police a essuyé plusieurs coups de feu et de nombreux jets de pierres. Quelques centaines de manifestants ont même tenté de s'introduire dans la résidence du chef de l'Etat, au Cap.

Condamnations unanimes

Des milliers de Noirs se sont réunis, un peu partout, à travers le pays, dimanche, pour rendre hommage à Chris Hani, tandis que les dirigeants de l'ANC se prononçaient pour la poursuite du processus de négociations avec le pouvoir blanc. Nelson Mandela et Cyril Ramaphosa, le secrétaire général de l'ANC, ont même demandé qu'une date pour l'organisation des premières élections générales soit fixée rapidement. « La mort prématurée de Chris Hani devrait pousser toutes les parties à accélérer les négociations », a estimé Cyril Ramaphosa. « Se retirer du processus maintenant serait le jeu des meurtriers. C'est leur objectif, et nous devons les en empêcher », a déclaré, de son côté, Joe Slovo, le président du SACP.

Le Parti conservateur (CP) du pasteur Andries Treurnicht et l'organisation oéo-nazie AWB d'Eugène Terreblanche, ont condamné l'assassinat de Chris Hani. Ils ont également affirmé qu'ils avaient tenu le même jour à Johannesburg, démentant les photos du journal Sunday Times qui affirmaient que l'assassin était lié aux mouvements d'extrême droite. De son côté, l'APLA, la branche armée du Congrès panafricain (PAC, extrême gauche), mise en cause dans les meurtres récents de cinq blancs, considère que la mort de Chris Hani prouve qu'« il faut poursuivre la guerre contre le régime de Pretoria ».

Dimanche soir, le chef de la police, le général Johan van der Merwe, a révélé qu'une liste de personnalités sud-africaines à abattre avait été trouvée, au cours d'une perquisition, dans l'appartement de Janusz Walus. Le nom de Chris Hani figure sur cette liste, avec ceux d'autres hommes politiques, a indiqué le général Van der Merwe, en précisant que toutes ces personnes avaient été prévenues et que la police leur avait offert une protection. Ces révélations ont par contre démenté les déclarations initiales de la police indiquant que l'assassinat était un acte isolé. L'exécution de Chris Hani pourrait faire partie d'un plus vaste complot.

F. F.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès de Los Angeles

Le jury continue de délibérer

Les jurés du procès des quatre policiers blancs de Los Angeles, accusés d'avoir enfreint les droits civiques d'un automobiliste noir qu'ils avaient violemment battu en 1991, ont délibéré dimanche 11 avril pour la deuxième journée consécutive sans parvenir à un verdict. Ils devaient à nouveau se réunir lundi et, au besoin, chaque jour de la semaine qui commence. Les quatre accusés, filmés le 3 mars 1991 en train de matraquer l'automobiliste Rodney King, risquent chacun dix années de réclusion criminelle et 250 000 dollars d'amende. Leur acquittement en première instance, il y a un an, avait provoqué les émeutes les plus sanglantes de l'histoire des États-Unis.

Peu avant la suspension d'audience, le juge John Davies a demandé au jury, composé de huit

hommes et de quatre femmes, de prendre sa décision sans égard « aux éventuelles conséquences du verdict ». Depuis le début du procès intenté par les autorités fédérales, il y a six semaines, Los Angeles vit dans la psychose de la violence, ses habitants craignant qu'un autre verdict de démission n'entraîne de nouvelles émeutes.

Dans son réquisitoire, le représentant du département de la justice a affirmé que les quatre policiers n'étaient rien d'autre que « des brutes avec un badge de police ayant sauvagement frappé un homme à terre ». « Il existe des pays au monde où les gens peuvent être battus par la police jusqu'à ce qu'ils l'impriment d'arrestation », a poursuivi Barry Kowalski. « Mais pas dans ce pays. Je vous demande de déclarer les accusés coupables », a-t-il conclu. - (AFP)

EN BREF

ALGERIE : attentat manqué contre le secrétaire général de l'ex-parti communiste. - Le secrétaire général du parti Ettahadi (ex-parti communiste) a été blessé dans un attentat, samedi 10 avril, à Alger. Hachemi Chaïf était à bord d'une voiture en compagnie de son épouse et de trois proches, lorsqu'il a été atteint à l'épaule par un tireur qui se trouvait dans un taxi. D'autre part, le Mouvement de la renaissance islamique Ennahda dirigé par le cheikh Abdallah Djaballah, a été reçu, dimanche, par le Haut Comité d'Etat (HCE) dans le cadre du « dialogue national » avec les partis et associations. Ennahda est la deuxième formation islamique et la quatrième parti politique à s'entretenir avec la présidence collégiale. - (AFP)

CAMEROUN : libération d'un chef de l'opposition. - Le président de l'Union des forces démocratiques du Cameroun (UFD), Victorio Njamé Njamé, a été libéré dimanche 11 avril à Lima, 2 162 personnes sont mortes en 1992 en Pérou en raison du terrorisme. Le Secrétaire général (ministre) du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ont tué 769 personnes. Plus de 300 morts sont attribuables aux forces armées et 36 autres à des escadrons de la mort ou à des groupes paramilitaires. Samedi soir, le maire de Santiago (300 kilomètres au sud de Lima) a été assassiné à son domicile par six hommes soupçonnés d'appartenir au Sentier lumineux. - (AFP, Reuters)

COLOMBIE : assassinat en prison d'un homme de confiance d'Escobar. - Un membre du cartel de Medellín, Gustavo Gonzalez Florez dit « Tavo », a été assassiné, vendredi 9 avril, dans la prison Bella Vista de Bello, près de Medellín, où il avait été transféré en mars, a annoncé la police. L'assassinat est un autre meurtre du cartel. José Adoniran Piedrahita, « Tavo » était un des hommes de confiance de Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellín, avec lequel il était confiné de la prison d'Envigado en juillet de l'an passé. Il s'était livré à la justice en octobre. Par ailleurs, la police a affirmé samedi avoir démantelé un réseau de trafiquants d'héroïne et de cocaïne opérant depuis Cali vers les États-Unis. Une dizaine de personnes ont été arrêtées. - (AFP, Reuters)

Dans « le Monde diplomatique » d'avril

France, nouvelle donne

Les 21 et 28 mars, les électeurs français ont sanctionné un pouvoir socialiste incapable de résister aux dogmes du libéralisme, qui gouverne la reconstruction mondiale. Sans projet de société, la droite qui prend le relais saura-t-elle mieux défendre les intérêts du pays ? Au Nord comme au Sud ou à l'Est, les contraintes de l'ajustement aggravent les inégalités, créant de nouvelles formes de misère. Plus la récession se prolonge, plus les grands de la réconomie - États-Unis, Europe, Japon - pour le contrôle des marchés. Dans le Monde diplomatique d'avril, Claude Julien, Marie-France Thinet, Michel Chassusovsky, Christian de Brie et Jacques Decroix examinent les conséquences de la mondialisation, tandis que Danielle Gervais et Serge Halimi montrent les projets de privatisation de la droite française, qui touchent aussi bien les entreprises que la Banque de France.

Par ailleurs, le Monde diplomatique consacrera un dossier à la Russie en convulsion. Bernard Frédéric décrit les luttes pour le pouvoir au Kremlin : Jaurès A. Medvedev étudie l'enjeu économique de cet affrontement ; Nina Bachkatov s'interroge sur

l'attitude d'une armée affaiblie et divisée ; Karel Bartak souligne l'importance des luttes au Caucase du Nord et en Géorgie.

Dans ce même numéro : Tossin en Israël (Ignacio Ramonet) ; Intellectuels allemands sur la sellette (Brigitte Pätzold) ; La réattribution des paysans d'Europe de l'Est (Marie-Claude Murel) ; La CEE est-elle l'avenir de l'Est ? (Marie Lavigne) ; Au Sénégal, une démocratie sans alternance (Donald B. Cruise O'Brien) ; Au Rwanda, les massacres ethniques au service de la dictature ; Atouts et faiblesses de l'Erythrée indépendante (Gérard Prunier) ; Les espoirs du capitalisme en Chine (Roland Law) ; L'argent de la diaspora chinoise, nerf de la croissance (Frédéric F. Clairmont) ; Pour la développement durable du Vietnam (Nguyen Duc Nhoan) ; Le fléau des pesticides toxiques (Mohamed Larbi Buaguer) ; Les bidonvilles de Lima ou la rage à vivre (Carman Bader et Jean-Michel Rodrigue) ; Une autre révolution vante pour 2020 (Alain Vidal-Naquet) ; L'information, clé du pouvoir ? (Maurice Ronel).

En vente chez votre marchand de journaux : 20 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaze, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-0557
PRINTED IN FRANCE

Imprimé
de « Monde »
12, r. M.-Gimbourg
94352 Yvelin Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-39
Télax : 206.806 F

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lescaze
Directeur général : Jacques Lescaze
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Taubill
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-23-33
Télécopieur : (1) 40-65-23-39
Télax : 206.806 F
de la SARL Le Monde et de l'Union de Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé sur
ou 38-15 - Taper LM

ABONNEMENTS
PAR MINUTE
36-15 - Taper LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-70
Télax : 281.311 F

ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-30-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	EUROPE	AUTRES PAYS
1 an	536 F	571 F	794 F
6 mois	268 F	285 F	397 F
3 mois	134 F	142 F	198 F

STRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous

« LE MONDE » (ISSN : 0395-0557) est publié dix fois par semaine par la « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Pour tout renseignement, s'adresser à la « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements sont livrés à domicile. Les abonnements sont facturés en francs français. Les abonnements sont livrés à domicile.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Faites nous parvenir votre bulletin d'abonnement à l'adresse ci-dessous

301 MCM 01

PP Paris RP

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

Bernard Stasi victime de la crise du vignoble

Battu aux élections législatives par le vice-président du syndicat des vignerons le maire CDS d'Épernay doit d'abord sa défaite à l'effondrement des cours du champagne

ÉPERNAY

de notre envoyée spéciale

Bernard Stasi n'en démord pas. Convaincu d'être victime d'une injustice, le vice-président du CDS veut prendre sa revanche. Les prévisions des rendements généraux et celles du préfet étaient formelles : un second tour, il devait retrouver le candidat du PS. A la rigueur celui du FN. Mais pas Philippe Martin, le « petit maire » de Cumiers. Après vingt-cinq ans de règne sans partage sur les vignobles d'Épernay, le député sortant n'avait pas vu venir la danger sur sa droite. La crise du vignoble a en raison de sa longévité politique (1).

Après des années de prospérité, le marché du champagne s'est effondré en 1991. Jusqu'alors la profession était régie par un contrat interprofessionnel qui fixait les prix du raisin. L'explosion de la demande à partir de 1988 a déteint la belle mécanique des rapports entre le vignoble et le négoce. Les prix se sont envolés. Les bénéfices des vignerons aussi : ils atteignent des records dans les années 1989 et 1990. Mais la guerre du Golfe stoppe l'euphorie et les ventes s'effondrent. Le produit brut à l'hectare passe ainsi de 400 000 francs en 1990 à 170 000 francs en 1992. Le Comité interprofessionnel des vins de Champagne, organisme paritaire où siègent vignerons et négociants, réagit début 1992 en imposant un plafond de commercialisation et une diminution du rendement à l'hectare.

Un langage empreint de populisme

Ces mesures restrictives, destinées à éviter la surproduction, sont un véritable choc dans un monde viticole qui s'était habitué à un enrichissement rapide et facile. La grigne monte parmi les professionnels de la vigne et, au sein du Syndicat général des vignerons, les opposants entrent en dissidence. C'est un certain Philippe Martin, récoltant-manipulant (2), qui prend la tête du mouvement. Les élections

approchent et Bernard Stasi se discredite un peu plus à leurs yeux en gardant son supplicat de 1988, Jean-Marie Tarlant.

Ce vice-président du syndicat des vignerons s'est attiré une impopularité tenace en défendant avec vigueur les mesures de restriction de la production. Les frondeurs, convaincus que leur député brade les intérêts des vignerons - Bernard Stasi a commis l'erreur impardonnable de s'abstenir lors du vote de la loi Evin - poussent leur leader à se présenter contre lui aux élections législatives. Une candidature corporatiste sous-estimée par le député sortant : les 6 000 voix des vignerons pèsent lourd dans une région entièrement tournée vers le vignoble.

« Philippe Martin a fait une campagne démagogique et simpliste en niant la crise et en réclamant de simples mesures techniques, comme résoudre les problèmes des vignerons », explique Francis Boyer, vigneron, ancien directeur du cabinet de M. Stasi. Le discours du maire de Cumiers rencontre un échec non négligeable sur les coteaux. « Martin est quelqu'un du cru, reconnu comme un des leurs, avec un langage simple », souligne Francis Boyer. Un langage empreint de corporatisme et de populisme qui dérape souvent. « Tout au long de la campagne, Philippe Martin m'a accusé de trop m'occuper des Arabes », se souvient Bernard Stasi, consterné. Alain Vesselle, l'animateur de son comité de soutien, m'a interpellé dans une réunion à Ay : « Pour toi, il n'y a que pour les bourgeois ! » C'était une véritable obsession.

Le nouveau député s'en défend aujourd'hui avec la dernière énergie. « Nous n'avons jamais utilisé ces arguments, affirme-t-il. Et je tiens à dire que je n'ai fait aucune alliance et n'ai eu aucun contact avec le Front national. Les électeurs ont simplement souhaité un homme du milieu rural plus près d'eux. » Ses amis sont plus bavards sur ce registre. « Je n'ai rien contre M. Stasi, mais il ne dit jamais comme nous. Tout, par exemple, est contre la peine de mort. Et c'est connu qu'il a un penchant pour les Arabes », souligne simplement Henri Goutorbe, récoltant-manipulant.

lont à Ay en prenant l'exemple du quartier de Bernon, « empli par les étrangers ».

Bernon, avec ses grandes tours roses qui surplombent la petite capitale du champagne, se repère de loin au milieu des coteaux. Avec ses 20 % d'immigrés, cette zone réhabilitée dans le cadre du développement social des quartiers (DSQ) focalise toutes les craintes et toutes les haines. La municipalité y a beaucoup investi pour soutenir une politique de cohabitation réussie. Mais cette réhabilitation est aujourd'hui portée au délit du maire d'Épernay.

Un parcours trop original

La publication de son livre *l'immigration, une chance pour la France* (3), définitivement assés la réputation de Bernard Stasi dans un milieu de vignerons déjà perméable aux thèses du Front national. Les partisans de M. Le Pen ont obtenu dans la circonscription 13,67 % aux législatives de 1988 et 14,88 % aux régionales de 1992. Le vote du vignoble n'aurait pourtant pas suffi à détrôner le maire d'Épernay. Conservatrice dans l'âme, la bourgeoisie spahissienne ne lui pardonne pas non plus son parcours trop original.

Originaire de Reims, Bernard Stasi fut imposé lors des élections législatives de 1968 par les instances rémoises à une droite locale déchirée. Le parachutiste enleva sans coup férir son siège au député communiste, puis emporta la mairie d'Épernay en 1971. Mais son profil résolument centriste - M. Stasi fut successivement membre du Mouvement républicain populaire, du Centre démocrate, du Centre démocratique et progressif et enfin du Centre des démocrates-sociaux - irrita dans un département à forte dominante RPR. Délaissant le cycle des urnes, M. le député préféra venir dans les grands débats nationaux, agissant comme le poil à gratter de la droite. Ses prises de position contre l'extrême droite en firent plus d'un.

Le nouveau venu du mal à se

faire accepter, déjà plus intéressé par ce qui se passe à Paris que dans la capitale du champagne. On lui reproche aujourd'hui amèrement son manque d'intérêt pour le terrain. Attaché depuis toujours à la terre crayeuse, Philippe Martin saura en tirer profit. Ses milieux politiques seront, elles aussi, critiqués. Son estime pour Michel Rocard, à qui il n'hésite pas à donner un « coup de champagne » lors de son départ du gouvernement, lui vaut d'être en permanence suspecté de déviance socialiste. « Pendant des années, j'ai dit ne l'ai toléré que parce qu'il prenait des voix à gauche », se souvient Michel Thomas, ancien candidat du PS de 1977 à 1988. Mais cet électeur libre dérange décidément trop.

Quand le balancier penche à droite au niveau national, la Champagne n'échappe pas au phénomène. Mais ici c'est Bernard Stasi qui en fera les frais. Son refus, pour la première fois, de choisir son suppléant au sein du RPR achève de mécontenter son électeur. La candidature de Philippe Martin ouvrit la vannes à droite. « C'est la première fois que les électeurs de droite vont voter pour un candidat de droite », se souvient Alain Vesselle. Avant, c'était toujours Stasi ou le candidat de gauche.

Le coup de grâce

Si Philippe Martin a obtenu un score modeste au premier tour (16,12 %), il a réussi à convaincre les abstentionnistes de droite de voter pour lui au second. Entretemps, les militants du RPR ont été particulièrement actifs : porte-à-porte, coups de file assurés, Jacques Chirac soutenait le vigneron collages d'affiches, les moyens n'ont pas manqué. « Nous avons été trahis, soupire Francis Boyer. Si le RPR avait joué le jeu, on n'en serait pas là. »

Aidé par un Front national, qui s'était bien gardé d'appeler au désistement, le RPR a donné le coup de grâce. La gauche et les écologistes se sont partagés entre les partisans de la pêche à la ligne et ceux du vote blanc. Amers, les amis de

M. Stasi soupçonnent même certains à gauche d'avoir facilité l'élection de leur candidat. Son suppléant, Michel Tarlant, affirme que « des responsables du PC ont fait du porte-à-porte pour inciter leurs électeurs à voter Martin ». Il ajoute : « Plusieurs personnes de mon village d'Éully ont venus me le dire. » Même écho à Bernon, et à Ay, où les communistes ont perdu la mairie en 1989.

Les responsables du Parti communiste d'Épernay nient toute consigne de désistement. « Nous avons appelé à voter blanc et nous avons été surpris », assure Odile Kopp, conseillère municipale. Les déceptions dans les bureaux de vote des quartiers où les communistes conservent une influence semblent lui donner raison. Et la circonscription décline le record national des votes blancs ou nuls (7 182, soit 17,87 % des votants). Stasi ont réellement existé, les votes de gauche en faveur de Philippe Martin sont restés marginaux. « Dans certains milieux ouverts, Stasi agace avec son cinéma médiatique, dit Michel Thomas, ancien challenger socialiste du député sortant. Il est trop Parisien. Même chez nous, il y a eu des courandes qui ont voté Martin pour lui donner une leçon. »

Une leçon qu'il aura payée cher. Après vingt-cinq ans de combat, Bernard Stasi a perdu son mandat. Et le poste de ministre de la culture qu'on lui avait laissé espérer. Persuadé de son élection, il se préparait depuis plusieurs semaines à un ministère convoité. « Je ne suis pas un obsédé du maroquin, mais cette fois-ci j'avais envie d'y aller », avoue-t-il dans un soupir. « Le secret de la vérité au risque de déplaire », devise si chère à ce bouillonnant de la politique, lui aura été fatal.

SYLVIA ZAPPI

(1) Philippe Martin, divers droite, l'a emporté au second tour avec 50,01 % des voix (16 520) contre 49,92 % à Bernard Stasi, UDF-CDS (16 471). M. Stasi a déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel pour irrégularités dans les opérations de vote.

(2) Le récoltant-manipulant récolte le raisin et le transforme en vin. Une double activité très répandue au Champagne.

(3) Éditions Robert Laffont, 1984.

Nominations des directeurs de cabinet

AFFAIRES EUROPÉENNES

Pascale Andréani

Pascale Andréani a été nommée directrice du cabinet d'Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes.

[Née le 6 avril 1955, Pascale Andréani est titulaire d'une maîtrise en droit et du diplôme de l'Institut d'études politiques. Ancienne élève de l'École nationale d'administration (ENEA), elle est diplomate. En poste au sein de la mission permanente de la France auprès des Nations unies à New-York à sa sortie de l'ENA, elle rejoint l'administration centrale en 1984. Déléguée dans les fonctions de sous-directeur des affaires communautaires, elle est ensuite mise à la disposition de la mission interministérielle de coordination et de coopération des pays d'Europe centrale et orientale (1990). Avant de prendre la direction du cabinet du ministre chargé des affaires européennes, elle travaillait au sein du secrétariat général du comité interministériel (SGCI) pour les questions de coopération économique européenne.]

JEUNESSE ET SPORTS

Jacques Dersy

Jacques Dersy a été nommé directeur du cabinet de Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports. Il occupait précédemment le poste d'adjoint au directeur des sports de ce même ministère.

[Né le 10 janvier 1940 à Rabat, titulaire d'un diplôme de droit privé et ancien élève de l'École nationale d'administration, Jacques Dersy a été chef du bureau des relations internationales au secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports (1973) puis chef de la division de la coordination à la Délégation aux relations universitaires internationales (1978), sous-directeur des enseignements technologiques supérieurs au ministère des universités (1980), adjoint au directeur de la recherche universitaire (1983), puis adjoint au directeur de la communication au ministère de l'éducation nationale (1986), avant d'être nommé adjoint au directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports (1987). Il est membre du conseil d'administration de l'association des anciens élèves de l'ENA.]

RELATIONS AVEC L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Philippe Cérès

Philippe Cérès, ancien directeur adjoint du cabinet du président du Sénat, a été nommé, jeudi 8 avril, directeur du cabinet de Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale.

[Né le 6 janvier 1950, à Paris, Philippe Cérès est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Administrateur au Sénat en 1977, il devient en 1990 directeur adjoint du cabinet du président du Sénat, Alain Poirier. Depuis l'élection de René Monory, il était chargé d'une mission sur les relations internationales du Sénat. Philippe Cérès est un ancien auditeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale (session 1987-1988).]

RELATIONS AVEC LE SÉNAT ET RAPATRIÉS

Jean-François Copé

Jean-François Copé, ancien conseiller du président du directoire du Crédit local de France, a été nommé directeur du cabinet de Roger Romani, ministre délégué chargé des relations avec le Sénat et rapatriés.

[Né le 5 mai 1964, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Jean-François Copé est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration. Administrateur civil affecté à la Caisse des dépôts et consignations en 1989, il était depuis 1991 conseiller du président du directoire du Crédit local de France.]

Commentant le discours de politique générale

Michel Rocard réclame « une vigueur et des méthodes innovantes » pour lutter contre le chômage

Dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 11 avril, Michel Rocard, président de la direction provisoire du PS, commentant la déclaration de politique générale d'Edouard Balladur, exprime son « étonnement » sur « l'impréparation des grands dossiers comme l'Europe, la lutte contre le chômage ou les équilibres économiques et financiers du pays ». Notant que « nombre de problèmes sont renvoyés à un audit, à des experts, à des commissions, à un grand sage », il ajoute : « C'est de la commissionnisme à l'algèbre ! ». M. Rocard, qui réclame « une vigueur et des méthodes innovantes » pour lutter contre le chômage, estime que « ce qui a dit M. Balladur est d'un classicisme désespérant ». L'ancien premier ministre s'inquiète d'autre part de la remise en cause du code de procédure pénale.

M. Rocard attribue à « une crispation de séance » son accession à la direction provisoire du PS à l'issue de la réunion du dernier comité directeur. Niant avoir décidé, avant cette réunion, de prendre la direction du PS, il ajoute : « C'est le déroulement de la séance qui a fait basculer la majorité ». M. Rocard indique qu'il n'a « pas encore » eu de contact avec M. Mitterrand, rappelle que le président de la République est « le garant du respect de la Constitution, mais aussi des grandes orientations nationales et internationales du pays, comme la protection sociale ou l'Europe » et précise que « tous les socialistes sont solidaires des éventuels combats qu'il pourrait avoir à mener s'il y a menace sur ces points ». Enfin, il affirme que « la direction nationale provisoire du PS ne souhaite rien tant que travailler avec tout le monde ».

Après l'annonce de nouvelles élections municipales

Le maire de Saint-Tropez dénonce un « coup de force » du préfet

NICE

de notre correspondant régional

Alain Spada, maire (div. d.) de Saint-Tropez, a dénoncé comme un « coup de force » la décision annoncée vendredi par François Leblond, préfet du Var, d'organiser de nouvelles élections municipales à Saint-Tropez après la démission de plusieurs conseillers, parmi lesquels Jean-Michel Couve, ancien maire, député RPR (le *Monde* des 5 et 11-12 avril). M. Spada estime que cette initiative a pour but de permettre à M. Couve de « refaire main basse sur la mairie ». Il a aussitôt fait connaître son intention d'engager devant le tribunal administratif un double recours en sursis à exécution et en annulation de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs lorsque celui-ci serait publié (probablement le mardi 13 avril).

La vie municipale à Saint-Tropez est traditionnellement agitée. La démonstration en a été faite, une fois de plus, avec les multiples péripéties qui ont émaillé le fonctionnement de la municipalité Spada. En mars 1989, la liste du maire actuel avait devancé, d'une courte tête, celle de M. Couve en obtenant vingt-trois élus sur vingt-neuf. Après la démission d'une première élue de la majorité municipale, le 1^{er} juillet 1991, M. Spada s'était volontairement démis de ses fonctions de maire, huit jours plus tard, afin de pouvoir redistribuer à sa guise les postes d'adjoints. Ce qu'il avait fait, dès sa réélection, le 12 juillet, par seize voix contre treize. Mais huit de ses collègues, en désaccord avec l'une de ses décisions concernant le elob de tenoies de la commune, avaient alors démissionné, les 21 et 29 août suivant. Dans la foulée, le 2 septembre, deux élus d'opposition avaient à leur tour renoncé à leur mandat. A la même date, l'ensemble des suivants de la liste Couve faisaient savoir qu'ils renonçaient à siéger.

Le conseil municipal, réduit à

dix-neuf élus, se trouvait dès lors amputé d'un tiers de ses membres. M. Spada avait cependant été sauvé par le ralliement, le 20 septembre, d'une collistère de M. Couve, Marie-Jo Fasola - placée en 26^e position - rejointe en mars 1992 par un second tourage de l'opposition, Albert Bliat. Après une assemblée, de nouvelles dissensions s'étaient produites, dès la fin de 1992, aboutissant, le 30 mars dernier, à la démission de deux autres élus de la majorité. Le 5 avril, celles-ci étaient imputées par M. Couve à ce venait d'être réélu député - et ses trois collègues restés au plan. On revenait donc à la situation de carence de septembre 1991 - avec dix-neuf élus - quand, une troisième fois, un des collègues de M. Couve, M. Michel Brunet, décidait de voler au secours de M. Spada en acceptant de siéger.

Le préfet du Var a estimé, en l'occurrence, que M. Brunet, figurant en 20^e position sur la liste de M. Couve, avait laissé passer son tour et ne pouvait donc, légalement, être installé. Réplique de M. Spada : l'argument avancé par le préfet n'est pas recevable car il ne s'appuie sur aucun texte ni aucune jurisprudence. D'autre part, selon l'avocat du maire de Saint-Tropez, M. Baloup, si le préfet peut contester l'installation de M. Brunet, il ne peut le faire que dans les formes du recours électoral en déférant le cas devant le tribunal administratif. Conclusion : c'est à la juridiction administrative de statuer, avant toute autre décision, sur la validité de l'élection de M. Brunet. Pour compliquer un peu plus la situation, M. Brunet avait, dans un premier temps, signé la « lettre type » de refus de siéger des collistères de M. Couve, en septembre 1991, avant de revenir sur sa position dans une autre lettre adressée à M. Spada, en juillet 1992.

GUY PORTE

La gestion de l'ancienne majorité socialiste du conseil général

Une information est ouverte sur les activités du comité d'expansion de Dordogne

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Le procureur de la République de Périgueux, Claude Lapaud, vient d'ouvrir une information pour abus de confiance et recel d'abus de confiance, qui trouve son origine dans les activités de l'ancien Comité d'expansion de la Dordogne. C'est à l'initiative du conseil général, alors à majorité socialiste, cet organisme avait pour objet le développement économique et la promotion du département. En avril 1992, après avoir remporté les élections cantonales, la nouvelle majorité RPR-UDF n'avait pas souhaité conserver cet organe, qui employait une cinquantaine de personnes.

Lors du redressement judiciaire du comité d'expansion, M. Audinet, l'administrateur nommé par le tribunal de grande instance de Périgueux, avait dénoncé dans son rapport « des errements juridiques et économiques présentant un caractère pénal ». A la fin de l'année dernière, M. Lombard, le liquidateur des actifs dudit comité,

avait pour sa part déposé une plainte contre X... pour extorsion par création d'emplois fictifs. Un peu plus tard, une association de contribuables proches du RPR s'était constituée partie civile devant le doyen des juges d'instruction. Elle reprochait au comité d'expansion d'avoir saisi plusieurs personnes qui ne travaillaient pas pour lui.

Malgré tous ces éléments, le procureur tardait à prendre des réquisitions pour l'ouverture d'une information qui pouvait mettre en cause l'ancien président socialiste du conseil général, Bernard Bioulac, en tant que président du conseil d'administration du comité d'expansion. Le choix des infractions supposées retenues dans le cadre de l'instruction confiée à Michel Dutrus va bien au-delà des simples emplois fictifs évoqués jusqu'ici. La justice périgourdine va s'attacher à vérifier si l'argent public géré par le comité d'expansion a été utilisé aux fins constituant son objet social.

DOMINIQUE RICHARD

EN BREF

□ M. Bazin (RPR) candidat à la présidence du conseil régional de Bourgogne. - Jean-François Bazin, RPR, adjoint au maire de Dijon, a été désigné vendredi 9 avril comme le candidat du groupe UDF-RPR à la présidence du conseil régional de Bourgogne en remplacement de Jean-Pierre Soisson, qui s'est démis de ses fonctions le 30 mars dernier (le *Monde* du 1^{er} avril). L'élection aura lieu mardi 13 avril.

□ M^{me} Beatha (UDF) critique la nomination de Simone Veil. - Dans un communiqué publié jeudi 8 avril, Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, membre de l'association Combat pour les valeurs qu'anime Philippe de Villiers, et adversaire de la loi libéral-

sant l'avortement, critique vivement la nomination de Simone Veil à la tête du ministère de la santé. « Ce choix, affirme-t-elle, loin de rompre avec des erreurs lourdes de conséquences, témoigne de la volonté de ne pas remettre en cause une situation légale, ses implications pratiques et leurs inévitables développements ultérieurs touchant le respect de la vie et de la famille. »

□ Marcel Bony reste « pour l'instant » au groupe PS du Sénat. - Marcel Bony, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, proche de Laureot Fabius, dont nous avons indiqué qu'il quittait le groupe socialiste (le *Monde* du 9 avril), a déclaré, vendredi 9 avril, qu'il n'a « pas encore pris de décision concernant son

départ du groupe PS du Sénat pour devenir apparenté ». M. Bony, qui a indiqué faire partie du groupe de sénateurs hostiles au changement de direction du PS, réunit autour de Michel Dreyfus-Sehmidt, a ajouté que « pour l'instant » il réfléchit pour savoir s'il reste ou s'il quitte le groupe sénatorial socialiste.

□ Rectificatif. - Dans l'analyse du scrutin à l'Assemblée nationale sur la déclaration de politique générale d'Edouard Balladur, publiée dans nos éditions du 10 avril, il fallait lire, parmi les députés n'ayant pas pris part au scrutin, 14 RPR sur 258 (et non sur 244) et 3 PS sur 57 (et non sur 54).

SOCIÉTÉ

Après les affrontements du dix-huitième arrondissement de Paris

Les familles des victimes des « bavures » policières lancent des appels au calme

Les proches et les familles des victimes des « bavures » policières de Paris et Watten (Nord) ont lancé des appels au calme après les incidents qui ont opposé « casseurs » et policiers samedi après-midi 10 avril dans le dix-huitième arrondissement de la capitale malgré l'interdiction des manifestations. Sur les soixante-dix personnes interpellées à l'issue des affrontements parisiens, seulement six d'entre elles ont été défilées au parquet.

Dimanche 11 avril, tout en demandant que « le ministère de la justice délivre un message aussi ferme que celui du ministère de l'Intérieur », Fodé Sylla, président de SOS-Racisme a estimé qu'il faut d'urgence réconcilier la jeunesse avec les institutions et notamment la police. Demandant que seule la famille se rende à l'hôpital parisien où le corps du jeune Zairis Makoma M'Bo-wolo devait lui être rendu, lundi ou mardi, M. Sylla a ajouté : « La famille souhaite

honorer la mémoire de son enfant dans la dignité. Nous lançons un nouvel appel au calme. »

Afin d'éviter « des dérives », Maria-Christine Blandin, présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, ainsi que les maires de Tourcoing et Roubaix, Jean-Pierre Balduyck (PS) et André Diligent (CDS), ont invité, dimanche, les jeunes à ne pas répondre à l'appel à manifester lancé le 14 avril par l'association SOS-Racisme du Nord « pour demander justice pour Rachid Ardjouni », le jeune homme d'origine algérienne mortellement blessé par un policier en état d'ivresse à Watten. M. Blandin a lancé un appel au ministère de la ville, réclamant « des moyens logistiques supplémentaires » afin d'aider les associations de Roubaix-Tourcoing à contribuer au retour de « la paix sociale ».

Frère de Rachid, Slimane Ardjouni a été reçu samedi, en compagnie d'autres mem-

bres de la famille et d'un éducateur, au ministère de l'Intérieur. Ils se sont déclarés satisfaits, selon le ministre, d'avoir été « reçus très vite par un conseiller d'Etat, conseiller de Charles Pasqua pour les libertés publiques », Pierre Bordry. M. Ardjouni et ses accompagnateurs ont dit à M. Bordry leur accord sur le fait qu'il était « essentiel que le calme revienne ».

Enfin, dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 11 avril, Michel Rocard s'inquiète de la remise en question du code de procédure pénale annoncée par M. Balladur dans sa déclaration de politique générale. « Si les avocats étaient présents dès la garde à vue comme ils le sont dans la plupart des pays d'Europe, demande l'ancien premier ministre, aurions-nous vu un jeune homme tué dans un commissariat, pour ne parler que d'un seul des quatre drames de ces derniers jours ? »

L'hymne du macadam

Suite de la première page

Les manifestants étaient sans doute moins nombreux que prévu. La police surveillait les gares, les stations de métro et de RER. Paris intra-muros allait pourtant offrir aux plus déterminés ce que certaines « zones » proposent au quotidien : des policiers à « niquer » et des vitrines à casser. Avec leurs grosses chaussures de basketball américaines et leurs vestes de survêtement à capuche, ils étaient venus pour que l'après-midi soit « chaud ». Il le fut, révélant ainsi, une fois de plus, le gouffre qui sépare les jeunes du reste de la société.

Vers 16 heures, lorsqu'ils se retrouvaient devant la station de métro Barbès-Roches, après avoir été repoussés de la rue Ordener et de la place Jules-Joffrin (mairie du dix-huitième arrondissement), l'adversaire est encore clairement défini : c'est le « keuf » - le flic - qu'il soit casqué ou en civil, équipé d'un bouclier ou d'une simple matraque. Premiers jets de pierres, premières grenades lacrymogènes. « Les festivités commencent », sourit un CRS. Elles dureront à peu près une heure. Le temps, pour quelques dizaines de casseurs, de renoncer à l'affrontement direct et de se fixer un nouvel objectif : dévaster le quartier.

« La jungle, quoi... »

Boulevard de Magenta (10^e), les vitrines tombent une à une. Des oueds d'adolescents se précipitent, d'un magasin à l'autre, avec une nette préférence pour le cinquant : la vidéo, la photo, la bijouterie. Certains commerçants, paniqués, tentent bien d'abaïsser leurs rideaux métalliques avant la déferlante, mais ils n'y parviennent pas. Il se trouve toujours ou deux costauds pour bloquer l'engie et permettre à quelques petites mains de faire leurs emplettes à la va-vite. Un T-shirt, une montre, des chaînes en or, des pin's... Les sacs à dos et les poches se remplissent. Les commerçants crient, les vendeuses pleurent, les touristes s'écartent devant la horde.

Boulevard de Strasbourg, la circulation n'a pas été interrompue. Aucun policier n'est en vue. Les émeutiers peuvent s'en donner à cœur joie, lancer des boules sur la chaussée ou encore arracher les grilles de protection des arbres pour les jeter contre les vitrines. Out-ils la « haine », pour reprendre une expression qui leur est chère ? A les voir courir le long du trottoir et dévaliser les devantures, on jurerait que non. Ils sont heureux, simplement heureux. D'être ensemble. De tout détruire. De traîner une nuée de famille de « casseurs » et un vieil homme de « sale race de Français ».

Certains sont munis de petits appareils photos, pour les clichés souvenirs. Plus loin, ils demandent aux copains de poser, à la manière des « rappeurs » américains, sur leurs pochettes de disquettes en arrière, bras tendus et regards sombres. L'air

méchant, forcément méchant. Cette violence anarchique, sans leaders ni stratégie, menée par de petits groupes de quatre ou cinq individus - et non par de véritables bandes - n'est pas l'œuvre de militants d'une cause quelconque, fût-elle extrémiste. En burlant « Révolution islamique » et « Allah Akbar », quelques mioutes plus tôt, à Barbès, un quartier de « beurs » sympathisants du FIS algérien n'a pas connu un grand succès.

Non, cette violence est celle, ordinaire et effrayante, des fils perdus de la génération du rap, des fast-foods et de la « dope ». Des jeunes sans repère, que parents ou grands-parents n'arrivent plus à maîtriser, encore moins à comprendre. Samedi, dans ces quartiers où cohabitent de multiples communautés, les appels au calme des « anciens » sont restés vains, tout comme ceux, la veille, de la famille de Makoma.

Conséquence : des dégâts matériels importants et soixante-dix interpellations. Finalement, ceux qui connaissent le mieux ces cas-

seurs restent peut-être les policiers. A Paris comme en banlieue, ils occupent le même territoire qu'eux : la rue. « Chaque jour, les flics sont là, nous aussi », explique un adolescent du quartier de la Goutte-d'Or. « Entre nous, c'est donc la loi du plus fort, du plus rusé. La jungle, quoi ! » Une jungle où les deux camps semblent condamnés à se croiser. Pour un vol de blouson, un contrôle d'identité ou une bagarre de « dealers ». Pour trois fois rien ou beaucoup plus.

Ces affrontements quotidiens, justifiés ou non, ces défis sans cesse renouvelés, ces gardes à vue ponctuées d'insultes racistes ou - et - de propos antiques, nourrissent parfois des bavures, souvent de la violence, toujours de la haine, comme si cette « rue » tant convoitée était devenue une voie sans issue, un cul-de-sac pour tout le monde, y compris, déjà, pour la génération à venir. Ces derniers jours, aux abords du commissariat des Grandes-Carrières, s'entendaient-ou pas des gosses de dix ans répéter, en ricanant, qu'« un bon flic est un flic mort » ?

PHILIPPE BROUSSARD

Questions sur le maintien de l'ordre

Les « déshabillés » de la préfecture de police

Ces bandes-là se déplacent par groupes compacts de vingt à quarante jeunes de l'effort sportif, vêtus de jeans et de blouson. Armés de matraques en caoutchouc, pour la plupart d'entre eux. Mais brandissant aussi un arsenal d'armes interdites, des casse-têtes télescopiques aux bâtons de base-ball, des barres de fer aux menottes utilisées en guise de coups de poing américains. Ceux qui les ont vus fondre sur des manifestants, rousés de coups puis traînés sans ménagement, ces jours-ci dans les rues de Paris, ont pu en concevoir quelque inquiétude. A-t-on affaire à des casseurs, à des commandos antecasseurs ou à des policiers ?

Renseignements pris auprès de la préfecture de police de Paris, il s'agit pourtant bien de « déshabillés », autrement dit de gardiens de la paix ayant troqué l'uniforme loutard plutôt que le cadre dynamique. Les choses seraient plus claires si les membres de ces bandes d'un genre particulier arboraient le brassard orange fluorescent qui signale l'appartenance à la police. Mais la confusion est réelle quand, étant leur brassard par souci de discrétion, ils ne peuvent plus être identifiés à des policiers.

Le recours à de telles équipes policières est présenté comme une réponse aux dégradations et aux pillages qui se sont multipliés au gré des dernières manifestations dans la capitale. « Il faut bien interpellés les trublions qui se cachent derrière les manifestants, commente un respon-

sable du maintien de l'ordre. Mais les policiers en uniforme sont immédiatement repérés. Nous avons donc mis en place des groupes mobiles et dynamiques qui se déplacent aussi vite que les casseurs. »

Les critiques des syndicats

Ces « déshabillés » sont, en temps ordinaire, chargés de tâches de police administrative telles que les contrôles de voirie. Recrutés en fonction de leur aptitude à « courir vite », selon Richard Gerbaud, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), ils ont reçu ces derniers jours la mission d'interpellés les plus violents des manifestants. Sans qu'une formation correspondante leur ait été dispensée, regrette le syndicaliste, qui déplore aussi l'usage d'armes non réglementaires par ces policiers.

Gérard Boyer, l'un des responsables de l'Union des syndicats catégoriels (USC), pourrait peu suspecter de complaisance à l'égard des fauteurs de désordre, s'étonne par ailleurs que des policiers en civil puissent « participer à des charges contre des manifestants : il faut éviter toute équivoque et réserver les opérations de charge aux forces mobiles de sécurité, CRS ou gendarmes mobiles ».

Traditionnellement hostiles à une semblable utilisation de policiers en civil pour assurer le maintien de l'ordre, les organisations syndicales d'interrogent sur

Dans de nouvelles instructions aux préfets

M. Pasqua appelle au « respect strict du droit et des libertés fondamentales »

Le ministre de l'Intérieur a adressé, vendredi 9 avril, un télégramme à l'ensemble des préfets à propos des « bavures » policières. Cette directive, qui, selon le cabinet de Charles Pasqua, est sans précédent, demande aux destinataires, « en raison de la succession d'affaires graves survenues ces derniers jours », de réunir immédiatement « les responsables des services de police » du département « pour leur rappeler et leur commenter les instructions sur le respect des règles qui doivent guider l'action de la police et, notamment, l'usage et l'emploi des armes ».

Demandant aux préfets de « rendre compte », M. Pasqua ajoute : « L'estime et la confiance que la population témoigne à la police nationale ne seront préservées que si l'ensemble de ses fonctionnaires, quel que soit leur niveau hiérarchique, agissent dans le respect strict du droit et des libertés fondamentales. »

PHILIPPE BROUSSARD

Annonçant un débat parlementaire sur la politique de la ville

M. Clément se montre favorable à la suppression des allocations familiales aux parents qui ne « tiennent » pas leurs enfants

Un débat parlementaire sur la politique de la ville aura lieu à la fin du mois d'avril, a indiqué, dimanche 11 avril, Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale. M. Clément, qui était l'invité du « Grand débat » de Radio Shalom, a précisé que le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, avait suggéré ce débat et que le premier ministre en a « accepté le principe ».

Selon le ministre, un tel débat n'est pas destiné à exposer des mesures, mais à écouter les cou-

veaux parlementaires qui ont de l'expérience dans ce domaine. Interrogé sur les récentes « bavures » policières, M. Clément a déclaré que « le premier ministre et le gouvernement en ont souffert ».

Il a jugé que l'idée lancée par le député (UDF-PR) des Yvelines, Pierre Carde, de supprimer les allocations familiales aux parents qui ne « tiennent » pas leurs enfants pouvait être « une bonne mesure », mais à la condition qu'elle concerne aussi bien les familles françaises que les familles immigrées.

Une fausse solution

par Philippe Bernard

SUPPRIMER les allocations familiales aux familles qui ne « tiennent » pas leurs enfants... En reprenant la proposition de Pierre Carde, maire (UDF-PR) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) et « tombé » de Michel Rocard, Pascal Clément, ministre délégué chargé des relations avec l'Assemblée nationale, en a fait le symbole d'une nouvelle orientation en matière de banlieues. Il est vrai qu'entre-temps, Roland Plesance, maire (communiste refondateur) d'Evreux (Eure) a fait savoir qu'il était passé à l'acte depuis plusieurs semaines, en suspendant la délivrance de bons alimentaires aux parents de mineurs suspectés d'actes de délinquance, une dizaine de familles dont la plupart sont de nationalité étrangère.

La concentration d'habitants cumulant les handicaps sociaux, économiques et culturels dans des barres et des tours de dimension sinistres produit des comportements déplorables, qui entraînent l'insécurité, la délinquance et la dégradation du cadre de vie. Confronté au « chômage massif » (24 % chez les garçons de 20-24 ans des cités « sensibles »), à l'insuffisance des logements, à l'alcoolisme, à la drogue, aux conflits culturels, à une démographie mal contrôlée (7,5 % de familles de plus de six enfants dans les cités difficiles contre 3,4 % en moyenne nationale), le modèle familial, fermé sur lui-même, éclate.

Le spectacle des dizaines d'enfants et d'adolescents tuant le temps, par grappes, dans les allées de grandes cités, à toute heure du jour ou de la soirée, est quelque chose d'insupportable. Rejetés par des parents débordés, ayant souvent épuisé leurs responsabilités, sinon désestés les lieux, des enfants de plus en plus jeunes sont livrés à eux-mêmes. Dans ce contexte, la suppression

Le dernier III

Couper les vivres aux familles dont l'existence quotidienne est suspendue au versement des aides sociales risque de les rejeter définitivement dans la marginalité et les trafics de toutes sortes qui fleurissent en ces temps de récession. Il revient en tout cas à rompre l'un des rares fils qui retiennent certains quartiers à la société.

La délégation américaine de hauts fonctionnaires démocrates qui a récemment ausculté nos quartiers « difficiles » a salué le système français de santé et de Sécurité sociale comme « un élément de stabilité ». Début avril par M. Carde et relayé par M. Clément annoncée en tout cas une offensive des maires en matière de politique sociale et d'immigration.

Les élus rêvent davantage de pouvoirs pour contrôler leurs populations. S'ils sont maîtres aujourd'hui des aides sociales municipales, le versement des prestations sociales, familiales, et du RMI leur échappe pour l'essentiel. Qu'advient-il si la politique sociale venait à éclipser au gré des baronnies et humeurs locales ? Telle est la question à laquelle la fausse « solution simple » suggérée par le maire de Chanteloup-les-Vignes, invite à répondre. Simons Veil, dont la large portefeuille de ministre d'Etat comprend précisément la ville et les affaires sociales, est la première concernée par ce débat.

Loto 1000	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50

Loto 1000	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès SANG contaminé

DOCUMENTS

Le Monde ÉDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

HORS-SERIE

ELECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans pitié

LES RÉSULTATS COMPLETS

1982 - 1983 :

BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

فكرنا من الأصل

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Catéchumènes en hausse la nuit de Pâques

Le baptême de vingt à quatre-vingt-huit ans

Deux cent dix adultes ont reçu le baptême, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 avril, jour de Pâques, dans les églises de tous les arrondissements de Paris, y compris la vingt et unième, à la prison de la Santé, ajoute un prêtre. Ce chiffre a triplé en dix ans. Pour la France entière, le nombre des catéchumènes, c'est-à-dire des adultes qui demandent le baptême, a été, pour toute l'année 1992, de 6 643. Dans une Eglise qui broie volontiers du noir, ce motif d'optimisme est sans doute l'un des plus légitimes.

Cette nuit de Pâques, dans le dix-septième arrondissement de Paris par exemple, sur la vingtaine de catéchumènes baptisés, le plus jeune avait vingt et un ans, la plus âgée soixante-huit ans. Ce dernier chiffre n'est pas exceptionnel. Madeleine Gauchy, religieuse, se souvient avec émotion d'une femme de quatre-vingt-huit ans qui, cinq ans avant sa mort, avait voulu se mettre en règle avec Dieu et demandé le baptême, le premier sacrement, à l'âge où l'on reçoit plutôt le dernier.

L'origine sociale de ces catéchumènes est aussi variée. Dans les églises du dix-septième, les baptisés ont reçu samedi soir, habillés d'une robe blanche et encadrés, comme pour un enfant, de leurs parents et marraines, un médecin, un employé de mairie, un cadre hôtelier, des artisans, un élève avocat, deux employés de maison africains, une étudiante vietnamienne, etc. Parfois, c'est la famille entière qui demande à recevoir le baptême.

Tradition des premiers siècles chrétiens, le catéchuménat a été révisé après le concile Vatican II (1962-1965). Pour le Père Xavier Rombaut, à Paris, c'est par les missions à l'étranger, en Afrique ou en Asie, que le catéchuménat est revenu en Europe. L'autre mouvement de fond, c'est la socialisation d'une société où le baptême à la naissance et le catéchisme de l'enfance ne vont plus de soi, contrairement à l'époque

où l'Eglise encadrait les moeurs et où les sacrements d'initiation (baptême, première communion, confirmation) faisaient partie des rites sociaux. Aujourd'hui, en l'absence de statistiques précises, si les baptêmes sont globalement en diminution, leur célébration, qui marque l'entrée dans l'Eglise, est de plus en plus tardive.

Sauf exception, les conversions « à la Claudel », derrière un pilier de Notre-Dame, font partie de la légende. Chez un adulte, la demande de baptême suit généralement une étape marquante de la vie (la préparation au mariage, le mariage, la naissance d'un enfant, la séparation, la maladie, la cherté) ou l'aboutissement d'une recherche personnelle, parfois précédée par le passage dans une secte. « Dieu utilise tous les événements », dit Michel Hermelin, diacre à la paroisse parisienne Sainte-Jeanne-de-Chantal.

« On se méfie des coups de foudre »

« Je ne suis pas sûr d'être sûr du baptême », dit par exemple Madeleine S., qui vient de perdre son mari, mais le veut comprendre ce qui s'est passé. C'est aussi l'histoire de cette intellectuelle athée qui, visitant une exposition d'art biblique, décide d'approfondir sa connaissance religieuse, qui la conduira jusqu'au baptême. Celle de Marie-Paule, dont le fiancé sicilien engage un mariage catholique et rapide et dans les formes : elle se confie à un prêtre, découvre la foi et contracte son futur époux à retarder de plusieurs mois le mariage, le temps de préparer son baptême.

Les cas les plus fréquents sont toutefois les « conversions » de jeunes adultes dont les parents, après mai 68, ont tout lâché et qui n'ont aucun passé chrétien. Ou celles des personnes, parfois d'âge mûr, qui ont attendu la mort de leurs parents aînés pour « rendre public un choix différent de celui qu'ils avaient fait pour leur enfant ». Nombreux sont

encore les immigrés postulant au baptême, arrivés sans éducation religieuse d'Asie (Vietnam, Corée) ou d'Afrique et qui découvrent en France une famille ou des amis chrétiens.

Très exceptionnelles, et gardées discretes, sont les conversions de juifs et de musulmans. A l'archevêché de Paris et dans la conférence épiscopale, des services spécifiques suivent ce genre de conversions, délicates car elles se heurtent souvent à une forte pression sociale, surtout dans l'islam. Témoin ce propos de Djamel, nouvellement baptisé, rapporté de sa famille : « Quand on abandonne son Dieu, on abandonne son père. » Ce qui fait une manière de lui signifier son congé.

L'Eglise met peu en relief ce genre de situation. De même demande-t-elle à tout postulant au baptême, d'où qu'il vienne, de présenter la préparation au baptême, d'environ trois ans, de franchir des étapes, de découvrir et de parcourir la Bible et autres lieux de formation chrétienne, par soi-même ou, le plus souvent, dans des équipes d'accompagnement. Presque chacune des cent dix paroisses de Paris sont aujourd'hui équipées d'un service d'accueil et d'accompagnement du catéchuménat.

Pourquoi ce long parcours ? « On se méfie des coups de foudre », explique le Père Xavier Rombaut. Sans décourager, on met l'enthousiasme du néophyte à l'épreuve. Il s'agit de l'ancrer dans une tradition chrétienne et de l'aider à entrer dans une communauté. Aussi, si des découragements surviennent, ils se produisent le plus souvent au tout début de la préparation. A l'approche de la nuit pascalle, qui est généralement celle de la célébration du baptême d'adulte, l'impatience se fait longtemps, cédant au sérieux de la démarche et à la gravité du geste.

HENRI TINCO.

Lyon laboratoire d'Eglise

Suite de la première page

Ces réunions assurent une forme de service public de « réflexion spirituelle » sur les préoccupations quotidiennes, sur la foi et l'Evangile. L'attachement au lieu de culte reste vivace, mais l'une des quatre églises de la Duchère a été vendue à la ville qui s'apprête à y installer un centre culturel scientifique pour les jeunes.

Mais l'essentiel n'est-il pas que « les chrétiens se rapprochent, se parlent et créent de nouveaux lieux de vie » ? Claire Dauré, religieuse, tient toute sa place dans cette équipe de la Duchère. Comme les prêtres, elle assure le service des funérailles et prononce l'hommage. « Le grand danger », souligne Michel Guillaud, est de laisser mourir des communautés. Après, il sera trop tard pour se poser des problèmes existentiels.

L'Eglise de Lyon n'a pas à chercher bien loin dans son passé des signes précurseurs de nouvelles pratiques. Au siècle dernier, le curé d'Arx, Antoine Chevrier, fondateur de la communauté du Prado, Joseph Folliet, à l'origine des Chroniques sociales et d'autres ont insufflé à ce diocèse « créativité et imagination, audace et courage » qui, selon le Père Henri Bourgeois, théologien à la faculté catholique, semble faire défaut à une institution trop refermée sur elle-même.

Remnants et frondeuse

Traversée par tous les courants, d'une extrême gauche remuante s'exprimant dans la revue *Golias* à un groupe traditionaliste qui s'installe ses quartiers dans l'église Saint-Georges, non loin de l'abbaye Saint-Jean, en passant par les communautés charismatiques florissantes sous la basilique de Fourvière, l'Eglise de Lyon, remuante et parfois frondeuse, a néanmoins appris à reconnaître dans Mgr Albert Decourtray, son archevêque depuis 1981, un « rassembleur », plus qu'un « visionnaire », capable de laisser libre cours aux initiatives.

Comme beaucoup, ce diocèse de près de deux millions d'habitants, incluant l'agglomération lyonnaise, les zones rurales, ainsi que le Roanneis (Loire) est confronté à la diminution progressive du nombre de prêtres. Ils étaient plus d'un millier au début des années 80. Il en reste huit cents, dont cinq cent cinquante-buit âgés de plus de soixante ans. Et même si Mgr Decourtray décide un regain des vocations dans la cinquantaine de grands séminaires - après une période où l'on a fait l'impasse sur cette

question », regrette-t-il, - le renouvellement du clergé reste le sujet de préoccupation et pas seulement dans les zones rurales où « 70 paroisses sur 220 n'ont plus de prêtre résidentiel », comme dit André Chassaign, soixante-deux ans, responsable d'une des vingt-trois équipes d'animation.

Le recours aux « permanents laïcs » est devenu la règle. Plus de deux cent soixante-dix laïcs, payés un peu plus de 6 000 francs par mois, assurent une mission confiée par l'évêque. Et parmi eux, deux cent vingt-neuf femmes, dont la plupart sont passées par le moule de l'université catholique. Cette professionnalisation de l'Eglise, mais aussi cette féminisation, suscitent quelques remous dans un clergé vieillissant, bouc émissaire dans ses habitudes, qui craint d'être confiné dans des tâches de célébration. « Le risque d'une « cléricisation » par les laïcs est réel, mais il est faible en regard de la chance que cet apport constitue », reconnaît Mgr Decourtray.

Une bonne image du prêtre

Archevêque de Lyon, Mgr Albert Decourtray a rendu publics, mercredi 7 avril, les résultats d'un sondage commandé à l'Institut IPSOS Rhône-Alpes et réalisé, du 8 au 10 mars, auprès de quatre cents personnes représentatives de la population du diocèse de Lyon. 26 % se disent pratiquants réguliers (allant à la messe au moins une fois par mois) ; 23 % pratiquent « de temps en temps lors des grandes fêtes » ; 39 % « occasionnellement » pour les baptêmes, mariages et enterrements, et 9 % « jamais ».

La moitié des personnes interrogées (53 %) connaissent le prêtre de leur paroisse et 28 % sont allées le consulter pour des questions d'ordre personnel. Le tiers du prêtre qu'il « préserve » et « transmette les valeurs morales » (49 %), qu'il « fasse partager et enseigne la foi » (34 %) et soit proche des gens (28 %). Les personnes interrogées ont des « bonnes opinions » et « assez bonne opinion » (90 %) et les considèrent comme « dévoués » (89 %). La place des laïcs est désormais reconnue (64 %) et ne semble pas modifier l'image d'une Eglise qui, pour 73 %, est jugée « très bonne et assez bonne ».

M. D.

L'archevêque de Lyon, qui « a appris, selon la tradition locale, nous dit-il, à mesurer l'attachement qu'on lui porte à l'ampleur des critiques formulées », s'est résolu à engager son diocèse dans la procédure du synode. Depuis bientôt trois ans, des milliers de pratiquants ou non, militants ou simples dévoués des paroisses ont participé à des rencontres multiples qui ont abouti à l'élaboration de quatre schémas consacrés pour moitié à des questions « institutionnelles » (le partage des responsabilités et les sacrements) et sociaux (l'exclusion, les couples, les familles).

L'apprentissage de la démocratie

Il en résulte un foisonnement de textes et plus de cinq cents amendements actuellement en discussion. Il n'est pas sûr que cette libération de la parole, - « ce grand débattage », ironisent certains, - suffira à définir la politique des dix prochaines années que le cardinal s'est engagé à respecter. L'effet est plus immédiat. Pour la première fois, des catholiques de tous horizons se sont rencontrés pour échanger. « La confrontation révèle la diversité. C'était un des moyens de faire naître une conscience diocésaine pour accéder à la corresponsabilité », note le Père Emmanuel Payen, secrétaire général d'une assemblée synodale composée de cinq cent trente membres.

Cet apprentissage de la démocratie n'est pourtant pas jugé suffisant. En commandant un sondage d'opinion (voir encadré), Mgr Decourtray a cherché à contourner le discours de son entourage, des militants et de l'élite. Il y a trouvé la confirmation d'« impressions et d'intuitions » recueillies au hasard des rencontres et des célébrations de jeunes et d'adultes qu'il affectionne. L'image de l'Eglise, comme celle des prêtres, est bonne, et le taux de pratique moins catastrophique qu'on ne le craignait.

Le Père Bourgeois n'en souhaite pas moins un recours à l'imagination pour réinventer de nouvelles pratiques sociales, au vu d'une « refondation » de l'expression de la foi sur des bases élémentaires et simples, notamment à l'attention de tous ceux qui ont « largué » l'institution et se retrouvent en quête de repères spirituels. « Face au phénomène grandissant de l'inculture religieuse dans les villes comme dans les campagnes, s'interroge André Chassaign, responsable laïc, l'Eglise a-t-elle un effort considérable pour le catéchisme et les aumôneries en faveur des jeunes. Voulez-vous se donner des moyens identiques pour les adultes qui ont perdu tout sens spirituel ? » Ce chantier-là n'en est encore qu'à ses débuts.

MICHEL DELBERGHE

EDUCATION

Dans un entretien à la Lettre du Monde de l'éducation

M. Bayrou veut sortir du « flou » sur la réforme du lycée

Dans un entretien à la Lettre du Monde de l'éducation du 12 avril, le ministre de l'Éducation nationale précise son attitude sur la réforme du lycée et son application aux classes de première à la rentrée prochaine. « Mes interlocuteurs, aussi bien les directeurs de l'administration centrale que les recteurs, m'ont indiqué qu'ils pensaient pouvoir assurer la rentrée 1993, mais pas celle de 1994, faute de locaux, de postes, de moyens. (...) S'il n'y a pas d'accord fort sur le fond, dans la conjoncture

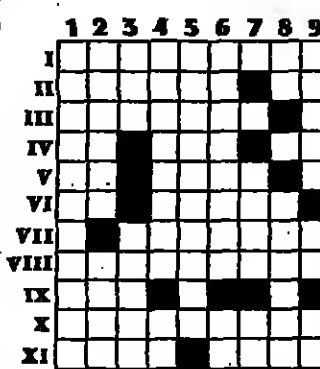
économique et budgétaire du pays, il sera très difficile d'obtenir les moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette réforme dans de bonnes conditions. Or, le sentiment qui prédomine actuellement est la confusion : décisions hâtives, textes incomplets. »

C'est donc pour « mettre fin à ce flou » que le ministre a constitué un groupe de travail qui doit remettre ses conclusions dans les quinze jours (le Monde du 8 et du 9 avril). M. Bayrou confirme qu'il aura pris sa décision d'ici au 30 avril.

Quatre membres présumés d'Iparratarrak placés en garde à vue après une conférence de presse clandestine. - Réunis pour une conférence de presse clandestine à l'occasion du vingtième anniversaire du mouvement indépendantiste basque Iparratarrak, quatre de ses membres présumés ont été interpellés par les policiers, samedi 10 avril près du village de Sare (Pyrénées-Atlantiques), et placés en garde à vue.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6017



HORIZONTALEMENT

1. A donc l'air comme il faut. - 2. Peut évoquer une forme d'escalier. Note. - 3. Végétal. - 4. Quelle horreur ! Département. En pantalon. - 5. Symbole. Pré-nom étranger. - 6. Donne un bon goût de barre. Etat souverain. - 7. Sont un signe du destin. - 8. Pièces anglaises. - 9. Entraîne un certain engorgement. - 10. N'ont donc pas fait cas du règlement. - 11. Accompli. Possèdent de grands pavillons.

VERTICALEMENT

1. Une personne qui, souvent, ne manque pas d'effort. - 2. Est à mettre dans la liste des commandes. On en sort celui ou celle qui gagne. - 3. Sort de l'eau. Ne

tient parfois qu'à une ficelle. - 4. Nous vont comme des gants. Article étranger. - 5. Sans faire une économie d'énergie. - 6. Est en pleine jeunesse. Partie de pétanque. - 7. Assortis les couleurs. Pronom. - 8. Bien « digéré ». Qui imite le destin. - 9. Brûlé dans la grande presse. Deux états de six. Abréviation.

Solution du problème n° 6016

Horizontalement

1. Artificier. Para. - 2. Dio. Ados. Epines. - 3. Mineret. Etale. - 4. Indicateur. Oter. - 5. Mée. Eléphant. Se. - 6. Un. Niant. - 7. SOS. Aspe. - 8. Ra. Indiv. Vas. - 9. Abile. Verreries. - 10. Tel. Sol. Se. Ré. - 11. Jule. Remue. S.P.A. - 12. Orose. Fie. C.G.T. - 13. Rude. Seins. Eu. - 14. Hases. Essais.

Verticalement

1. Administration. - 2. Ruine. Orateur. - 3. Tondeuse. Elora. - 4. Al. Ol. Esus. - 5. Farce. Aunes. Ede. - 6. Idéales. Or. Es. - 7. Cotte. Pluvier. - 8. In. Epreuve. Mias. - 9. Euh ! Tirassés. - 10. Retranche. Elle. - 11. Pô. Neiges. E.N.A. - 12. Pétage. Res. Si. - 13. Anet. Nervi. P.C. - 14. Ré. Est. Aérage. - 15. Astro. Tasse. Tub.

GUY BROUTY

Le Monde

HORS-SÉRIE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans partage

LES RÉSULTATS COMPLETS

1988 - 1993 :

BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Droit social : le système d'information Lamy

Dans le domaine complexe du droit social, Lamy offre un système d'information multimédia complet. Supports éditoriaux classiques et nouvelles technologies se complètent pour apporter à chaque utilisateur la réponse spécifique, pratique ou exhaustive, dont il a besoin. La rapidité de l'actualisation assure une sécurité juridique exceptionnelle. C'est la référence incontournable de l'univers social.

6 ouvrages, 1 formulaire, des bulletins d'actualisation, 15 monographies, 1 CD ROM, 1 hebdomadaire, 1 service minitel, pour mettre tout le monde d'accord.

Pour plus d'informations appeler le (1) 44 72 12 12

SPORTS

GOLF : l'Allemand Bernhard Langer vainqueur du Masters d'Angusta

L'ours et le renard

Bernhard Langer a endossé sa deuxième veste verte, dimanche 11 avril, à Angusta (en Géorgie aux États-Unis) après avoir remporté la cinquante-septième édition du Masters (avec un total de 277, soit onze sous le par). Huit ans après sa première victoire, l'Allemand a devancé l'Américain Chip Beck (-7). Il empoche 306 000 dollars (près de 1,8 million de francs). En six ans, les Européens se sont imposés cinq fois dans ce tournoi du grand chelem.

ANGUSTA (États-Unis)

de notre envoyé spécial

Tout avait commencé par une chasse à l'ours... Spectacle a priori incongru sur le prestigieux parcours américain (6 313 m, par 72) de l'Angusta National Golf Club, en Géorgie, qui bichonne par quel que cent vingt jardiniers, accueillait la cinquante-septième édition de ce Masters, premier des quatre tournois du grand chelem (1).

« L'ours duré », en raison de sa chevelure blonde, c'est le surnom donné à Jack Nicklaus, cinquante-trois ans, grizzli apparemment déboussolé qui n'en finit pas d'écumer les parcours en se pourléchant les babines du miel de ses victoires. Légende vivante du golf, Nicklaus disputait son trente-cinquième Masters, en quête d'une septième Veste verte (l'attribut du vainqueur) à accrocher à un palmarès déjà prestigieux.

Aiguillonné par le départ en fanfare de son compère Arnold Palmer (« le vieux », comme il est affectueusement surnommé), qui, à soixante-trois ans, comme sur le fil d'un rasoir, a résisté également à la longévité de « monuments » qui ont noms Nicklaus, Palmer, Ray Floyd (équinant ana) ou Gary Player (craquant sept ans). Des stars qui hantent les fairways tels de vieux rhinocéros couronnés de cicatrices et d'expériences.

pouvait commencer. Si le rugby est un sport de voyous joué par des gentlemen, le golf est un sport de gentlemen joué par des fauves. Des hommes apparemment normaux, parfois un peu plus élégants que la moyenne (tel le dandy américain Payne Stewart), souvent taciturnes (comme le Sud-Africain Gary Player) et, dans leur grande majorité, étonnamment discrets et modestes (à l'image de l'Allemand Bernhard Langer) compte tenu de leur notoriété et de leur compte en banque.

Certes, on dénombre bien parmi eux quelques « belles gueules » (l'Australien Greg Norman, par exemple), mais peu on pas de « grandes gueules ». Une majorité de gens bien élevés, respectueux de l'étiquette, dont une poignée d'autodidactes promus aristocrates à la force du poignet à l'instar de l'Espagnol José-María Olazábal. En résumé, de gentils garçons sortis d'un feuilleton américain et à qui on confierait sa fille sans l'ombre d'une hésitation. Et, cependant, des fauves. Armés d'un moral en acier trempé, affûtés comme l'épée d'un spadassin. Des tueurs solitaires.

Des gentlemen et des fauves

Un champion de golf, c'est un swing et un « mental ». Qu'il perde l'un ou l'autre et c'est la plongée dans les profondeurs du classement, le passage de l'état de grâce au naufrage. Tous ont, un jour ou l'autre, connu cette douloureuse épreuve. Tous, ou presque, l'ont surmontée à force de travail et d'abnégation. Tous se savent vulnérables, menacés. Là réside sans doute l'admiration suscitée par ces magiciens qui s'avancent vers la petite balle blanche comme sur le fil d'un rasoir. Là réside également la longévité de « monuments » qui ont noms Nicklaus, Palmer, Ray Floyd (équinant ana) ou Gary Player (craquant sept ans). Des stars qui hantent les fairways tels de vieux rhinocéros couronnés de cicatrices et d'expériences.

Ils sont, plus que d'autres, « blindés ». Ils savent que rien n'est jamais joué et que chaque coup peut aussi bien crier un triomphe que creuser une tombe. Ils savent aussi que courir en tête fait de vous une cible privilégiée, et que, sur vos talons, déboule la meute des poursuivants. Ils savent surtout que cette pression qui monte, cette peur d'être vaincu peuvent faire trembler le swing des meilleurs.

L'« amen corner »

Seul face à lui-même, le « pro » doit, pour sortir vainqueur de cet implacable marathon, tenir coûte que coûte. « L'ours », finalement, ne tiendra pas, avalé, dès le deuxième tour, par une escouade de jeunes loups américains emmenés par un dénommé Jeff Maggert, qui, à vingt-neuf ans, participait à son premier Masters. Pas plus que ne tiendra, sous un ciel d'orage, l'Anglais Nick Faldo, numéro un mondial actuel et grand favori d'une épreuve remportée en 1989 et 1990, crucifié sur l'un des trois trous (un par 3 qu'il clôtura en sept coups) baptisés, non sans raison, l'« amen corner », le « coin des prières ».

« L'ours » rentré dans sa tanière, sonnait l'heure d'un rendez-vous avec Langer. En embuscade depuis le début du tournoi (à un petit coup de Nicklaus, puis de Maggert), le joueur allemand, cinquième mondial, terminait le troisième tour à neuf sous le par avec quatre coups d'avance sur les Américains Dan Forsman et Chip Beck et cinq coups sur trois autres Américains, Russ Cochran, Jeff Maggert et Lanny Wadkins, accompagnés d'un Australien, Steve Elkington.

Ces écarts préservaient inévitablement la suspense d'une finale souvent fatale, si l'ours s'en tient aux seules statistiques, à celui qui s'y présente en position de leader. D'autant plus que le joueur allemand, vainqueur de l'épreuve en 1985, était également dans la ligne de mire (à six petits coups seulement) du derrier des « papys »

encore dans la course, Ray Floyd (deuxième des deux derniers tournois) et de la mâchoire du « requin blanc », l'Australien Greg Norman, que l'on disait bien décidé à justifier son surnom et à effacer sa défaite, en 1987, à l'issue d'une éprouvante prolongation.

En fait, ce n'est ni de l'un ni de l'autre que devait venir le danger, mais de ses poursuivants immédiats, Forsman et Beck, revenus respectivement à un et deux coups, à l'attaque des neuf derniers trous. Un d'un, complété par un gros maton nommé Jabi Daly, surnommé « le monstre » en raison de ses drives effectivement monstrueux.

Le jardin manuscrit d'Angusta prenait soudain des allures de prairies irlandaises. La chasse au renard était ouverte. Pour Langer, une seule obsession : tenir. Avec l'espoir de voir, au fil des trous, se dessiner la mortelle étreinte. L'affaire allait être rocambolesque, grâce à un eagle (deux au-dessous du par) au treizième trou qui voyait Langer réussir l'exploit que venait de frôler son compagnon de jeu et plus tenace challenger, Chip Beck.

Ce coup de poignard permettait au renard de filer vers une victoire que son adversaire ne semblait plus en mesure de lui contester, trop occupé qu'il était à gérer une honorable deuxième place. Fort d'une avance de cinq coups, Langer pouvait, tout en s'égarant par deux fois dans les sables du dix-huitième trou, savourer son deuxième triomphe en onze participations. L'homme au masque crispé esquissait même un timide sourire. Celui d'un renard de trente-cinq ans qui, en enfilant pour la seconde fois la Veste verte, venait également d'empocher 306 000 dollars.

PATRICK FRANCÈS

(1) L'US Open, le British Open et l'USPGA sont les autres rendez-vous du grand chelem.

CYCLISME : Paris-Roubaix

Gilbert Duclos-Lassalle l'homme du Nord

Gilbert Duclos-Lassalle a remporté, dimanche 11 avril, pour la deuxième fois consécutive, la quatre-vingt-onzième édition de Paris-Roubaix. Au terme des 268 kilomètres de course, le Français a battu l'italien Franco Ballerini au sprint. L'Allemand Ludwig Olaf termine troisième. Agé de trente-huit ans et six mois, Gilbert Duclos-Lassalle est le plus vieux lauréat de cette classique cycliste.

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

Un duel au coude à coude pour finir. Après 268 kilomètres de course et 25 kilomètres d'échappée en duo, Gilbert Duclos-Lassalle et Franco Ballerini ont fait irruption, nous dans nous, sur le vélodrome de Roubaix. Le public était chaviré de bonheur. Ni les fameux pavés édentés des routes verdoyantes du Nord, ni la poussière remplaçant la boue - le ciel a pas versé la moindre goutte d'eau, dimanche, sur le Nord, ni le chahut des bourrasques, ni les grappes de spectateurs massés le long des routes, et encore moins ces traîtres faux-plats, n'avaient pu départager les deux hommes.

Alors, ils se sont métamorphosés en pistards. Ils se sont dévotement dévoués. Ils ont ralenti le rythme après six heures et demie d'une course à la diable, et puis, se sont lancés dans ce dernier sprint. Il a fallu attendre la photo-finish et la décision des juges pour les départager et connaître le vainqueur.

Ballerini aurait dû gagner. Ainsi l'aurait dit la logique : bien que le Béarnais, coureur de six jours, ait l'expérience de la piste, le Toscan était plus jeune et plus frais. Il pédalait facilement, quand son adversaire s'accrochait à ses basques, au-delà de sa résistance. Mais la logique avait oublié que le Français est un homme de courage, un capitaine d'équipe, parvenu à coup d'actes de bravoure. Gilbert Duclos-Lassalle est resté dans la tranchée d'Arnhem, où les pavés sont les plus affûtés, et il en est ressorti indemne, en arguant les favoris, le Belge Museum on le Hollandais Van der Poel. Épuisé, il a pensé aux siens qui l'attendaient sur la ligne d'arrivée et s'est dit que, lui aussi, pouvait une deuxième fois l'emporter. Au bout du compte, ce n'est rien du tout, le courage, juste huit centimètres à l'arrivée.

A trente-huit ans, Gilbert Duclos-Lassalle, vétéran de la nouvelle équipe du GAN, coéquipier de Greg LeMond, a donc remporté son deuxième Paris-Roubaix consécutif. Deux victoires en quinze participations.

La dernière cartouche

Il est reparti. Il a recollé à ce peloton de vingt hommes lancé à la poursuite d'un échappé solitaire parti trop tôt. Lui, le « vieux », il savait qu'il ne faut pas gaspiller de cartouches dans le Paris-Roubaix. Toujours à l'affût, hargneux, féroce, il attendait son heure. Elle est venue, lorsque à vingt-cinq kilomètres de l'arrivée, Ballerini l'a emmené avec lui, pensant en faire un relayeur avec lequel il pourrait partager les agressions du vent ou, mieux, distancer la meute des poursuivants qui les avaient pris en chasse.

Gilbert Duclos-Lassalle chasse la palme dans son Béarn. Il sait observer, viser et tirer. « En 1992, j'avais pénétré seul sur le vélodrome de Roubaix après avoir mené la course pendant près de 100 kilomètres. Cette fois, j'avais brûlé mes cartouches après mes débuts dans la première partie de la course, ce qui-que-tail. Il m'en restait une seule, la dernière, celle de l'expérience. Le vieux coureur sait qu'il doit se faire mal, aller au-delà de ses possibilités. Dans le sprint final, j'étais sans doute le moins fort, mais j'ai laissé partir Ballerini et j'ai su jeter mon veto sur la ligne d'arrivée. C'est cela, l'expérience. Et moi, j'avais déjà gagné Paris-Roubaix ».

Trente-huit ans, pourtant ! Il se moque gentiment de l'âge de ses adversaires. « Je suis peut-être un coureur qui se déclare plus tard que les autres. Je voudrais gagner une étape du Tour de France et réaliser le triplé dans le Paris-Roubaix, pour moi pas... j'ai bien vu Joop Zoetemelk être champion du monde à trente-neuf ans. » A son triomphe, Gilbert Duclos-Lassalle a associé toute sa famille, et surtout son fils, Hervé. A treize ans, le rejeton a disputé, il y a une semaine, sa première course cycliste à Tarnos, dans les Landes, où il a terminé douzième. « Lui aussi, il est tombé, et ce qui m'a plu, c'est qu'il s'est relevé et qu'il a terminé la course. Aujourd'hui, il m'a fait, je lui ai montré ce que c'est difficile de faire du vélo ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Europe de formule 1 à Donington

Ayrton Senna, magicien de la pluie

Ayrton Senna (McLaren-Ford) a consolidé sa première place au championnat du monde de formule 1 en s'imposant dans le Grand Prix d'Europe, disputé dimanche 11 avril à Donington (Grande-Bretagne). En provoquant de multiples changements de pneus, la pluie, intermittente, a permis au Brésilien de faire une nouvelle démonstration de sa virtuosité et de ses qualités de stratégie. Il a largement distancé les deux Williams-Renault de Damon Hill et surtout d'Alain Prost, relégué à un tour.

DONINGTON (Grande-Bretagne)

de notre envoyé spécial

Avec son manoir, son musée rassemblant la collection des BRM de grand prix et les quelques voitures de légende, comme la mystérieuse Auto Union qui avait triomphé en ces lieux des Mercedes à la fin des années 30, ses tribunes métalliques surmontées d'un toit en toile rayée, sa piste étroite serpentant au milieu des pelouses dans un décor vallonné, le parc de Donington se serait prêt plus naturellement à une garden-party, dimanche, avec la présence de Lady Di, qu'à un grand prix de formule 1 automobile.

Le casse-tête des changements de pneus

Seule la faillite des promoteurs du circuit d'Antopolis au Japon, où devait être organisé un grand prix d'Asie, a pu favoriser les desseins de Tim Burt, un charismatique septuagénaire arborant fièrement des lunettes et qui, fortune faite dans l'immobilier, a décidé de s'offrir, en 1971, cette propriété pour revivre quelques souvenirs de son enfance lorsque Donington Park était le berceau du sport automobile en Grande-Bretagne.

Ce cadre un peu désest - malgré les 600 000 livres (5 millions de francs) de travaux entrepris pour le grand prix - et la météo particulièrement échangée ont au moins favorisé une course aussi mouvementée que celles d'autrefois, avec d'incompréhensibles arrêts aux stands.

Sans doute faut-il remonter loin l'histoire de la formule 1 pour

trouver un vainqueur après quatre arrêts à son stand ! Samedi, la seule éclaircie de ce long week-end pascal avait pourtant permis à Alain Prost et à Damon Hill de confirmer l'écrasante supériorité actuelle des Williams-Renault. Les deux équipiers avaient facilement conquis les deux premières places sur la grille de départ en reléguant Michael Schumacher (Benetton-Ford) et Ayrton Senna (McLaren-Ford) à près de deux secondes sur un tour de circuit. En vitesse de pointe, l'avantage de Prost dans la principale ligne droite, où il a atteint 288 km/h, se chiffrait à 3,5 km/h sur l'Allemand et à 11 km/h sur le Brésilien. Comme à Sao-Paulo deux semaines plus tôt, seule la pluie pouvait venir brouiller les cartes.

Si l'orage brésilien s'était brutalement abattu à la mi-course, provoquant la débâcle des concurrents encore chaussés de pneus pour le sec comme Alain Prost, la fine pluie anglaise s'est révélée beaucoup plus perverse. En mouillant la piste pour le départ, faisant ensuite des apparitions épisodiques, cette

pluie a imposé aux pilotes une casse-tête permanent pour le choix des pneumatiques, sans jamais mettre en danger leur sécurité.

En doublant son jeune compatriote Rubens Barrichello, puis Damon Hill et Alain Prost dans le premier tour, puis en prenant quatre secondes au Français dans le deuxième, Ayrton Senna a, d'emblée, voulu montrer sa détermination à confirmer sa réputation de magicien de la pluie. Mais, en se limitant ensuite à quatre changements de pneus, lorsque les circonstances les imposaient, il a aussi donné une leçon de stratégie à celui qui est encore l'ennemi, « le professeur ».

Sans doute encore marqué par les circonstances de son échec brésilien et par des commentaires caustiques qui lui ont fait perdre la tête, il a semblé « perdre les pédales » pour cette deuxième course consécutive sous la pluie, en s'imposant pas moins de sept arrêts au stand, dont un pour une fausse crevasse et un calage du moteur au redémarrage. A quelques tours de l'arrivée, le Français était ainsi devancé par

son équipier Damon Hill, qui disputait son cinquième grand prix, et par le benjamin des pilotes, Rubens Barrichello (vingt ans), qui avait choisi de poursuivre le plus longtemps possible avec ses pneus pluie en ne s'arrêtant qu'une seule fois.

Explications gênées d'Alain Prost

La course terminée, Alain Prost n'était pourtant pas au bout de ses pensées. Ayrton Senna profitait de la conférence de presse pour accentuer son avantage. Tandis que le Brésilien, tout souriant, insistait sur la « créativité » et le « sens de l'improvisation » nécessaires pour saisir les occasions de s'imposer avec une voiture et, surtout, un moteur aux performances inférieures, le Français, finalement troisième, lançait les mésaventures qui pouvaient expliquer sa contre-performance.

Il invoquait le dépassement de Senna dans le premier tour, facilité par des problèmes de bruit de vitesses, avec deux passages imprévus au point mort, et son calage pour des problèmes d'embrayage. Contrairement à la McLaren, l'aérodynamisme de la Williams s'accommodait mal des gros ailerons nécessaires pour assurer l'adhérence sur piste mouillée. L'embrayage, qui provoque parfois des blocages de roue, l'empêchait de freiner aussi tard qu'il le souhaiterait... Le Brésilien, qui écoutait cette litanie les yeux au ciel, avec un sourire exoté, finit par l'interrompre. « Peut-être pourrais-tu changer de voiture avec moi ? », précisa-t-il en mettant les ciseaux de son côté.

En deux courses, brillamment menées et qui se sont achevées par deux déroutes de son principal adversaire, Ayrton Senna, handicapé dans la course en titre, a, semble-t-il, déjà atteint son but : faire oublier le sans-faute d'Alain Prost pour son retour à la compétition à Kyalami (Afrique du Sud) et surtout démontrer que le futur champion du monde ne sera pas forcément le meilleur pilote du monde.

GÉRARD ALBOUY

VOILE : le tour du monde en moins de quatre-vingts jours

Bruno Peyron et les cachalots

Le catamaran de Bruno Peyron et ses deux cachalots, samedi 10 avril, dans l'océan Atlantique, au large de la Guyane. La collision a pulvérisé la dérive bâbord et a fissuré l'une des coques sur plus de deux mètres. Vendredi 9, le navigateur, qui tente d'effectuer le tour du monde en moins de quatre-vingts jours, avait infléchi sa route vers le nord-est, en direction de Terre-Naive, pour aller chercher des vents favorables que les prévisions météo lui promettaient pour mardi 13 ou mercredi 14.

Il est difficile, bien sûr, pour les cinq hommes, de réparer en pleine mer. Or plus, les « empires » ont été en partie utilisées après une première déchirure survenue dans l'océan

Indien. Après avoir évalué les dégâts, l'équipage a décidé lundi de continuer la course. « Nous sommes actuellement dans une mer pleine, mais nous ne savons pas ce qu'il arrivera lorsque les vagues seront grosses de deux ou trois mètres », a indiqué Bruno Peyron. « C'est une averse importante mais qui, sur une dizaine de jours, peut tenir », a-t-il ajouté. Il reste, en effet, dix jours au navigateur pour boucler son périple dans les délais. Samedi, avant le choc, les analyses de course lui accordaient trois jours d'avance sur la table de marche idéale et donc une arrivée « victorieuse » entre le cap Lizard et l'île d'Ouessant avant mercredi 21 avril, 15 heures. - (AFP)

Les résultats

AUTOMOBILISME

FORMULE 1

Grand Prix de Donington
Classement. - 1. Ayrton Senna (Brit., McLaren-Ford), les 305,748 km en 1 h 50 min 45 s ; 2. Damon Hill (GB, Williams-Renault), à 1 min 23 s ; 3. Alain Prost (Fra., Williams-Renault), à un tour ; 4. Johnny Herbert (GB, Lotus-Ford), à un tour ; 5. Riccardo Patrese (Ita., Benetton-Ford), à deux tours ; 6. Fabrizio Barbazza (Ita., Minardi-Ford), à deux tours.

Championnat du monde des pilotes
1. Ayrton Senna (Brit.), 28 pts ; 2. Alain Prost (Fra.), 14 pts ; 3. Damon Hill (GB), 12 pts ; 4. Mark Blundell et Johnny Herbert (GB), 6 pts ; 5. Michael Schumacher (All.), 4 pts.

Championnat du monde des constructeurs
1. McLaren-Ford, 26 pts ; Williams-Renault, 26 pts ; 3. Lotus-Ford, 7 pts ; 4. Ligier-Renault et Benetton-Ford, 6 pts.

(McLaren devance Williams au plus grand nombre des victoires.)

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

Vainqueur, samedi 10 avril, de Dijon, au terme de la « double » (79-61), Gravelines a rejoint Limoges, Pau-Orthez et Antibes en demi-finales du championnat de France, les quatre se disputant au meilleur de cinq manches. Samedi 17 avril, les Breizh neont opposés à Antibes ; dimanche, les Nordistes rencontreront Limoges.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Tirage et urne journal)
« Le Havre » b. Toulouse, 3-2 ; « Lens » b. Strasbourg, 2-0 ; « Monaco » b. Caen, 4-2 ; « Bordeaux » b. Montpellier, 2-1 ; « Nantes » b. Saint-Etienne, 0-0 ; « Marseille » b. Sochaux, 2-0 ; « Lille » b. Lyon, 3-1.

Toulon b. Metz, 1-0

Auxerre b. Valenciennes, 3-2

Paris-SC b. Nîmes, 1-0

Classement. - 1. Marseille, 44 pts ; 2. Monaco, 42 ; 3. Bordeaux, 41 ; 4. Paris-SC, 40 ; 5. Nantes, 36 ; 6. Strasbourg et Saint-Etienne, 34 ; 7. Auxerre, 33 ; 8. Metz, Lyon, Montpellier et Lens, 30 ; 9. Sochaux, 29 ; 14. Caen, 28 ; 15. Toulouse, 27 ; 16. Lille, 26 ; 17. Valenciennes, 25 ; 18. Le Havre, 23 ; 19. Toulon, 20 ; 20. Nîmes, 18.

Deuxième division

(Vingt-neuvième journée)

GROUPE A

Nîmes b. Metz, 1-1

Tours b. Bastia, 1-0

Nancy b. Annecy, 5-1

Perpignan b. Nîmes, 1-1

Rodez b. Valenciennes, 1-1

Sedan b. « Orléans », 1-0

« Evry » b. Albi, 1-1

Cannes b. Châteauneuf, 3-1

« Ajaccio » b. Lourdes-Angoulême, 2-1

Classement. - 1. Metz, 38 pts ; 2. Cannes, 36 ; 3. Nîmes et Nancy, 34 ; 5. Sedan et Valenciennes, 33.

GROUPE B

Rennes b. « Tours », 2-1

Angers b. « Bastia », 1-0

Boulogne b. « Red Star », 3-1

« Dunkerque » b. Rouen, 2-2

« Guingamp » b. Nîmes, 1-0

« Gueugny » b. Laval, 1-1

Amiens b. « Lorient », 2-0

« Le Mans » b. La Rochelle-sur-Yon, 0-0

« Châteauneuf » b. Amiens, 1-1

Classement. - 1. Angers, 41 ; 2. Rennes et Rouen, 40 ; 4. « Red Star », Laval, Boulogne, Le Mans et Dunkerque, 34.

TENNIS

Open du Japon

L'Américain Pete Sampras a été, dimanche 11 avril, son accession à la première place du classement mondial (succédant à Jim Courier) en remportant l'Open du Japon. L'Américain s'est imposé devant son compatriote Brad Gilbert (6-2, 6-2, 6-2).

كندا من الأصل

CULTURE

ARTS

Immendorf-sur-Seine

Le peintre allemand, après une grande rétrospective l'année dernière à Rotterdam et à La Haye, montre ses travaux récents à Paris

On a souvent rattaché Jorg Immendorf, né à Bleckede en 1943, au mouvement du nouvel expressionnisme allemand, aux côtés de Baselitz, Kiefer, Polke et de son ami Penck. L'importance du geste de la brosse dans des formes souvent gigantesques, la multiplication des figures, les éclairages dramatiques et les contrastes violents des couleurs, les vues d'intérieurs aux perspectives outrées permettent en effet de rattacher Immendorf à ce courant qui donna la priorité à la peinture au moment où le monde connaissait un réel engouement pour l'art conceptuel ou minimal. Il semble pourtant que les préoccupations d'Immendorf ne se limitent pas au bon usage, fût-il expressif, du pinceau.

D'abord attiré par le théâtre, Jorg Immendorf commença en 1963 des études de décorateur à Düsseldorf, dans l'atelier de Toot Otto. « Ça ne s'est pas très bien passé. J'ai cherché un autre professeur, mais personne ne voulait de moi, sauf Joseph Beuys que j'ai finalement rejoint en 1964. Dès 1966, j'ai commencé des actions politiques, des sortes de performances. J'ai organisé une pétition contre la guerre du Vietnam qui a été signée par de nombreux artistes dont Beuys et Blinky Palermo. Parallèlement, je menais des actions au sein de l'École des beaux-arts de Düsseldorf, encore sous l'influence de la peinture tachiste des années 50. »

« Couper les ponts avec la bourgeoisie »

La plus remarquable de ces actions fut sans doute la semaine internationale de travail de l'Académie de « Lidi » (une onomatopée forgée sur la glossologie enfantine). Elle fonctionnait sans professeurs avec une cinquantaine d'étudiants et recevait des invités tels que Marcel Broodthaers et Panamarenko. Certains professeurs, dont Beuys, avaient mis leurs salles de classe à la disposition de cette « académie libre ». Les invitations avaient été envoyées sans consulter le directeur de l'académie qui fit intervenir la police et ordonna la fermeture de la classe de Beuys.

« Mes performances politiques trouvent leurs origines dans ma vie privée : j'ai décidé de couper les ponts avec la bourgeoisie quand j'avais quinze ans. Mon père était officier dans l'armée de l'après-guerre, il voulait que je devienne officier à mon tour. J'ai participé à une manifestation non autorisée devant le Bundestag à Bonn. Il y a eu un écho dans un journal et mon père m'a téléphoné pour me demander d'arrêter ce genre de plaisanteries, car il craignait les réactions de sa hiérarchie. » Ces actions politico-artistiques rejoignent l'exemple de Peter Handke, et de Josef



André Fertig (Hiringer) Marsch auf Adler 1992. Huile sur toile 105 x 96 cm.

Beuys. Immendorf participe aussi à la création d'un mouvement écologiste (Grünen/Banten Bewegung). Un des tourments de sa vie artistique fut la rencontre en 1976 du peintre est-allemand Penck à Berlin-Pest.

Il vivait à Dresde et était aussi désillusionné par le régime communiste qu'Immendorf pouvait l'être par l'économie capitaliste : « Quand vous êtes marginal vous êtes isolé, à l'Est comme à l'Ouest. Penck était à l'Est un artiste universel sous des conditions politiques extrêmes. J'étais aussi à l'Ouest soumis à des conditions capitalistes extrêmes. Mais nous étions en fait très proches. Les Allemands ressemblaient à des républiques bananières, celle de l'Ouest avec ses américains, celle de l'Est avec ses Russes. J'étais à l'intérieur de la société où je vivais le même idiot que Penck dans la sienne. La série de tableaux intitulés « Café Deutschland » fut ma façon de rappeler que la réunification perçue par les Allemands comme un problème national est évidemment un problème international. » Cette série fut surtout sentie comme un retour

à la peinture, et chacun tenta d'en découvrir les symboles cachés et d'identifier précisément chaque personnage. « Je crains qu'avec la nouvelle série intitulée Café de Flore ne se renouvelle la même incompréhension critique : ce n'est pas la scène parisienne d'un café rendu célèbre par Sartre qui m'intéresse mais, à nouveau, l'internationalisation des enjeux politiques. »

« Un petit manifeste »

L'exposition qui s'achève au Centre Pompidou regroupait des peintures, des sculptures et un environnement sur le thème de la bicyclette. Elle s'intitulait « Is it about a bicycle? ». C'est le titre d'un livre de Beuys, qui traite de la relation avec Marcel Duchamp dont les objets sont devenus aujourd'hui des pièces de musée. Avec ses ready made, Duchamp a montré aux artistes tout ce que l'objet pouvait incarner ou signifier. Pour lui, c'est le spectateur qui fait l'œuvre d'art. Ma propre bicyclette, c'est un spectateur de l'acheteur. Cette exposition est un petit manifeste pour expliquer la nécessité à chacun de créer

son propre pays. L'artiste peut juste vous proposer les matériaux pour le construire. »

Immendorf expose également une quinzaine de toiles à la galerie Daniel Templon, et un grand tableau à la vitrine de la galerie Pièce unique : « J'aime bien mes deux grandes expositions, mais j'ai tendance à préférer le tableau que je montre à la galerie Pièce unique : une seule toile, qui réunit tous les autres projets, le rêve, le voyage, un tableau dans lequel le spectateur peut trouver le quelque chose de spécial qu'il y cherche. Une seule toile, parce que nous sommes tellement saturés d'images... Pourtant, l'art est la seule contre-proposition aux dogmatismes. »

HARRY BELLET

► Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaumont, 75003 Paris. Jusqu'au 24 avril. Tél. : 42-72-14-10.

► Galerie Pièce unique, 4, rue Jacques-Caliot, 75006 Paris. Jusqu'au début mai. Tél. : 43-26-54-58.

MUSIQUES

Le bilan de Banlieues bleues

Dix ans de bon jazz et l'affirmation d'une identité

Ses gestes gracieux, chacun de ses déplacements, fascinent, tandis que son Living Time Orchestra joue, note pour note, l'un des plus beaux solos de l'histoire du jazz, celui de Miles Davis sur *So What*. Le compositeur George Russell est venu conclure, samedi 10 avril à Bobigny, le Festival de jazz Banlieues bleues, qui trouve dans les échos de cet orchestre un magistral résumé de la plupart des options qu'il défend maintenant depuis dix ans.

Le jazz, ici, a dressé des relations de travers avec la musique contemporaine, témoigne du mystère des sources africaines, rend compte de liens avec le funk ou, plus récemment, du rap qui, en Seine-Saint-Denis, se vit au quotidien. Cette édition aux allures d'anniversaire a été pour le Festival l'occasion de conforter son identité. Pas en rassemblant les triomphateurs de ses années passées, mais bien en jouant sur une programmation encore plus exigeante qu'à l'accoutumée. Le public, souvent acquis à des causes qualifiées « difficiles », a pu bénéficier d'une concentration de concerts à haute risque et même se frotter à de rares malentendus tels l'improvisation systématique selon le pianiste Muhad Richard Abrams et le saxophoniste Roscoe Mitchell.

En plus de trente concerts depuis le 5 mars, Banlieues bleues a sollicité, proposé des pistes comme le saut dans le vide du concert en solo, illustré par la violoniste Iva Bittova, fragile et dépourvue, même dans des accès de violence ; les pianistes Michel Petrucci, sur des thèmes d'Ellington, ou Marilyn Crispell, qui, d'ailleurs et retour sur le clavier, ne s'est pas effrayée de l'ombre lourde de Cecil Taylor, alors que son duo avec Anthony Braxton reste un modèle d'équilibre.

Un autre cheminement, à l'opposé, fut l'écriture pour grandes formations. Spectaculaire chez McCoy Tyner ou chez Mike Westbrook, dont vingt années de composition se sont trouvées superbement évoquées en deux heures, délicates pour Tony Coe. Face aux images projetées du film muet

rarissime de Jean-Benoît Levy et Marie Epstein, *Peau de pêche* (1928), le saxophoniste Tony Coe dirige une partition qui colle à chaque mouvement, embellit chaque situation par la finesse des cordes et des cuivres. Huit mois de travail qui ne pourraient se contenter de l'éphémère d'un soir : il est question d'une reprise, d'un enregistrement.

D'autres souvenirs vivaces : le sextette de Gérard Marais, qui, en quelques secondes, a taillé dans le vif d'une musique dense, lyrique, portée par une puissance rythmique souvent binaire (Aldo Romano, Henri Texier), toute au soin des solistes (Glenn Ferris, Michel Godard, Jean-François Canape et Marais). Ou alors le pianiste François Tusques, dont le *Jardin des délices*, sobre, drôle, émouvant, a été emporté par Denis Colin, clarinettiste dont on dit qu'il monte, lui qui est présent depuis plus de quinze ans.

Il y eut également le travail du contrebassiste Didier Levallet, avec Génération, formidable télescopage d'anches et de cuivres dont le répertoire s'enrichit de la présence marquante de Charles Mingus. Michel Portal, un soir avant Russell, s'est trouvé propulsé, poussé par son actuel groupe de jeunes ténors (Andy Emmer, François Moutin, Xavier Desandre...), avec une jubilation évidente. Portal, acclamé par son public, est heureux.

Enfin, on n'oubliera pas Jacques Di Donato, clarinettiste dont la musique se nourrit de tous les genres, leader attentif d'un quintette virtuose qui sait ne pas faire entendre sa technique. Di Donato fête l'improvisation comme lors de la rencontre de l'Arcade String Trio et du trio de clarinette où il œuvre avec Louis Clavis et Armand Angster. Clarinettes et cordes se jouent des pires audaces, se foudroyent d'un commun accord. Banlieues bleues peut s'étendre.

SYLVAIN SICLIER

► Jazz comme une image, Banlieues bleues photographiées par Guy Le Guerec, Scandéditions, 144 p., 200 F.

« Oh, Calcutta » aseptisée au Japon

TOKYO

de notre correspondant

A l'exception des pays islamiques, la comédie musicale emblématique du mouvement de libération sexuelle dans les années 60, *Oh, Calcutta*, a été présentée partout à travers le monde. Sauf au Japon en raison des interdits frappant la représentation ou l'exposition des organes sexuels. La nudité sur la scène est un effet interdit — en théorie — puisque la profane industrie du sexe offre du multiplan *life shows* qui n'ont rien de clandestin.

Alors que depuis la présentation de *Oh, Calcutta* à Broadway en 1969, la nudité sur scène ne revêt plus le caractère sulfureux qu'il pouvait avoir à l'époque, c'est néanmoins dans une version « pudibonde » que la pièce est présentée pour la première fois à Tokyo : les acteurs portant des strings (cousse-sax) notamment au cours de la scène

bra couverts du début où quatre hommes à quatre femmes se déshabillent de leurs vêtements.

Les producteurs ont dû, en outre, signer un engagement qu'il n'y aurait aucune improvisation qui pourrait porter atteinte aux règlements sur les bonnes mœurs nipponnes. Au encre de la « première », le 9 avril, des policiers en uniforme étaient en faction dans la salle pour surveiller cette représentation « subversive », releva la quotidien *Asahi*.

Après quelques quinze mille représentations à travers la monde, *Oh, Calcutta* arrive au Japon « aseptisée » avec près d'un quart de siècle de retard : ce qui donne à la pièce un côté à la fois « rétro » et contraint. Selon la production, M. Jim Uchida, le producteur, ne peut contribuer à relancer le débat sur la révision de la législation sur les bonnes mœurs.

Ph. P.

Un nouveau directeur pour Columbia-France. — Olivier Montfort, trente-six ans, directeur-adjoint des Virgin Mégastores en France, a été nommé directeur de Columbia-France à compter du 1^{er} mai. Columbia est une des branches de Sony-Music. Son chiffre d'affaires annuel est de 400 millions de francs. Son catalogue comprend notamment Patricia Kaas, Francis Cabrel, Jean-Jacques Goldman, Jacques Dutronc pour le répertoire français, Bruce Springsteen et Bob Dylan pour l'international. Olivier Montfort a fait sa carrière à l'Institut de programmation de Grenoble, puis à la FNAC (1979) avant de passer en 1987 chez Virgin. Il succède à Patrick Decam, nommé directeur de Columbia-Belgique il y a un an. L'interim avait été assuré par le PDG de Sony-Music France, Henri de Bodinat.

Récital exceptionnel de la soprano Montserrat Caballé. — La soprano Montserrat Caballé donnera un récital au profit de la Fondation mondiale recherche et prévention sida, le mercredi 14 avril, à 19 h 30, à l'Opéra de Paris Garnier. Le jeudi 15 avril, à 17 heures, elle dédicacera ses disques à la FNAC Etoile, à Paris. Les billets pour le récital sont en vente à la FNAC, au Virgin Mégastore, à l'Opéra-Bastille et à l'Opéra-Garnier. Renseignements : 47-42-53-71. De 100 F à 500 F.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

DANSE

Le mystère de la mallette blanche

Les Ballets de Monte-Carlo tentent de réconcilier chorégraphie et narration

MONACO

de notre envoyé spécial

Pour le meilleur et pour le pire, le mariage chorégraphique-narratif est aussi ancien que le mariage chorégraphique-peinture, mais il est tombé en désuétude depuis que la danse, à l'instar d'autres arts, s'est mise à baigner la narration traditionnelle. Le syndrome Diaghilev (le Monde du 8 avril) continuant à trapper Jean-Christophe Maillot — conseiller artistique cette saison des Ballets de Monte-Carlo, dont il prendra la direction en quittant celle du Centre chorégraphique national de Tours l'automne prochain — invoque à son tour les maîtres de l'illustre impréscario en présentant deux créations basées sur des scénarios commandés à deux jeunes écrivains : Bertrand Visage et Jean-Marie Laclavetine.

Pour mieux souligner la filiation, il ouvre son programme par le *Fils prodigue*, de Balanchine, créé en 1929 par les Ballets russes sur un argument emprunté par Boris Kochno à un « librettiste » fortile : la Bible. L'étonnant est que ni Visage ni Laclavetine n'ont osé faire acte d'inventio, préférant puiser dans un fonds commun déjà fructueusement exploité. Bertrand Visage (Prix Femina 1984 pour *Tous les soleils*) a fait

équipe avec Nicolas Musin, danseur dans la compagnie pour *Lamento*. Dans un petit port sicilien, un jeune pêcheur oublie sa fiancée pour une mystérieuse naïade qui l'entraîne au fond de la mer, d'où elle finira par le rejeter, mort. La dangereuse séduction des créatures d'un « autre monde » interférant avec le monde humain, thème rebattu par le ballet romantique depuis la *Sylphide* (1832) où Janine oublie sa fiancée Effie pour suivre, à travers bois, la vaporeuse apparition. Jusqu'aux néoromantiques *Noëls fantastiques* de Serge Lifar (1955) où un capitaine de bateau, après naufrage, résiste dans une grotte sous-marine aux charmes d'une Océanide et en meurt. Son spectre revient au port pour y retrouver sa fidèle fiancée et connaître avec elle une transfiguration finale (on rejoint ici le *Vaisseau fantôme* de Wagner).

Similitude plus troublante encore de *Lamento* avec le célèbre *Napoli* de Bournoisville, toujours dansé au Danemark depuis cent cinquante ans : une jeune pêcheuse napolitaine fait naufrage avec sa bien-aimée ; il est sauvé, mais elle est entraînée dans la Grotte bleue de Capri par Golfo, génie des eaux, épris de sa beauté... Les détails, bien sûr, diffèrent : on

voit dans *Lamento* un bestiaire sous-marin défilant à la Jérôme Bosch, une « mise à mort rituelle des poissons », etc. Tout cela, un peu brouillon, comme la chorégraphie de Nicolas Musin, qui semble s'être laissé débordé par l'imagination de Bertrand Visage. Mais il a vingt-quatre ans. Ce n'est que sa deuxième pièce, soyons indulgents : il apprendra l'immortel précepte de Mies van der Rohe selon lequel « less is more ».

Dans la jungle d'une ville moderne

Quant à Jean-Marie Laclavetine, il estime que « le polar est la version nocturne du conte de fées et suit le même schéma » ; un ou deux personnages en situation dangereuse doivent traverser plusieurs épreuves avant d'atteindre le but de leur quête, généralement mortelle. *Bêtes noires*, qu'il a concocté avec Jean-Christophe Maillot, se déroule dans la jungle d'une ville moderne (sobre, efficace et beaux décors à transformations de Jérôme Kaplan) : détecteur d'une mallette blanche, dont on ne saura jamais le contenu, un jeune couple tente de fuir les méchants qui la convoitent — deux horribles chiens policiers aux pattes velues, un poisson-chat

moustachu en redingote pailletée, une vamp moulée de satin noir régnant sur un petit peuple de truands et de filles (amusants costumes entre *Mad Max* et le *Crazy Horse*, du même Kaplan).

Comme celle de *Lamento*, l'histoire de *Bêtes noires* finit mal, seule différence entre le ballet romantique ou classique et sa postérité : les méchants auront la mallette et le couple sera séparé à jamais. Plus maîtrisée que celle de Musin, souvent nerveuse et forte, la chorégraphie de Maillot manque peut-être d'une griffe vraiment personnelle et n'évite pas quelques tunnels.

On sort de la salle Garnier — délicieuse petite salle de notre palais parisien — avec le sentiment que le retour à la narration n'est pas le nouvel avenir de la danse : son odeur de moisi est encore trop entêtante. Il serait malséant de ne pas louer, pour finir, la qualité peu commune de la troupe monégasque, surtout celle des danseuses. Il y a notamment une nouvelle recrue, Bernice Coppieters, liane à la Sylvie Guillem, cambrure en épingle à cheveux, dont on devrait avoir à repaser.

SYLVIE DE NUSSAC

ÉCONOMIE

BILLET

Double front pour M. Eltsine

La tâche est rude pour le gouvernement russe, qui mène actuellement une double offensive. La première, à l'attention des pays industriels, lesquels doivent des prochains jours apporter un nouveau « paquet » d'aide financière. La deuxième, à l'égard de la population, qui sera amenée le 25 avril - à moins d'un nouveau rebondissement - à se prononcer sur son soutien au président Eltsine.

Le résultat est une succession de mesures contradictoires. A quarante-huit heures d'intervalle, Boris Eltsine a annulé une augmentation prévue des prix de l'essence, et le ministre des finances, Boris Fiodorov, a fait savoir qu'il avait enfin obtenu un accord sur la limitation de l'émission de crédit par la Banque centrale.

Le gel des prix de l'essence, au moment où l'inflation atteint 20 % par mois, revient à augmenter les subventions à l'économie, ce qui est contraire aux exigences du Fonds monétaire international (FMI). Celui-ci réclame une reprise en main de la Banque centrale pour mettre à bas le système des subventions et enrayer l'inflation galopante. Car l'institut d'émission, placé sous le tutelle du Parlement, a toujours accordé généreusement de crédits bon marché à la plupart des entreprises du pays, à l'exception des tous premiers mois de 1992.

Le « timing » de l'accord passé entre M. Fiodorov et la Banque centrale est donc parfait. De toute façon, les gouvernements, et même le FMI, terrorisés par les risques d'explosion politique à Moscou, paraissent décidés à se montrer plus conciliants à l'égard de la Russie. Réunis à Tokyo le 14 et 15 avril, les ministres des affaires étrangères et des finances des sept pays les plus industrialisés devaient annoncer une aide importante, comprenant même un prêt du Japon et une aide spéciale du FMI. Même si, comme ce fut le cas l'an dernier, une partie de la somme annoncée sera constituée de projets déjà annoncés. En premier lieu, le rééchelonnement récent de la dette extérieure de l'ex-URSS, qui donne à Moscou un ballon d'oxygène de 15 milliards de dollars.

Suivant l'exemple de Mikhail Gorbatchev, Boris Eltsine a pris l'habitude de se tourner vers les Sept dans les périodes de difficultés politiques intenses. Le président devrait peut-être se consacrer entièrement ces prochaines semaines à une offensive bien plus périlleuse. Prouver à la population qu'en dépit des douleurs prévisibles la poursuite de la réforme économique est impérative.

FRANÇOISE LAZARE

Le marché de la voiture d'occasion décline moins rapidement que celui des voitures neuves. Pour les deux premiers mois de 1993, 649 389 véhicules d'occasion ont été immatriculés en France, soit 3,52 % de moins qu'en 1992, selon les chiffres communiqués par le CNPA (Conseil national des professions de l'automobile). Cette baisse est nettement inférieure à celle observée durant la même période pour les véhicules neufs (-29,7 %). En revanche, sur l'ensemble de 1992, les immatriculations de véhicules d'occasion ont fléchi de 2,7 % alors que les ventes de voitures neuves avaient augmenté de 3,7 %. En 1992, deux véhicules d'occasion ont été vendus pour un véhicule neuf.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Le succès mitigé de la vente des HLM à leurs occupants

Vendre les logements sociaux à leurs locataires : l'idée n'est pas neuve mais elle rencontre une nouvelle jeunesse... Et elle pose de nombreux problèmes

« La facilité d'acquiescer leur habitation devait être offerte aux locataires ; ainsi, les offices d'habitation à loyers modérés (et les sociétés anonymes d'HLM) se doteraient, grâce à la privatisation d'une partie de leur parc immobilier, des ressources nécessaires pour réhabiliter les logements existants et en construire de nouveaux. » Depuis qu'Edouard Balladur a écrit cette petite phrase dans son Dictionnaire de la réforme, l'idée d'une mise en vente d'une partie du parc HLM connaît un regain de vigueur. Elle a d'ailleurs été évoquée par le nouveau ministre du logement, Hervé de Charette, dès son arrivée.

Elle n'est pas neuve. Depuis des années (les premières dispositions datent de 1965), cette possibilité est prévue par la loi, le dernier texte datait de 1986 (loi Méhaignerie). Mais, contrairement au souhait exprimé à l'époque par le ministre du logement - céder environ 30 000 HLM par an, soit 1 % d'un parc de 3 millions d'unités - les ventes sont restées peu nombreuses : 6 000 en 1988, 5 000 en 1989, 6 000 en 1990 et environ 8 000 en 1991, dernier chiffre connu.

Le droit de veto des organismes

Les ventes ont surtout porté sur de l'habitat individuel (10 % du parc social hexagonal) ou sur des logements éparpillés pour des raisons particulières dans des immeubles collectifs. Aucun chiffre de synthèse des ressources dégagées : chaque opération rapporterait en moyenne 100 000 francs, mais cette estimation, de source professionnelle, doit être prise avec précaution.

Au fil des textes, le dispositif a évolué. Depuis 1986, seuls les HLM peuvent décider de vendre. Certes, le locataire peut demander à acheter son logement, mais rien n'oblige l'organisme à accepter l'opération. Le monde des HLM est très sourcilieux sur ce point, redoutant par-dessus tout un renversement de l'initiative : en clair, que ce soient les locataires qui se portent acquiesceurs et que l'organisme ne puisse s'y opposer. Les HLM craignent en effet de voir la meilleure partie de leur parc « écornée » et de se retrouver avec les logements les moins bons à gérer. Dans une loi précédente, ce type de disposition existait en France et les HLM ont développé des trésors d'inertie pour éviter qu'elle ne soit appliquée.

Concrètement, les choses se passent de la manière suivante : lorsqu'un organisme veut céder un logement occupé, le locataire peut accepter ou refuser de l'acheter. Dans ce dernier cas, il garde son droit au maintien dans les lieux et ne peut être expulsé. Si l'occupant accepte d'acquiescer, l'organisme d'HLM se peut lui demander un prix inférieur à celui fixé par les Domaines, et il est obligé, si le locataire lui en fait la demande, de lui ouvrir des facilités de financement pour un montant compris entre 20 % et 80 % de l'opération à un taux privilégié (5,5 %).

Pour pouvoir acheter, le locataire s'est vu obligé d'avoir séjourné pendant une durée déterminée dans son logement, mais il doit s'engager à rester dans les lieux pendant les cinq ans qui suivent son acquisition. Si le logement est vide, l'organisme d'HLM doit le proposer en priorité à l'ensemble de ses locataires logés dans le département, puis à l'appui. Troisième cas possible, la vente de logements, vides ou occupés, à d'autres organismes d'HLM ou à

des sociétés d'économie mixte. Elle se rencontre surtout lorsqu'un organisme voit en secours d'un autre en difficulté.

Les HLM ont d'autres contraintes : les logements proposés à la vente doivent répondre à certaines normes d'habitabilité, c'est-à-dire être en état de mal entretenus. En outre, ils doivent être construits depuis plus de dix ans. Enfin, il ne faut pas que les cessions entraînent une réduction excessive du parc social d'une agglomération (le préfet a un droit de regard).

Manque de moyens

Les mises en vente posent toute une série de problèmes : le premier réside, évidemment, dans le pouvoir d'achat des occupants. Contrairement à une idée trop souvent répandue, sauf cas exceptionnels, les locataires d'HLM sont loin d'être riches, et la tendance actuelle est plutôt celle de leur paupérisation. Ils n'ont donc pas les moyens d'acheter. Les inciter trop lourdement peut être dangereux : en France, on sait qu'il existe ou qu'il a existé des « ministères du PAP » (prêts aidés à l'accès à la propriété). En Grande-Bretagne, où une politique systématique de privatisation de parc social a été menée, les ménages incapables de payer sont légion. D'autre part, les occupants qui avaient les moyens d'acheter n'ont pas forcément intérêt à le faire, compte tenu de la modicité des loyers qu'ils acquittent et du droit au maintien dans les lieux dont jouissent les locataires d'HLM.

Les propositions des vendeurs rencontrent donc souvent un écho défavorable chez leurs locataires.

Cinq ans après avoir mis en vente un millier de logements en Ile-de-France, l'immobilière 3 F e ainsi constaté que seulement la moitié de ses offres avaient trouvé preneurs. L'intérêt des acheteurs ne même en décroissant : la première année, sont intéressés les ménages les mieux lotis. Ensuite, le montage des opérations devient de plus en plus difficile.

En outre, une des craintes des organismes d'HLM est la « mitige ». En clair, les problèmes de gestion soulevés dans les immeubles collectifs mis en copropriété où, bien que gros propriétaires, ils se retrouveraient en situation minoritaire. Une situation que les HLM savent mal gérer. D'autant que, lors de leur achat, les occupants ignorent trop souvent que leur nouveau statut a des contraintes, notamment financières : on a vu, ces derniers temps, se multiplier les impayés dans les copropriétés, certaines devenant même, faute d'entretien, franchement « dégradées ».

Dernière objection avancée : lorsque les logements sociaux sont vendus dans une région où le marché immobilier est tendu (notamment en région parisienne), l'envie des prix du foncier empêche les organismes de réaliser l'argent dégagé au même endroit... À la limite, il y a un risque d'éloignement du cœur des grandes métropoles. Si l'on ajoute à ces arguments concrets les freins philosophico-psychologiques des offices d'HLM à la vente de leur patrimoine - ils se comportent plus comme des gestionnaires ou des constructeurs d'un parc - on comprend le faible volume des ventes. Les organismes s'y recroquent que de façon marginale ou lorsqu'ils sont en butte à des difficultés financières importantes.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Au « Journal officiel »

Les attributions des ministres ayant en charge l'économie, l'industrie et les entreprises

La présence dans le gouvernement d'Edouard Balladur de quatre ministres pour l'économie, les finances, les entreprises et l'industrie méritait quelques précisions quant à la répartition de leurs prérogatives respectives. Le Journal officiel du vendredi 9 avril les a fournies.

Le Journal officiel confirme la mise sur un pied d'égalité du ministère de l'économie, d'une part, et de celui du budget, d'autre part, comme dans le précédent gouvernement. Le changement de dénomination du premier (ministère de l'économie et non plus de l'économie et des finances) en témoigne, bien que le titulaire du poste, Edmond Alphandery, reste associé à la définition de « l'équilibre économique et financier des lois de finances », comme auparavant. Le ministre de l'économie conserve ainsi les mêmes attributions que son prédécesseur, à l'exception de celles relatives au commerce, à l'artisanat et aux droits des femmes. Il garde l'autorité sur la direction des relations économiques extérieures (DREE), mais devra partager le pouvoir sur ce chapitre avec Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur.

Le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, a la charge d'élaborer le budget (direction du budget) ; il contrôle les dépenses, la direction générale des impôts et le service de la législation fiscale.

Comme l'intitulé de son portefeuille l'indique, Gérard Longuet cumule les attributions du précédent ministre de l'industrie, du commerce extérieur et de celui des postes et télécommunications. En outre, il récupère la tutelle de l'espace (du Centre national d'études spatiales notamment, conjointement avec le ministre de la défense, François Léotard, et le ministre de la recherche, François Fillon), précédemment dans le périmètre de consolidation du ministère de la recherche. Il peut également présider, par délégation du premier ministre, le comité de l'énergie atomique.

Sur l'industrie, Gérard Longuet devra partager son pouvoir avec le nouveau ministre des entreprises et du développement économique, postes et moyennes entreprises, commerce et artisanat, Alain Madelin récupère les attributions précédemment dévolues au ministre de l'économie et des finances dans le domaine du commerce et de l'artisanat. Il exerce la tutelle des chambres des métiers, des chambres de commerce et d'industrie (conjointement avec le ministre de l'industrie) et de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) conjointement avec le ministre de la recherche. Le cabinet du ministre de l'industrie reste localisé à Bercy. M. Madelin s'installe rue de Grenelle dans les locaux des services du ministère de l'industrie.

En qualité de chargé de mission

Bertrand Fragonard rejoint le cabinet de Simone Veil

Simone Veil, ministre d'État chargée des affaires sociales, de la santé et de la ville, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, ont constitué un cabinet commun d'une trentaine de membres. Cette équipe est dirigée par Jean-Ludovic Silicani, le directeur du cabinet de M^{me} Veil, assisté de Henri Paul, le directeur du cabinet de M. Douste-Blazy, qui aura rang de directeur-adjoint du cabinet commun (Le Monde du 8 avril).

Délégué interministériel au RMI (revenu minimum d'insertion), Bertrand Fragonard n'a rejoint ce cabinet en qualité de chargé de mission auprès de M^{me} Veil. Directeur-adjoint du cabinet de celle-ci à partir de 1978, lorsqu'elle était ministre de la

santé, M. Fragonard avait été nommé en 1988, par Michel Rocard, alors premier ministre, à la tête de la Délégation interministérielle au RMI, une fonction qu'il devait conserver.

[Né le 26 avril 1940 à Arzon (Morbihan), Bertrand Fragonard, ancien élève de l'ENA, est conseiller maître à la Cour des comptes. Nommé à la direction des carburants en 1967, il est appelé en 1974 au cabinet de René Leclerc, secrétaire d'État auprès du ministre de la santé, en qualité de chargé de mission. Directeur adjoint du cabinet de Simone Veil, ministre de la santé, en 1978, il prend en 1980 la direction de la Caisse nationale des allocations familiales. Délégué conseiller au Plan en 1987, il est nommé l'année suivante à la tête de la nouvelle Délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion.]

Delpeyrat quitte Sarlat pour les Landes

Le foie gras ne fait plus recette en Dordogne

PÉRIQUEUX

de notre correspondant

L'industrie du foie gras reste le théâtre de grandes manœuvres dans le Sud-Ouest. Le 6 avril, la société de Bize, de Brive (Corrèze), après son rapprochement raté avec Rémy Coindreau, a annoncé que l'allemand Appel Frenzel entrerait à hauteur de 50 % dans son capital. Au même moment, Michel Chantier, PDG de Delpeyrat, informait le personnel que, en dépit des promesses, l'usine de Sarlat fermerait ses portes début juillet pour une question de survie : 62 des 111 salariés seront licenciés, 38 se verront proposer une mutation dans les Landes, où l'entreprise regroupera sa production, et 11 resteront en Sarlat pour fabriquer une nouvelle gamme de pâtés.

Le groupe Louis Dreyfus, actionnaire majoritaire de Delpeyrat depuis 1991, n'a jamais pu rentabiliser l'investissement initial. Les trois derniers exercices laissent des pertes cumulées supérieures à 100 millions de francs. Delpeyrat dispose, près de Mont-de-Marsan, d'une unité de découpe très moderne au centre d'un vaste bassin d'élevage.

La Dordogne paie le prix fort de son incapacité à mettre en place une filière bien organisée. Les agriculteurs locaux ont pris l'habitude de réserver en priorité leur foie gras à la vente directe et aux artisans, ce qui

fait le bonheur des touristes en quête de parfums du terroir, mais le désespoir des conservateurs locaux. Les éleveurs landais, en revanche, gèrent chaque année plus de six millions de canards, dix fois plus que leurs homologues dordogneux. Voilà qui explique le retard pris par la Dordogne dans les méthodes d'élevage, la persistance de mentalités étrangères aux logiques industrielles et l'absence de grandes unités de découpe susceptibles de provoquer une expansion de la production.

La restructuration chez Delpeyrat illustre la crise de ce secteur. Il y a quelques années, plusieurs grands groupes financiers avaient lancé une OPA sur les grands noms du foie gras, déboursant des fortunes pour s'emparer de sociétés dont le rendement était minime. En se livrant à la grande distribution, les majors du foie gras ont fragilisé un peu plus leur position. Récemment, les marques qui tiraient leur épingle du jeu étaient celles qui désertaient autant que faire se peut les finisseurs des supermarchés, à l'image de l'autre sarladaise, Rougié, intelligemment positionnée à l'exportation. Mais Rougié semble aussi touchée. Il y a annoncé, début mars, une dizaine de licenciements pour « préparer l'avenir et s'adapter à la conjoncture ».

DOMINIQUE RICHARD

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Inflation : + 0,1 % en mars. - Après les hausses sensibles des deux premiers mois de l'année (0,5 % en janvier, puis 0,3 % en février), les prix de détail n'ont augmenté en mars que de 0,1 % aux États-Unis, d'après les statistiques publiées vendredi 9 avril par le gouvernement fédéral à Washington. Hors énergie et produits alimentaires, les prix ont progressé de 0,1 % également. Jeudi, le département du travail avait annoncé une progression des prix de gros de 0,4 % pour le même mois. Ces chiffres indiquent que la reprise de l'activité ne semble pas conduire outre-Atlantique à un regain des pressions inflationnistes.

مركز الأمل

ÉCONOMIE

Confronté à une totale stagnation économique

Le gouvernement autrichien propose un pacte de solidarité

Les partenaires de l'Allemagne subissent les conséquences de la très mauvaise conjoncture économique outre-Rhin. L'Autriche devrait connaître cette année, pour la première fois depuis 1981, une totale stagnation de son économie. Il y a trois mois seulement, les experts de l'Institut de recherches économiques (WIFO) de Vienne tablèrent encore sur un taux de croissance de 1,3 % du PIB. Le ministre de l'économie, Wolfgang Schüssel, a lancé un appel aux partenaires sociaux pour leur demander de s'entendre sur un pacte de solidarité.

VIENNE

de notre correspondant

L'Autriche traverse une véritable « récession », estime l'Institut de recherches économiques. Même si le gouvernement refuse de dramatiser la situation, celle-ci s'annonce difficile. Une série de décrets de bilan, aussi spectaculaires qu'inattendus, risque de faire monter en flèche le chômage. Pays exportateur, notamment vers l'Europe où sont écoulées 87 % de ses ventes – dont 40 % en Allemagne – l'Autriche devrait voir cette année, pour la première fois

depuis 1975, ses exportations reculer de 1 % à 1,5 %. Le pays avait longtemps profité des deux dernières années de la réunification de l'Allemagne. Ses exportations avaient augmenté de 5 % en 1992.

La politique du schilling fort qui permet à l'Autriche d'aligner sa monnaie sur le mark allemand rend plus difficiles les ventes à l'étranger, notamment dans les pays ayant dévalué leur monnaie comme l'Italie – deuxième partenaire commercial – la Grande-Bretagne, la Suède et la Finlande. En revanche, les exportations vers la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie continueront d'augmenter sur leur lancée quoique à un rythme un peu ralenti, estiment les experts.

L'appel

aux partenaires sociaux

Le chômage devrait atteindre, en 1993, 6,9 % de la population active contre 5,9 % en 1992, soit le taux le plus élevé depuis 1934. Les quelque 226 000 chômeurs prévus cette année pèsent sur le budget dont le déficit (70 milliards de schillings, soit environ 33 milliards de francs) risque de dépasser les 3,5 % du produit national brut (PNB) prévu et de mettre en cause le programme de consolidation des finances publiques qui tablait sur un déficit de 2,5 % du PNB au maximum. La consommation des ménages, qui était l'un

des rares moteurs soutenant l'activité (+2,2 % en 1992), risque de s'effondrer du fait de la montée du chômage et devrait s'accroître de 1 % seulement cette année.

L'industrie a vu sa production baisser l'année dernière (de 0,7 % en volume) et ses effectifs se réduire de 3,4 %, ce qui correspond à 20 000 emplois de moins. Le pays souffre des importations à très bas prix en provenance de l'Est où les coûts de production sont environ dix fois moins élevés qu'en Autriche. Les secteurs particulièrement touchés – textile, chimie, papier, véhicules utilitaires – réclament des mesures comme le congédiement de certains produits, pour les protéger d'une concurrence jugée déloyale. L'association du patronat craint pour 1993 une nouvelle perte de 20 000 à 25 000 emplois et une baisse de la production de 3 %.

Devant le Parlement, réuni en séance extraordinaire pour débattre de la situation économique alarmante que traverse le pays, le ministre de l'économie, Wolfgang Schüssel, a lancé un appel aux partenaires sociaux pour leur demander de s'entendre sur un pacte de solidarité. Selon le ministre, les entrepreneurs devraient donner des garanties d'emploi en échange d'une évolution modérée des salaires. Cet appel a été froidement accueilli par les syndicats.

WALTRAUD BARYLI

Huit milliards de dollars de pertes en trois ans

Le président américain crée une commission pour remédier aux difficultés des compagnies aériennes

Les compagnies aériennes américaines vont mal. Le secteur a perdu 8 milliards de dollars l'année dernière. Le président Clinton vient de créer une commission qui formulera des suggestions d'ici trois mois.

NEW-YORK

de notre correspondant

Bill Clinton l'avait fait savoir peu après son investiture et notamment en rencontrant, en février, les responsables des grandes compagnies aériennes : la situation catastrophique de ce secteur figurait parmi les problèmes auxquels il comptait s'attaquer. Le 7 avril, M. Clinton a

tenu parole en signant un texte qui autorise la création d'une commission de quinze membres chargée d'étudier les problèmes des compagnies et de formuler des recommandations pour y porter remède, dans un délai maximal de 90 jours. La Maison Blanche nommera elle-même les cinq premiers membres de cette commission, les dix autres étant choisis à parts égales par le Sénat et la Chambre des représentants.

Le président a laissé toute liberté d'action à ce nouveau organisme, mais le mandat qu'il lui avait dressé en février était que les compagnies aériennes devaient s'engager « dans la voie d'une politique commerciale plus agressive » et que des efforts devaient être entrepris pour que l'ensemble du marché « reste ouvert à la compé-

tion internationale ». Cette décision présidentielle a été accueillie avec satisfaction par la profession (exception faite de Robert C. Crandall, président d'American Airlines, qui craint que la commission « ne fasse des erreurs, faute de bien connaître l'activité des compagnies aériennes ») et par les milieux financiers. « Je me réjouis que le président prenne en compte la gravité de la situation dans un secteur qui a perdu 8 milliards de dollars en trois ans et qui est techniquement en faillite », indique Julius Maldutis, l'analyste de Salomon Brothers, spécialisé dans les compagnies aériennes.

« L'espérance simplement que les résultats de cette commission déboucheront sur des éléments concrets et pas sur un simple exercice de rhétorique », précise-t-il, ajoutant que l'une des suggestions avancées par la profession pour rétablir en partie sa situation financière consisterait à réduire la taxe de 10 % qui frappe les billets émis et à reverser aux compagnies une partie de ce rabais.

Actuellement, toutes les grandes compagnies perdent de l'argent. Certains grands noms (PanAm, Braniff) ont disparu à tout jamais et 18 % de l'ensemble de l'industrie a déjà en recours au chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Seules quelques compagnies régionales, telle Southwest Airlines, sont encore bénéficiaires.

Les difficultés du secteur proviennent en partie de la dérégulation lancée en 1978 et de la féroce concurrence qui en a résulté. Plus récemment, le ralentissement économique observé de 1990 à 1992 et la guerre du Golfe ont aggravé ces difficultés. Une légère amélioration est observée depuis le début de 1993, constate M. Maldutis, indiquant que l'un des principaux baromètres de la profession, le revenu par passager et par kilomètre, a augmenté de 6 % en mars après avoir progressé de moitié le mois précédent.

SERGE MARTI

La Chine va commander 21 avions Boeing. Le gouvernement chinois va commander 21 Boeing B-737 représentant un montant de quelque 800 millions de dollars (4,3 milliards de francs), a annoncé Boeing vendredi 9 avril. Boeing a déjà livré 125 appareils à la Chine et son carnet de commandes restant à exécuter comporte 69 avions. Boeing considère que la Chine devra acquérir 800 avions de ligne dans les quinze prochaines années en raison de la rapide expansion de son économie. — (AFP)

S. M.

Une agence fédérale veut contraindre General Motors à rappeler près de cinq millions de camionnettes

NEW-YORK

de notre correspondant

L'agence du gouvernement américain pour la sécurité du transport a demandé, vendredi 9 avril, à General Motors de rappeler en atelier 4,7 millions de camionnettes Chevrolet et GMC produites entre 1973 et 1987 et équipées d'un réservoir d'essence situé à l'extérieur du châssis, dangereux en cas d'accident. Cette décision – dont General Motors conteste le bien-fondé – constitue une véritable revanche pour la chaîne de télévision NBC, qui avait consacré en novembre 1992 un magazine télévisé au sujet. Mais les conditions du tournage, vivement critiquées par le constructeur, avaient entraîné, le 2 mars, la démission du directeur de l'information de NBC.

L'affaire avait donné lieu à un vaste débat sur la dérive des médias télévisuels (le Monde du 4 mars), gommant toutefois le fond de l'affaire : le groupe automobile, sans doute convaincu par les critiques, avait modifié de lui-même l'emplacement du réservoir sur les véhicules de ce type construits après 1987.

Au-delà de cet aspect médiatique, la décision des autorités fédérales pourrait être lourde de conséquences pour le géant de Detroit. En février, déjà, General Motors avait été condamné par un tribunal d'Atlanta à payer 105,2 millions de dollars de dommages et intérêts

aux parents de Shannon Moseley, un adolescent qui avait péri en 1989 dans l'incendie de son pick-up. Et à deux reprises, en 1978 et 1983, un autre constructeur, Ford Motors, avait également été condamné, pour le même motif (un réservoir mal placé), à respectivement 129 et 107 millions de dollars de dommages et intérêts. Si General Motors se plie à l'obligation du département des transports et rappelle les véhicules incriminés, il lui en coûtera 1 milliard de dollars, selon ses propres estimations. Un montant surévalué selon des experts, qui avancent plutôt de 300 à 500 millions de dollars.

Ce surcoût interviendrait à un très mauvais moment pour le groupe, qui a enregistré, en 1992, une perte de 23,5 milliards de dollars (130 milliards de francs). Pour l'instant, General Motors est simplement « invité » à suivre la « recommandation » des pouvoirs publics. Si le constructeur refuse d'obtempérer, le dossier sera transmis au tribunal à l'issue d'un processus pouvant durer de longs mois. Dans le passé, l'agence fédérale a gagné huit procès intentés au titre de la sécurité. Mais elle en a perdu un, contre General Motors justement, qui refusait de rappeler en atelier ses modèles X-Car, soupçonnés de présenter des défauts du dispositif de freinage. La procédure avait duré huit ans.

A la veille du nouveau plan de relance japonais

Le yen bat de nouveaux records

La forte poussée du yen s'est encore accentuée lundi 12 avril à Tokyo, où le dollar est tombé à un nouveau plateau historique, chutant à 112,95 yens, contre 113,15 vendredi. La Banque centrale japonaise est intervenue sur les marchés des changes pour y acheter des dollars et tenter de stabiliser le cours. En revanche, le dollar est relativement stable depuis plusieurs semaines vis-à-vis des autres principales devises.

L'appréciation du yen est vivement souhaitée par les partenaires commerciaux du Japon, qui s'inquiètent de la progression continue des excédents enregistrés par l'archipel. Et les responsables nippons redoutent une diminution de leurs exportations – alors que la croissance économique a été limitée à 1,5 % en 1992 – et s'inquiètent de la dépréciation de leurs actifs détenus à l'étranger. Le sujet devrait être évoqué cette semaine lors d'une rencontre entre le secrétaire au Trésor américain Lloyd Bentsen et le ministre des finances nippon Yoshio Hayashi, à l'occasion de la réunion ministérielle du groupe des Sept à Tokyo. En outre, le premier ministre, Kiichi Miyazawa, se rendra à Washington vendredi 16 avril pour discuter avec le président Bill Clinton.

La nouvelle progression du yen intervient à la veille de la présentation par le gouvernement, mardi 13 avril, du second volet du plan de relance de l'économie. Les dépenses budgétaires qui composent ce plan devraient atteindre 12 000 milliards de yens (570 milliards de francs), a fait savoir dimanche 11 avril un responsable du gouvernement. Sur cette somme, 9 000 milliards environ seraient consacrés à la création de nouvelles infrastructures sociales. En août 1992, 10 700 milliards de yens avaient déjà été injectés dans l'économie dans le but de stimuler l'activité.

TOKYO, 12 avril 4

Prises de bénéfices

Les valeurs à la Bourse de Tokyo ont un peu légèrement baissé, lundi 12 avril, dans un marché peu effusif. L'indice Nikkei clôture en recul de 0,06 % à 19 882,14 points, sous l'effet de prises de bénéfices. Le Topix a chuté de son côté de 7,87 points à 1 558,41 points. Le volume des transactions s'est élevé à environ 330 millions de titres (781,06 millions vendus), son niveau le plus bas depuis trois semaines. Les investisseurs nippons restent en retrait à la veille de l'annonce par le gouvernement japonais d'un important plan de relance budgétaire. Les investisseurs étrangers, très actifs pendant les dernières séances, étaient absents en raison du week-end passé.

VALEURS	Cours de 9 h	Cours de 12 h
Aluminium	1 340	1 340
Argentine	1 300	1 320
Belgique	1 510	1 510
France	1 500	1 500
Grande-Bretagne	1 470	1 440
Allemagne	1 320	1 320
Hollande	950	950
Suisse	4 440	4 400
Italie	1 700	1 680

o Dates de valeur : satisfaction des banques. L'association française des usagers des banques (AFUB) s'est réunie, jeudi 8 avril, de l'arrêt de la Cour de cassation condamnant le principe des dates de valeur (le Monde du 8 avril). Elle craint cependant que cette décision ne « demeure ignorée volontairement par la plupart des établissements bancaires ». Pour faire adopter cette décision, l'AFUB souligne dans son communiqué qu'elle « souhaite une initiative et une intervention des pouvoirs publics et s'adresse au gouvernement pour qu'il soit mis un terme à une violation caractérisée de la légalité républicaine ». Deux organisations de consommateurs (UFCV-Que choisir ? et la Confédération syndicale du cadre de vie) ont aussi salué la décision de la Cour de cassation déclarant illicite le principe des « dates de valeur » pour les dépôts en espèces au guichet des banques.

Le Monde

Social

Par ici la sortie !

Alain Echeube

COMMUNICATION

Fondée sur le refus du sexe et de la violence gratuite

La chaîne chrétienne TVI veut parler du « Portugal profond »

LISBONNE

de notre correspondant

Depuis le 20 février, les téléspéculateurs portugais peuvent « zapper » sur quatre chaînes : avec la naissance de Televisao Independente (TVI), chaîne créée par l'Eglise, ils disposent désormais de quatre canaux. Une première chaîne privée, la Sociedade Independente de Comunicação (SIC) lancée par le patron de presse Francisco Pinto Balsemão (éditeur de *Expresso*, *A Capital*, *Exame*, etc.) avait fait éclater, en octobre dernier, le monopole public qui existait depuis 1955 avec Canal Um (Canal 1) et de Antena 2 (« le Monde Radio-télévision » daté 8-9 décembre 1991).

Depuis la naissance de cette quatrième chaîne, l'équilibre est réalisé au sein du paysage audiovisuel portugais entre secteur public et privé. Mais la dernière née entend cultiver la différence envers les trois autres stations, plutôt que jouer la concurrence. Elle affiche sciemment ses orientations « humanistes et chrétiennes », saluées par le pape en dirigeant du Vatican sa litanie de son appétition.

Programme

« ultra-national »

Elles se reflètent aussi dans son logo – un « 4 » inscrit dans une croix de Malte, comme celle qui figurait sur les voiles des Caravelles, ces vaisseaux partant à la découverte du Nouveau Monde au quinzième siècle – mais également dans la bénédictin de ses installations, avant le début des programmes, ou encore dans les crucifix accrochés au mur de la rédaction dirigée par un prêtre, le Père Antonio Rego. Toutefois, ses dirigeants ont tenu à lever l'ambiguïté : même si TVI est financée majoritairement par l'Eglise, elle n'est pas une station catholique mais une télévision « d'inspiration chrétienne ». En témoignent d'ailleurs la grille des programmes, qui refuse le sexe et la violence gratuite, et les émissions où les films qui doivent pouvoir être regardés par toute la famille.

AUCIE IJCEE

Selon une étude du Conseil supérieur de l'audiovisuel et du Centre national du cinéma

La télévision privilégie les rediffusions au détriment des films récents

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et le Centre national du cinéma (CNC) ont présenté, jeudi 8 avril, les résultats d'une étude statistique menée en commun par ces deux organismes pour évaluer l'évolution des relations entre le cinéma et la télévision. Ce document fait d'abord l'historique des réglementations qui régissent les obligations des diverses chaînes tant en matière de production que de diffusion des films. Une série de tableaux commentés met ensuite en lumière la politique de programmation des chaînes en 1990-1991, les horaires de diffusion, la répartition par genres, par nationalité des films, les cinéastes les plus demandés. Une troisième partie souligne les évolutions depuis 1980, avant d'étudier la contribution financière des télévisions à la production cinématographique.

Ce rapport traduit ainsi l'uniformisation croissante des films proposés par les chaînes généralistes. Ils sont de plus en plus diffusés en prime time (avec disparition totale, à cet horizon, des films de repêchage et des œuvres art et essai) ; ils sont désormais à 80 % originaires de France ou des États-Unis, et il s'agit de plus en plus de rediffusions. Après une forte augmentation en 1987, suite à l'apparition des chaînes privées, le nombre total de titres tend à se stabiliser un peu au-dessus de 900. Il échoit à Canal Plus, et depuis peu à ARTE et aux chaînes câblées spécialisées, d'assurer une certaine diversité dans la nature des produits diffusés.

La part du financement de la production cinématographique par les chaînes en clair a doublé en sept ans, mais les coûts de production des films aussi. La proportion reste donc constante (environ 10 %), de même que le nombre de titres qui en bénéficient : 70 le dimanche, mais, outre que la participation des chaînes à une production est devenue une condition essentielle pour obtenir d'autres capitaux (notamment de la part des sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel ou SOFICA), les droits de diffusion représentent une proportion de plus

La station affiche surtout son credo : s'adresser aux Portugais et traiter des problèmes du « pays réel ». D'où une part prépondérante accordée dans les journaux télévisés aux sujets nationaux. « 80 % des nouvelles doivent être nationales », affirme Pedro Pedrosa, rédacteur en chef du week-end. Les journaux télévisés font donc la part belle aux sujets de société (pauvreté, mal-logés, difficultés des petits agriculteurs, etc.) et TVI ne semble pas reculer devant des sujets plus délicats, comme en témoigne un reportage sur la prostitution de jeunes garçons à Lisbonne. Mais il aura quand même fallu attendre une semaine pour que la « quatuor » évoque le déroulement du procès, à Madrid, du Père Frederico Cugna, un prêtre d'origine brésilienne accusé d'homosexualité et du meurtre d'un adolescent de quinze ans qui aurait repoussé ses avances.

Dans la grille des programmes, le Portugal profond est à l'honneur, que ce soit à travers des émissions consacrées au Fado, à la cuisine portugaise, ou encore aux conseils de santé aux personnes âgées données par des animateurs dont la moyenne d'âge dépasse la soixantaine. Contrairement aux trois autres chaînes, pas de « telenovelas » (feuilletons) brésiliennes, mais un feuilleton conçu, réalisé et interprété par des Portugais. Seule exception « étrangère » à cette programmation ultra-nationale, une série vénézuélienne doublée... en brésilien.

En matière d'audience, la « quatuor » a débuté modestement en réalisant son meilleur score le lendemain du jour de son lancement, le dimanche 21 février, avec un taux de 4,7 % contre 71 % à Canal UM, 25 % à la SIC et 26,4 % à Antena 2. TVI veut atteindre 15 % d'ici les trois prochains mois. Un mois et demi après, son bilan est modeste : puisque son audience est de 7 %. Il lui faudra donc doubler ce taux pour réussir son pari, à l'instar de la radio catholique Radio Renascença. Si Dieu le veut.

AUCIE IJCEE

Selon une étude du Conseil supérieur de l'audiovisuel et du Centre national du cinéma

La télévision privilégie les rediffusions au détriment des films récents

en plus cruciale des recettes du cinéma. A cet égard, le penchant prononcé des chaînes pour les rediffusions est inquiétant, traduisant un apport moindre, et de plus en plus circonscrit, au cinéma vivant.

J.-M. F.

Le Cinéma à la télévision. Coédition du CSA et du CNC. 280 p., 150 F.

Le tribunal de Versailles sanctionne TF 1

Les producteurs de « Mea Culpa » condamnés pour injures

Le PDG de TF1, Patrick Le Lay, et les producteurs de l'émission « Mea Culpa », Pascale Brounot et Bernard Bouthier, ont été condamnés mardi 6 avril à des amendes (50 000 F chacun) et à verser des dommages-intérêts (20 000 F solidairement) à une enseignante de la cité du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines), pour avoir diffusé des propos injurieux tenus à son égard par un élève. La cinquième chambre du tribunal de grande instance de Versailles a aussi ordonné l'effacement du nom de l'enseignante de la bande sonore de l'émission, diffusée le 17 septembre.

Les propos incriminés visaient le principal adjoint du collège Pasteur, situé en lisière du Val-Fourré, et faisaient partie d'un reportage tourné pour les besoins d'un débat de « Mea Culpa » consacré au dialogue « quasi impossible » entre enseignants et élèves des établissements du quartier. Les magistrats soulignent que TF1 n'a « tenu aucun compte » d'une demande de l'Académie de Versailles qui réclamait, avant la diffusion de l'émission, que fussent masqués par un bip sonore les noms des personnes injuriées.

Dans son message pascal

Jean-Paul II a appelé les « responsables des nations » à mettre fin à la guerre en Bosnie

La fête de Pâques a été célébrée, dimanche 11 avril, par tout le monde chrétien (hormis les orthodoxes en raison du décalage de calendrier). Au Vatican, les événements de l'ex-Yugoslavie, notamment les sanglants affrontements en Bosnie, ont été au centre de la veillée pascale présidée dans la basilique Saint-Pierre par le pape dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11.

Au cours de cette cérémonie, Jean-Paul II a baptisé deux jeunes Bosniaques originaires de

Banja Luka. Il a allumé le cierge pascal « en signe de solidarité renouvelée avec les populations des Balkans durement éprouvées par la violence ».

Le lendemain matin, devant la place Saint-Pierre remplie de plusieurs dizaines de milliers de pèlerins, le pape a envoyé son message au monde entier, retransmis par la télévision dans soixante pays. C'est un appel pressant à la paix en Bosnie-Herzégovine adressé aux responsables politiques.

C'est « le cœur déchiré », que Jean-Paul II a lancé un appel pressant aux « responsables des nations » pour qu'ils mettent un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine et à ses « insupportables cruautés ». « Que le message de Pâques », a-t-il affirmé, « résonne puissamment, sur la violence, l'angoisse et la désespérance qui assaillent encore des personnes et des familles, des peuples et des nations ! »

« Je pense particulièrement, dit Jean-Paul II, à ces pays d'Afrique, qui se sentent lésés dans leurs droits de paix, comme l'Angola, le Rwanda et la Somalie, ou à ceux qui, à travers de multiples difficultés, cheminent vers la démocratie et la concorde, comme le Togo et le Zaïre. » « Et comment se taire aujourd'hui, jour de paix, à l'heure où, devant les luttes fratricides qui ensanglantent la région du Caucase, devant ce drame atroce qui se perpétue impitoyablement en Bosnie-Herzégovine ? Qui pourra dire : je ne le savais pas ? Personne ne peut se dire étranger à ces événements tragiques, qui humilient l'Europe et portent préjudice à la paix future. »

« On viole la dignité de l'homme »

« Responsables des nations, hommes de bonne volonté, pour qui le pape, je m'adresse encore une fois à chacun de vous : arrêtez la guerre ! Mettez fin, je vous en supplie, aux insupportables cruautés par lesquelles on viole la dignité de l'homme et on offense Dieu. »

Jean-Paul II a invité les chrétiens du monde entier à agir avec courage et dévouement « là où il y a la pauvreté, la faim et l'injustice, là où on attend à la vie, de

sa naissance à son terme naturel, là où elle est dépréciée et méprisée ». Pour lui, les chrétiens sont appelés à se consacrer « à la tâche rude et urgente de rénover la société, en travaillant avec confiance et dans la concorde, pour donner au chemin de l'histoire la marque lumineuse de l'Évangile ».

Le pape a adressé ensuite ses

vœux de joyeuse Pâques en cinquante-cinq langues, du chinois à l'hébreu, du croate au serbe. En italien, il a souhaité que « les nuages menaçants sur le ciel de la péninsule puissent être au plus tôt éloignés grâce à l'engagement et la concorde de son peuple ».

Selon la Commission nationale de l'informatique et des libertés

Le contrôle des assurés sociaux étrangers par les renseignements généraux n'est pas légal

Le projet des policiers des renseignements généraux visant à contrôler la situation des étrangers dans les fichiers des caisses d'assurance-maladie de la région parisienne (le Monde des 31 mars et 1^{er} avril) n'est pas conforme aux dispositions de la loi de 1978 qui confie la communication des informations à des tiers non autorisés.

Cette appréciation est valable s'il s'agit de procéder à un balayage général de ces fichiers, comme les renseignements généraux en avaient le projet dans le cadre d'une simple enquête pré-

minaire. En revanche, les officiers de police judiciaire agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction pourraient avoir accès au fichier « à la condition que la communication soit sollicitée de manière ponctuelle et motivée et que les informations transmises ne portent que sur des personnes précisément désignées ».

Recherche d'infractions

M. Fauvet, directeur adjoint de la région de la police judiciaire, a déclaré que « la recherche d'infractions ne peut être opérée, en l'absence de tout indice apparent d'infraction, que sous la forme d'une enquête préliminaire ». Or, le code de procédure pénale soumet les saisies de pièces à conviction à l'assentiment de la personne chez laquelle l'opération a lieu, et l'occurrence des infractions des caisses primaires de la région parisienne. « Tout responsable de traitement », écrit M. Fauvet, engagerait ses

responsabilités civile et pénale s'il consentait à la communication de renseignements issus du fichier des personnes sur lesquelles des données nominatives ont été recueillies, ou, à plus forte raison, s'il acceptait une consultation générale de celui-ci ».

Le président de la CNIL précise que l'opération projetée par les RG conduirait en outre à demander au maître du fichier une utilisation non prévue initialement, et donc illicite. « Copier une information sur tel ou tel critère, qui ne peut être que la liste d'assurés revendrait à conférer au traitement une finalité n'entrant pas dans le cadre de son utilisation déclarée, à savoir l'automatisation de la liquidation des prestations », précise M. Fauvet, dont l'application doit être communiquée, le 13 avril, aux administrateurs de la CNAM.

Ph. Ba. et É. la.

Le sauvetage du fabricant de voitures miniatures

Les tortues Ninja au secours de Majorette

LYON

de notre bureau régional

Le tribunal de commerce de Lyon a choisi, vendredi 8 avril, l'offre de reprise présentée par l'entreprise parisienne Idéal loisirs, de Bernard Farkas, pour sauver le fabricant lyonnais de voitures miniatures Majorette. En pertes, endettée à hauteur de 600 millions de francs (l'équivalent de son chiffre d'affaires annuel), la société fondée par Emile Véron avait été placée en redressement judiciaire à la fin de 1992 (le Monde du 27 novembre 1992). L'offre de reprise de M. Farkas comprend le maintien de 493 contrats de travail en France, sur un total de 700 pour la société-mère et ses filiales (Solidin, Majorette distribution, Majorette public).

A ce titre, elle est jugée décevante par le personnel de la

filiale Majorette production, qui s'était prononcé majoritairement, jeudi 8 avril, en faveur du projet de reprise émanant du groupe Thirion prévoyant une centaine de suppressions d'emplois en moins. Selon M. Bruno Sapin, administrateur judiciaire, Idéal loisirs a offert de meilleures garanties pour le règlement, sur trois ans, des actifs estimés à 83 millions de francs (hors immobilisations). Un apport de 20 millions d'euros sera versé à la fin de l'année 1993. L'offre comprend la reprise d'intérêts dans des unités de production au Portugal, au Brésil et en Thaïlande, où sera développée la fabrication de petits modèles. La filiale de Lyon avait également reçu des propositions de France Cartes et de Lubeck Investissements.

La société Idéal loisirs est éditeur et négociant de jouets. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de

760 millions de francs, en 1992, avec 270 salariés, mais sans usines. M. Farkas compte dans son actionnariat une participation de l'industriel catalan Playmates, créateur des célèbres tortues Ninja, dont Idéal loisirs exploite le renommé en France. Avec le rachat de Majorette, le numéro deux français du jouet, Idéal loisirs renforce son leadership sur la profession dans notre pays.

Depuis quelques semaines, l'opinion lyonnaise était fort inquiète de voir disparaître complètement Majorette, qui contribue à ranimer le marché financier. En 1977, on s'était directement à la cote officielle. Voilà six mois, on indiquait que la société de M. Véron ne comptait bientôt plus qu'une centaine de salariés en France, pour les fonctions administratives et commerciales.

GÉRARD BUÉTAS

Seule région à être dirigée par le PS

Difficile cohabitation en Limousin

LIMOGES

de notre correspondant

Comme la seule région de France à être « gouvernée » à gauche, le Limousin, va-t-elle vivre la nouvelle donne nationale et organiser ses rapports avec le gouvernement ? La question a été posée, vendredi 9 avril, après que Raymond Aubert, ancien chargé de mission auprès du maire de Paris et « tombé » de François Hollande en Corréze, ait souligné le contraste entre un conseil régional dominé par le PS et une représentation parlementaire devenue massivement RPR, avec huit députés sur onze.

Le nouveau député de la Corréze a formulé trois exigences : « Que nous soyons pleinement et constamment informés de l'état des réflexions de l'exécutif, que vous [la

majorité de gauche] preniez en compte nos suggestions ; que nous soyons associés à toutes vos négociations avec l'Etat ». Face à quoi, a-t-il ajouté, « le dialogue sera approfondi avec le gouvernement sans vous et en dehors de vous ».

Le président du conseil régional, Robert Savy, a aussitôt relevé le gant : « Il n'y a dans nos travaux aucun mystère, a-t-il affirmé, l'opposition a déjà depuis longtemps accès à tous les dossiers et à tous les travaux ». Il a rappelé que « la majorité régionale était élue et légitime jusqu'en 1993 » et que la volonté affichée de la droite de « passer par-dessus la tête d'une institution » lui semblait « préjudiciable ». « Je sais bien que c'est difficile, a-t-il conclu, mais admettez qu'il puisse exister des pouvoirs que vous ne contrôlez pas ».

GEORGES CHATAIN

EN BREF

■ M. Clément promet une « décision rapide » sur la réforme du mode de scrutin pour les élections européennes. Le ministre des relations avec l'Assemblée nationale, Pascal Clément, a affirmé, dimanche 11 avril sur Radio Shack, que « pour les prochaines élections européennes [en 1994], le gouvernement n'exclut pas un changement du mode de scrutin, qui régionaliserait l'élection ». « Cette décision sera prise très rapidement », a-t-il précisé.

■ M. Emmanuel invite le PS à « attaquer franchement sur le plan social ». Henri Emmanuel, ancien président de l'Assemblée nationale, a estimé dimanche 11 avril au Forum RMC/Express que le PS pourrait « reprendre dix points dans l'électorat à condition d'attaquer franchement sur le plan social (...) et de faire comprendre aux Français que le chômage n'est pas une fatalité incontournable, mais que pour le combattre il faut payer un prix », qui est « le prix d'une action publique ».

■ Jean-Louis Borloo souhaite au simple « groupe technique » pour les députés non inscrits. Régissant dans un communiqué - publié samedi 10 avril, à l'initiative de Jean Royer, député d'Indre-et-Loire, et de Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne - visant à constituer un « groupe des indépendants » à l'Assemblée nationale (le Monde daté 11-12 avril), Jean-Louis Borloo, député du Nord, maire de Valenciennes, a déclaré qu'il n'entendait pas participer à la « première manifestation politique d'un ancien ministre en mal de promotions ». Le député du Nord souhaite la constitution d'un simple « groupe technique », afin que les non-inscrits disposent, comme les autres députés, des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

■ Ouverture d'une information judiciaire après la déchéance de nationalité d'Arachon. Le procureur de la République de Bordeaux a ouvert, samedi 10 avril, une information judiciaire contre X pour recherche de causes de la mort à la suite du décès, mercredi 7 avril, d'un homme placé en suite de dégrèvement au commissariat

d'Arachon (le Monde du 9 avril). Confiée au juge d'instruction bordelais Denis Couhé, cette information devra notamment établir comment « a été provoquée l'émigration interne ayant entraîné le décès de Pascal Taïs. De source médicale, il est précisé que la fissuration de la rate, à laquelle cet homme de trente-deux ans a succombé, entraîne une hémorragie progressive qui ne serait fatale qu'au bout de vingt-quatre à quarante-huit heures. Pascal Taïs avait été victime d'un accident de la route, la veille de son interpellation par des policiers qui l'avaient conduit au commissariat ».

■ Deux personnes en garde à vue après les blessures par balles d'un lycéen de Seine-Saint-Denis. Soupçonnés d'interventions dans un guet-apens interrompu jeudi 8 avril devant le lycée d'enseignement professionnel Jean-Moulin du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), au cours duquel un lycéen de dix-huit ans avait été sérieusement blessé par balles, deux jeunes gens âgés de dix-huit et vingt ans ont été placés en garde à vue, samedi 10 avril, à la police judiciaire de Bobigny. Le lycéen, Djamel Shouair, avait été pris à partie, pour des raisons qui ne sont pas encore clairement établies, par des agresseurs qui avaient ouvert le feu avec un pistolet mitrailleur 9 mm et une arme de calibre 7,65 mm.

■ INDE : sanglant week-end au Cachemire. - Srinagar, la capitale du Cachemire, a été ravagée par les affrontements et les incendies au cours du week-end. Samedi 10 avril, lors d'une manifestation demandant le départ des troupes indiennes, des centaines d'habitants et de boutiques ont été incendiés. Les forces de l'ordre affirment qu'un de leurs quartiers généraux a été mis à sac par des insurgés et que le feu s'est étendu alentour. Selon d'autres sources, les militaires seraient responsables du sinistre. Les autorités locales ont ouvert une enquête. Dimanche, une manifestation de protestation a eu lieu dans la ville. Les affrontements du week-end ont fait au moins une quarantaine de morts, portant à une centaine le nombre de victimes des deux bords en une semaine. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec André Chouraqui, 2

ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yugoslavie... 3 et 4
Italie : Claudio Martelli est l'objet d'une nouvelle enquête judiciaire 3
Égypte : un général de la police a été assassiné près d'Assouf... 5
Israël prolonge l'isolement des territoires occupés... 5
Afrique du Sud : manifestations de colère après l'assassinat de Chris Hani... 6

POLITIQUE

Bernard Stasi victime de la crise du vignoble... 7
Après l'annonce de nouvelles élections municipales, le maire de Saint-Tropez dénonce un « coup de force » du préfet... 7

SOCIÉTÉ

Les familles des victimes des « bavures » policières lancent des appels au calme... 8
Le nombre des catholiques en hausse : « Le baptême de vingt à quatre-vingt-huit ans... 9

SPORTS

Cyclisme : Gilbert Duclos-Lassalle, l'homme de Paris-Roubaix... 10
Golf : l'Allemand Bernhard Langer remporte le Masters d'Augusta 10

CULTURE

Le peintre Ingres montre ses travaux récents à Paris... 11
Le bilan de Barthes bleus... 11

ÉCONOMIE

La succès mitigé de la vente des HLM à leurs occupants... 12
Le président américain crée une commission pour remédier aux difficultés des entreprises étrangères... 13

COMMUNICATION

Au Portugal : TVI, la chaîne religieuse fondée sur le refus du sexe et de la violence gratuite... 13

L'ÉCONOMIE

■ Vente par correspondance : du bonheur des catalogues et lutte contre la corruption : les médecins, les « labos » et la morale et l'engagement : l'achat et les taxes et l'impôt, le chic britannique et l'inflation, effondré et justice... 17 à 24

Services

Abonnements... 8
Loto, Loto sportif... 8
Marchés financiers... 13
Météorologie... 15
Mots croisés... 9
Radio-télévision... 15
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » daté 11-12 avril 1993 a été tiré à 497 790 exemplaires.

Au « Journal officiel »

Les nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur

Le Journal officiel du dimanche 11 avril publie, selon la tradition du jour de Pâques, la liste des promotions et nominations dans l'Ordre de la Légion d'honneur. On relève parmi les nouveaux commandeurs l'écrivain René Etiemble, le sculpteur Etienne Hajdu, l'architecte Roger Taillibert ou le banquier Jean Saint-Geours. Dans la liste des officiers, on relève les noms de Gérard d'Aboville, César, Bernard Buffet, Jacques Lassalle, directeur du Monde et Michel Serres.

Sont promus commandeurs : Louis Pottier, avocat au barreau de Paris; René Etiemble, écrivain; Etienne Hajdu, sculpteur; Henri Dostzville, ancien premier avocat général à la Cour de cassation; Jean-Marie Coussiron, préfet, directeur de l'ENA; Jean Saint-Geours, président de la Commission des opérations de Bourse; Marcel Haguel, président de la Chambre des métiers de Paris; Roger Taillibert, architecte du Parc des Princes à Paris et du stade olympique de Montréal; Pierre Fournier, industriel de la pharmacie et président honoraire du Conseil national de l'ordre des pharmaciens; Bernard Pulman, directeur du laboratoire de chimie théorique de l'université Pierre-et-Marie-Curie, membre de l'Institut.

Sont promus officiers : Marcel Haedrich, journaliste-fort-vallée; Jean Gérois, inspecteur général des services judiciaires; Gérard d'Aboville, navigateur; Michel Drancourt, économiste; Jacques Lescaume, directeur du Monde; César, sculpteur; Dominique Bozo, directeur du Centre Georges-Pompidou; Bernard Buffet, peintre; Germaine Montera, comédienne; Zizi

Jeannaire, danseuse et comédienne; Claude Santelli, producteur et réalisateur d'émissions télévisées; Pierre Vozniak, directeur général de l'Orchestre de Paris; Pierre Tatu, avocat général à la Cour de cassation; Hélène Blanc, préfet de Haut-Rhin; Mahdi Hacene, préfet de la région Lorraine; Edouard Lacroix, préfet de la région Bretagne; Joseph Le Bruchec, ancien sous-directeur de la police nationale; Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur général des Finances, président de la banque Worms; François Doumenge, directeur du musée océanographique de Monaco; Michel Serres, écrivain, membre de l'Académie Française.

Sont nommés chevaliers : Nicolas Héran, champion olympique de voile; Thierry Key, champion olympique de judo; Jean-Marie Schleret, ancien président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public; Eddy Marigny, vice-président de la SACEM; Charles Bédry, journaliste à Canal; Jean-Claude Briveille, auteur dramatique; Dalbray Muse, écrivain et comédienne; Suzanne Prou, romancière; Roland Dubillard, auteur dramatique et comédien; Paul Giansanti, directeur de l'hebdomadaire Télé 7 Jours; Simone Valère, artiste dramatique; Danièle Heymann, journaliste au Monde; Daniel Ivernel, artiste dramatique; Michel del Castillo, écrivain; Jacqueline Grapin, journaliste et écrivain; Jean-Claude Karsenty, directeur de l'administration pénitentiaire; Patrick Aebischer, cofondateur de Médecins du Monde; Bernard Barraud, président de l'Association française contre les myopathies; Charles-Emile Loo, conseiller régional, maire du 5^e secteur de Marseille.

■ Nous publifions demain (le Monde daté 14 avril) la liste complète des promotions et nominations.

Demain dans « le Monde » Sciences et médecine : la cathédrale inachevée

La construction de la cathédrale de Beauvais, commencée au XII^e siècle, n'a jamais été terminée. L'édifice, gigantesque, est fragile et instable. Jacques Toubon, le nouveau ministre de la culture, a annoncé des travaux d'urgence.

هكذا من الأصل

Le Monde

Logement : l'achat et les taxes



Acquérir son logement ? Ceux qui s'y risquent aujourd'hui paient - par rapport à leurs prédécesseurs des années 70 - plus cher, plus longtemps, pour une surface plus petite. Démonstration chiffrée.

page 18

Dunhill, le chic britannique



Cent ans après sa création, le multi-nationale du luxe (parfum, maroquinerie, mode...) basée à Londres n'a plus rien à voir avec les cigarettes du même nom. Mais ses profits et son trésor de guerre ont de quoi faire rêver.

page 22

Inflation, efficacité et justice



Le « déinflation compétitive » reste toujours à l'ordre du jour. Pourtant, la stabilité des prix entrave la mobilité sociale et l'initiative, aggravant les privilèges et les rentes de situation, écrit Mère-Antoine Klein-peter.

page 23

MODE D'EMPLOI

Humour, par José Doyère ; Foile soigné. La cote des mots : Process. Bloc-notes. Lois et règlements.

PERSPECTIVES

La chute de la maison Riveri. Piscines pour la Chine.

OPINIONS

Livres : Faut-il élargir la Communauté ? Notes de lecture.

CONJONCTURE

Indicateur, l'emploi : L'inconnue américaine. Région : L'Asie du Nord : Turbulences en vue. Pays, le Japon : Vers une reprise ? Secteur, les sports d'hiver : Montagnes russes.

L'ÉCONOMIE

À-CÔTÉS

Romanciers du business

Le « roman d'affaires » est un genre très prisé au Japon.

Les faits sont déguisés, mais les informations sont exactes.

TOKYO

de notre correspondant

SUR l'état des best sellers de la plus grande librairie de Tokyo, Yoku Book Center, fréquentée quotidiennement par vingt à vingt-cinq mille personnes, ils trônent en bonne place : *Courant trouble*, de Ryo Takasugi, raconte l'histoire du rédacteur en chef d'une revue économique se livrant au chantage ; *A la manière des voyous*, de Masan Ushida, est en revanche le récit quasi autobiographique, mais écrit sur le mode de la fiction, de la faillite de l'entreprise que dirigeait l'auteur.

Ces titres appartiennent à un genre littéraire particulier : les « romans économiques » (*keizai shosetsu*) connus aussi comme « romans de l'entreprise » (*shisetsu shosetsu*). On tout bonnement en appelle à *business novels*.

Is finit partie de ces pléthoriques productions (fictionnelles, documentaires, bandes dessinées et même, aujourd'hui, une comédie musicale qui fait courir Tokyo) ayant pour thème l'entreprise et la vie des affaires.

L'une des caractéristiques du Japon est l'intense circulation de l'information qui n'est sans doute pas le moindre des éléments ayant concouru au succès économique de l'archipel. Opaque vue de l'extérieur, cette société est en réalité intensément irriguée par des réseaux capillaires de communication : aux mailages des publications spécialisées s'ajoute le genre prolifique de la littérature dite d'information (*joho shosetsu*).

Philippe Pons

Lire la suite page 22

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Au bonheur des catalogues



Afficher une hausse de chiffre d'affaires de 5,75 % en 1992, alors que tous les indicateurs de consommation sont en berne, c'est la performance réalisée par le secteur de la vente par correspondance. Cette forme de commerce semble parfaitement adaptée aux temps de crise : elle va chercher le client chez lui, lui donne la possibilité de comparer les prix et limite les achats d'impulsion. Mais pas de succès sans innovation, comme le prouve a contrario la fin du catalogue Sears, aux Etats-Unis.

Lire page 20 les articles de Serge Méti et de Françoise Vayssé.

NICOLAS GUILBERT

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les médecins, les « labos » et la morale

Une loi du 27 janvier 1993 punit sévèrement les formes déguisées de pots-de-vin que peuvent être les cadeaux, invitations et congrès exotiques offerts par les laboratoires aux médecins. Au nom du respect de la concurrence et de la déontologie

DEPUIS deux mois, certaines firmes pharmaceutiques, et non des moindres, n'invitent plus les médecins à déjeuner ni à dîner pour leur présenter leurs dernières molécules. Plusieurs congrès, où devaient se rendre des praticiens à l'invitation d'un laboratoire, ont été fort peu fréquentés. D'autres ont été annulés. Quant aux cadeaux divers accordés dans le cadre d'études dont le caractère scientifique n'est pas toujours avéré, ils se sont pratiquement taris. Cette soudaine austerité n'est pas dictée par la situation économique. Elle est la conséquence de l'adoption, le 27 janvier, sous la précédente majorité, d'une loi réglementant strictement l'attribution, par l'industrie du médicament, d'avantages en nature ou sous forme de rétribution directe aux professions médicales et paramédicales.

Le but de cette loi était clair : devant le déficit croissant de l'assurance-maladie, empêcher les industriels d'inciter les médecins à prescrire inutilement plus de médicaments, ou des médicaments plus cher. Dans le monde de la santé, chacun admet que les

laboratoires et certains représentants du corps médical se sont réciproquement donné de mauvaises habitudes et qu'il n'est pas superflu de mettre un terme à des pratiques fort éloignées de l'éthique médicale.

En revanche, l'obligation faite par la loi aux médecins de rédiger systématiquement des conventions écrites avec les entreprises pharmaceutiques précisant « l'objet explicite et le but réel des activités de recherche ou d'évaluation scientifique » et de les soumettre à l'avis du conseil départemental de l'ordre des médecins a suscité une véritable levée de boucliers. Quant aux sanctions prévues (jusqu'à 500 000 francs d'amende, un emprisonnement de deux ans et une interdiction d'exercer pendant dix ans pour les médecins comme pour les professions paramédicales), elles déclenchent les critiques.

ABUS • Votée par l'ancienne majorité socialiste et inspirée par la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) du ministère de l'économie, cette loi met

en émoi les laboratoires, conscients que leur image de marque risque d'en souffrir. Quant aux représentants des disciples d'Hippocrate, ils refusent d'être « désignés à la vindicte populaire » et accusent les pouvoirs publics d'entraver la formation continue des médecins assurée par le biais des sociétés pharmaceutiques. Déterminés à obtenir du nouveau gouvernement une modification de ce dispositif, le conseil de l'ordre ainsi que le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) et les syndicats de médecins ont décidé de se concerter pour formuler des contre-propositions.

« Tout le monde se trouve en porte-à-faux », constate Sylvain Visconti, directeur général de la branche pharmaceutique de Rhône-Poulenc-Rhône. Nous sommes d'accord avec l'esprit de la loi mais ce texte est tellement répressif qu'il nous interdit pratiquement d'informer les médecins qui, aujourd'hui, sont complètement terrorisés. » « Toutes nos opérations ont été suspendues. Un peu pour marquer le coup, mais aussi parce qu'il est impossible de faire le

tri entre ce qui est régulier et ce qui ne l'est pas », renchérit Jean-François Sfarli, président de Sannif-Winthrop. « Involontairement, l'industrie pharmaceutique a probablement généré des abus. Mais la loi va trop loin. Il faut trouver, dans la concertation, des règles du jeu équilibrées et compatibles avec l'éthique. » Quels sont donc ces « abus » ? En soi, le fait d'accorder des cadeaux aux praticiens ou de financer leurs déplacements à des congrès ou à des séminaires peut se justifier dès lors que ces avantages n'entraînent pas des proportions excessives. Par contre, ils violent ouvertement les règles déontologiques lorsqu'ils aboutissent, directement ou non, à une contrepartie sous forme d'achat de prescriptions. Or il semble que, dans certains cas, les petits cadeaux qui entretiennent l'amitié aient dépassé les barrières de l'acceptable.

Jean-Michel Normand

Lire la suite page 21

LOGEMENT

Achat : le poids des taux

Par rapport à leurs parents, les acheteurs de logement d'aujourd'hui peuvent s'offrir des surfaces moins importantes et pour des mensualités qui restent lourdes plus longtemps. Démonstration par les chiffres

«**V**OUS venez d'acheter un appartement. Vous avez emprunté à des taux d'intérêt réels atteignant des niveaux jamais observés depuis la dernière guerre mondiale. Avec les prix de l'immobilier, même légèrement réduits, et une telle charge de crédit, votre appartement est minuscule... »

Dans son dernier livre au titre évocateur : *Génération sacrifiée* (1), l'économiste Christian Saint-Etienne croque avec humour la situation de nombreux Français qui se sont lancés dans l'achat de leur logement à la fin des années 80.

De fait, les conditions dans lesquelles les nouveaux accédants se sont endettés pour acheter leur toit est sans commune mesure avec celle de leurs parents... et l'image de la génération sacrifiée n'est pas exagérée.

Que s'est-il passé ? Dans les années 70, les candidats à l'achat empruntaient comme aujourd'hui à des taux à deux chiffres. Mais l'inflation élevée « gommait » leurs mensualités au fil des ans. En clair, ils remboursaient en monnaie de singe et s'enrichissaient en s'endettant. Aujourd'hui, la donne a radicalement changé avec la désinflation : les taux d'intérêts nominaux sont hauts, mais l'inflation est basse. Le coût de l'achat est donc renchéri.

DIFFICULTÉS • De nombreux observateurs ont décrit ce phénomène mais peu d'économistes l'ont réellement quantifié. Le travail le plus élaboré est celui qui a été fait par le Centre d'observation sur l'épargne et le crédit (CIEC), dépendant de la Compagnie bancaire. Le CIEC estime que le niveau des taux d'intérêts réels est l'une des causes principales de la crise actuelle du logement car elle « désolubilise » une partie de la clientèle, c'est-à-dire qu'elle la chasse de l'accession. Ces taux (2) sont passés de 0,75 % en moyenne pendant la décennie 70 à plus de 5 % sur la décennie 80 et à 6,5 % pour les deux premières années de 1990. Ce niveau durablement élevé s'est combiné avec une désinflation progressive des salaires, qui ne suivent plus l'inflation. D'où une « diminution du pouvoir d'achat par endettement dans le logement », explique le CIEC. Diminution d'autant plus forte que les prix de l'immobilier ont flambé dans les années 80. Entre 1970 et 1992, ce « pouvoir d'achat de

logement » a été divisé par 2,3 à Paris pour les cadres et par 2,1 pour les employés. En clair, le nombre de mètres carrés qu'un ménage « moyen » pouvait acquérir à Paris en 1990 était inférieur de 40 % à celui que ce même ménage aurait pu acheter en 1971. Pour des facilités statistiques, le Centre a retenu les prix

d'ici : dans le premier cas, le pourcentage d'érosion des mensualités sur quinze ans était de 37 %. En 1992, elle n'est plus que de 24 %.

Déjà, au début des années 80, les accédants à la propriété ont été plongés dans de profondes difficultés par les changements de taux. Ceux qui s'étaient engagés en 1981 avec des taux dépassant les 16 % ont été fort marris six ans plus tard lorsque l'inflation a commencé de décroître. Mais ce mouvement s'étant accompagné d'une baisse des taux d'intérêts (aux alentours de 10 %), ils ont pu rembourser leur prêt par anticipation, malgré les pénalités à acquitter, pour se réendetter immédiatement à meilleur taux. Aujourd'hui, les taux amorçant à peine une décote, ils n'ont pas (encore ?) intérêt à faire cette opération.

L'effet dissuasif des taux d'intérêts réels a été aggravé par le retournement du marché immobilier. Jusqu'en 1990-1991, les accédants se consolidaient de leurs mauvaises conditions d'emprunt en se disant que leur bien prenait de la valeur (10 % ou plus) chaque année. Brusquement, ils ont compris que ce n'était plus le cas... et ils se sont retirés du marché. Les investisseurs - ceux qui achètent pour louer - l'avaient fait avant eux et il y a fort à parier que ce mouvement est l'une des causes expliquant la réduction du parc locatif privé.

Enfin, les effets combinés des taux, des hausses de prix et de la désinflation, auxquels s'ajoutait le ralentissement des aides au logement, ont chassé de l'accession les catégories sociales les plus pauvres.

Michel Moullart, professeur à l'université de Nanterre, a estimé qu'un relèvement d'un point des taux des prêts conventionnés entraîne une baisse de la demande de 9 900 logements (neuf, ancien et travaux d'amélioration) et que le même mouvement des taux des prêts éligibles au marché hypothécaire induit un effet semblable (10 400). Mais il est beaucoup plus sensible dans le premier cas sur le marché du neuf (5 200) que dans le second (2 600).

Françoise Vaysse

(1) Plon.
(2) Définis comme le taux des obligations garanties diminue de l'inflation.



HUMEUR • par Josée Doyère

Folle soirée

SOIR de folie au Quartier latin, mercredi dernier, entre la rue des Ecoles et le boulevard Saint-Germain. Assistait-on aux premières manifestations d'un nouveau mai 68 ? A une manif d'écologistes déçus du résultat des élections et prête à prendre d'autres moyens pour faire entendre un langage « vert » ? Point du tout. Pas de banderoles, pas de porte-voix, pas de slogans, pas de prise de parole, mais une foule compacte, pressée, obstinée, débordant sur des trottoirs trop étroits. Mes copains Pierre et Sonia n'en sont pas revenus, ou plutôt en sont revenus époustouffés, fatigués, stupides.

Le Vieux Campeur, ce magasin très spécialisé dans une quinzaine de sports, qui a trusé plusieurs boutiques dans le quartier, autour de celle d'origine, avait organisé une « nuit » exceptionnelle, restant ouvert jusqu'à minuit pour fêter le début de ses nocturnes du mercredi qui permettront aux fans de la varappe, de la randonnée, du vélo tout terrain, du ski, de la plongée... de se procurer jusqu'à 22 heures les précieux accessoires de leur passion.

Pierre et Sonia avaient reçu - comme tous les fidèles clients du vieux scout barbu, le fleur (et non plus la pipe) aux dents - une invitation et un « pass » autocollant, sésame indispensable pour bénéficier des 15 % de réduction sur tous les articles, même en promotion, et un billet de tombola à déposer dans la boîte prévue à cet effet, pour gagner un vélo tout-terrain. Ils étaient partis du journal, bien décidés à profiter de l'ambiance. Pierre est un fervent de l'escalade et Sonia avait promis à son fils des chaussures de randonnée (les gosses maintenant en port, même pour aller à l'école...). Ils n'ont même pas pu

entrer dans les quinze caves d'Al-Baba, où d'ailleurs on n'avait guère le loisir de choisir quoi que ce soit. Les quinze boutiques totalisant 3 000 mètres carrés, à quatre personnes au mètre carré, on peut évaluer à douze mille environ ceux qui étaient dans les magasins. Avec ceux qui jouaient des coudes sur les trottoirs, ça fait bien quinze mille au bas mot qui se sont renouvelés toute la soirée. Le lendemain, les stocks devaient être au plus bas, au Vieux Campeur. Sonia a renoncé très vite. Pierre est revenu trois fois, n'a pas réussi à approcher de l'urne aux billets de tombola, a quantifié quarante minutes pour payer quelques « topos » d'escalade (ce sont des bouquins, pour ceux qui, comme moi, admirent de loin les parois rocheuses) avant de rentrer chez lui fourbu et éberlué.

Car, enfin, si l'on bien compris, le commerce va mal, sauf la vente par correspondance (et celle-ci ne représente que 10 % des ventes du Vieux Campeur). Et la saison de ski, climat trop doux aidant, n'est pas fameuse, fêtause. Certes, le Vieux Campeur avait fait très fort, distribuant sandwiches et rafraîchissements à ses fidèles. Mais cette sollicitude et la qualité des articles ne suffisent pas à expliquer cette ruée. Plus significatif sans doute est le rebals de 15 % pratiqué ce soir-là. Car nos concitoyens sont de plus en plus friands de soldes, et les ventes de fin décembre et de janvier témoignent de ce mouvement qui déplace les dates d'achat. Le grand commerce (grands magasins et hypermarchés) ferait bien d'en tenir compte.

L'exemple du Vieux Campeur est à méditer. Même s'il a soigneusement choisi pour sa fête le jour où Déclaration, le « grand » du secteur, ouvrait un magasin à Paris... ■

LA COTE DES MOTS

Process

On nous approuvera certainement de faire le procès de... *process*, un anglo-américanisme qu'il est de « bon ton » d'employer, semble-t-il, en particulier dans certains milieux médiatiques, à la place de *procédus*, de *déroulement*, de *carrière*... Les lecteurs ou les auditeurs devant probablement ressentir parfois quelque perplexité puisque *process* est également utilisé comme synonyme de *procédé* et de *méthode*.

Si l'on peut tolérer, voire accueillir plus franchement, certains anglicismes ou américanimes, *process* n'a aucune qualité plaçant en faveur de son intégration dans le bon usage français. Il n'est nullement indispensable, d'une part ; et, d'autre part, ce mot anglais a de multiples significations - qu'ignorent sans doute la plupart de ceux qui s'en gargarisent.

En effet, outre les acceptions déjà mentionnées, ce terme équivaut à des notions aussi diverses que : « réaction » (en chimie), « éminence, hauteur » (en géologie), « prééminence » (en botanique), « similitude » (en imprimerie), « action en justice, procès » (en droit), etc. Ajoutons un sens technique propre à l'industrie pétrolière : « étude théorique des procédés et des techniques de traitement du pétrole et de la pétrochimie », cela sans épouser l'énumération des significations...

On peut supposer, également, que les usagers de la langue française hésitent en grand nombre sur le sens à attribuer à des associations bâtarde comme *industrie de process* et *ingénieur process*, quand bien même n'ignoreraient-ils pas l'existence des *processeurs*, *microprocesseurs* et *multiprocesseurs*.

Il est à noter qu'un dérivé anglais de *process*, *processive*, a été repris en français sous la forme *processif/-ive* (adjectif), pour désigner, en économie politique, un progrès « qui augmente les moyens d'existence (des « classes laborieuses », des salariés) » et « améliore la vie économique ». Mais le sous-emploi flagrant de ce terme - quasiment « exotisme » - semble bien refléter un progrès... régressif.

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

AIDE AMÉRICAINE À LA RUSSIE. À l'issue du sommet entre Bill Clinton et Boris Eltsine à Vancouver, le 4 avril, les États-Unis ont annoncé un programme d'aide de 8,8 milliards de francs à la Russie (le Monde daté 4-5, 6 avril).

94 % DES PATRONS FAVORABLES À EDOUARD BALLADUR. Un sondage de l'IFOP publié le 5 avril par la Tribune Desfossés révèle que que les chefs d'entreprise sont satisfaits de la nomination d'Edouard Balladur à 94 % et que 74 % du patronat est optimiste sur l'amélioration de la conjoncture (le Monde du 6 avril).

RÉCESSION EN FRANCE ET DANS LA CEE EN 1993. L'organisme de conjoncture Rexco, proche du patronat, prévoit une baisse de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) de la France en 1993 et de 0,3 % dans l'ensemble de la CEE (le Monde du 7 et 9 avril).

PECHINEY CANDIDAT À LA PRIVATISATION. Jean Gandois, président de Pechiney, présentant, le 6 avril, les résultats du groupe - un bénéfice consolidé en baisse de 75 % - a estimé la privatisation indispensable pour asseoir le développement (le Monde du 8 avril).

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE D'EDOUARD BALLADUR. Les députés ont approuvé le 8 avril par 457 voix contre 81 et 2 abstentions le programme gouvernemental inscrit dans une durée de cinq ans. Parmi les propositions figurent : l'autonomie de la Banque de France ; un collectif budgétaire comportant des économies d'au moins 20 milliards de francs ; un plan d'urgence pour le marché immobilier et la construction ; un allègement des charges sur les bas salaires ; une loi d'orientation quinquennale pour maîtriser les déficits publics ; la privatisation d'entreprises du secteur concurrentiel ; la réforme de la Caisse des dépôts et consignations ; une augmentation de la fiscalité indirecte visant à rétablir l'équilibre des régimes sociaux, et le remboursement avancé de la TVA aux entreprises. M. Balladur a réaffirmé l'objectif national du maintien de la parité franco-deutsch (le Monde du 9 et du 10 avril).

LUNDI 12 AVRIL. Mexico. Deuxième série d'entretiens entre Américains, Mexicains et Canadiens afin de mettre au point des accords annexes au traité de libre-échange nord-américain (ALENA), garantissant la protection de l'environnement et le droit des salariés.

MARDI 13 AVRIL. Bruxelles. Réunion de la commission monétaire de la CEE pour discuter des dernières révisions à apporter au système européen des taux de change.

TOKYO. Présentation du nouveau plan de relance de l'économie. Copenhague. Conférence de la CEE sur les moyens de développer les réformes politiques et économiques en Europe de l'Est (jusqu'au 14 avril).

MERCREDI 14 AVRIL. Paris. Assemblée plénière du Conseil économique et social. « L'image de la France à l'étranger et ses conséquences économiques », rapport et projet d'avis présentés par la section des relations extérieures.

TOKYO. Réunion ministérielle (finances et affaires étrangères) du G7 (Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde), plus la Russie (jusqu'au 15 avril).

ISTANBUL. Premier congrès international consacré à l'éducation en matière de population et de développement (jusqu'au 17 avril).

JEUDI 15 AVRIL. Washington. Visite du premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa (jusqu'au 18 avril). Rencontre avec Bill Clinton, le 16.

FRANCE. Dernier jour pour le paiement du deuxième tiers provisionnel. **LUNDI 19 AVRIL.** Luxembourg. Réunion des ministres des finances des pays de la CEE et de l'AELE (Association européenne de libre-échange) sur la croissance et l'emploi en Europe.

WASHINGTON. Visite de Sir Leon Brittan, commissaire européen, afin d'élaborer un compromis entre la Communauté européenne et les États-Unis sur l'accès réciproque aux marchés publics (jusqu'au 20 avril).

LUXEMBOURG. Conseil « éco-finances » de la CEE. Strasbourg. Session plénière du Parlement européen (jusqu'au 23 avril).

LOIS ET RÈGLEMENTS

ANPE

Le budget de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour 1993 s'élève à 6,7 milliards de francs. Arrêté du 3 mars. Journal officiel du 20/3/93, p. 4370.

Les Comités d'hygiène et de sécurité

Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ont pour mission de contribuer à la protection de la santé, de la sécurité des salariés et à l'amélioration des conditions de travail. Un décret prévoit de nouvelles dispositions concernant la formation de leurs membres. Lorsque ces derniers ont exercé leur mandat pendant quatre années consécutives, de nouveaux stages vont leur permettre d'actualiser leurs connaissances et de tenir compte des changements technologiques. Ce texte a aussi trait aux conditions d'agrément des experts auxquels les CHSCT peuvent faire appel. Ces experts sont spécialisés dans les domaines de la santé, de la sécurité du travail et de l'orga-

nisation du travail et doivent être agréés par arrêté des ministres du travail et de l'Agriculture après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels et de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture. Décret n° 93-449 du 23 mars 1993. Journal officiel du 25/3/93, pp. 4677 et 4678.

Travaux dangereux

Un arrêté énonce une vingtaine de travaux dangereux pour lesquels un plan de prévention doit être établi par écrit. Parmi ceux-ci figurent les travaux du bâtiment exposant le personnel à des risques de chutes, les travaux de démolition, les travaux de maintenance à très haute ou très basse température, les installations ou les réparations d'ascenseurs, de monte-charge et d'escaliers mécaniques et de toutes les tâches qui exposent le personnel à des rayonnements ionisants ou à des substances et préparations explosives, inflammables ou toxiques et cancérogènes. Arrêté du 19/3/1993. Journal officiel du 27/3/93, pp. 4977 et 4978.

Le Monde ÉDITIONS

LE DROIT

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels
Collection "Vos Futures" dirigée par Frédéric Gausson

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الأصل

PERSPECTIVES

CONFECTION

La chute de la maison Rivetti

GFT était de ces grandes entreprises familiales qui font la fortune de l'Italie. Le prêt-à-porter sorti de ses usines portait les griffes d'Ungaro ou d'Armani... La crise et des erreurs de gestion ont eu raison de son indépendance

L'IMPENSABLE est arrivé. Aux commandes depuis plus d'un siècle du Gruppo Finanziaria Tessile (GFT), la famille Rivetti est contrainte de passer la main. Et d'abandonner le contrôle de la société de confection qu'elle avait hissée, à la fin des années 80, au deuxième rang européen de l'industrie de l'habillement. Une société partenaire des plus grands créateurs de mode, réalisant un prêt-à-porter de luxe griffé Ungaro, Valentino, Dior, Armani ou encore Montana. Une société, à cette époque au faite de sa puissance, dont les chiffres claquaient comme autant de coups de marteau sur le chiffre d'affaires, quinze millions de pièces de vêtements produites, dix mille salariés.

Né du négoce des lainages, le modeste atelier fondé en 1872 dans la campagne piémontaise par Giuseppe Antonio Giovanni Rivetti s'enrichit dans la confection d'uniformes et de bleus de travail. En 1930, il se hisse au rang de

véritable fabrique en fusionnant avec une maison de Turin. Mais c'est dans les années 50 qu'il prend son véritable essor, lorsque la famille lance une enquête anthropométrique auprès de vingt-cinq mille personnes - pour définir les

"Le groupe n'a pas su se créer une compétitivité propre, avec ses marques, une logistique et une gestion serrée."

tailles-types, - et fait ses premières armes dans la «réclame».

Gruppo GFT découvre les atouts du prêt-à-porter. Il lui reste à monter en gamme : c'est chose faite en 1971, lorsque l'actuel PDG, Marco Rivetti, alors direc-

teur du marketing, conclut un accord avec un jeune stylistes peu connu, Emmanuel Ungaro, le premier d'une longue lignée.

Gruppo GFT sait répondre à l'attente des créateurs, canaliser et industrialiser leurs idées : le prêt-à-porter des grands couturiers a trouvé son faiseur.

MANNEQUIN • Les visiteurs, émerveillés, rapportent immanquablement la vie de Marcellino, le mannequin attiré de Valentino, passant dans l'atelier jusqu'à trois cents vestes par jour pour en vérifier tomber, toucher et qualité. Le public suit. La décennie 80 est celle de tous les succès. Trop ? « Au cours des dix dernières années, nous pouvions nous permettre n'importe quelle expérience. Le marché pardonnait tout. L'impact d'une signature suffisait pour cela. Ce n'est plus le cas aujourd'hui », confie avec lucidité au magazine *Dynasteurs*, dès l'été 1991, Carlo Rivetti, membre du conseil d'administration de Gruppo GFT et

patron de sa division «sports-wear». Le diagnostic est posé. Le remède... « Le groupe n'a pas su exploiter l'expertise acquise dans le haut de gamme, remarque François Dert, vice-président du cabinet de conseil en stratégie Solving. Il n'a pas su se créer une compétitivité propre, avec ses marques, une logistique et une gestion serrée. » Trop longtemps porté par la noto-

riété de ses licences, Gruppo GFT a nubié de se muscler. Le renom de ses marques propres - Facis, Cori, Profilo, - ne dépasse pas les frontières de l'Italie.

Avec la crise, il perd pied. En 1991 et en 1992, le groupe perd 45 puis 55 milliards de lires (1) pour un chiffre d'affaires qui stagne, d'une année sur l'autre, à 1 500 milliards. L'endettement net

s'élève à 400 milliards de lires. Appelé au poste d'administrateur délégué, Vittorio Levi - un ancien d'Olivetti - annonce compressions d'effectifs et cessions d'actifs à hauteur de 150 milliards de lires. Il s'attèle au développement en Italie, en Allemagne et aux Etats-Unis, de Shana, une nouvelle collection de prêt-à-porter, 30 % à 40 % moins chère que les produits griffés. Trop peu ? Trop tard ! La famille Rivetti ne peut - ou ne veut - plus suivre. Mardi 6 avril, la société annonce un accord avec le groupe Miroglio, moins connu, plus petit. Un accord aux termes duquel Gruppo GFT procédera à une augmentation de capital de 150 milliards de lires entièrement réservée à son partenaire. Un accord aux termes duquel la participation de la famille Rivetti tombera de 100 % à 40 %. L'indépendance du Gruppo GFT a vécu.

Pierre-Angel Gay

(1) 1 000 lires valent 3,45 francs.

Un nouveau groupe

Plus petit, moins connu que GFT qu'il absorbe, Miroglio devient, d'un coup, l'égal de son compatriote Benetton. Le nouveau groupe pèsera, en effet, plus de 2,6 milliards de lires de chiffre d'affaires (8,7 milliards de francs) pour 15 000 salariés. Il couvrira un spectre très important du prêt-à-porter : Miroglio est principalement présent dans la prêt-à-porter féminin sans

marque, quand GFT réalise 55 % de son chiffre d'affaires dans le vêtement masculin. Et le plus souvent griffé. « Centré sur le bas-moyen de gamme, leur production s'arrête là où nous commençons », remarque ainsi Patrick Saint-Germier, l'un des deux directeurs commerciaux de GFT France. La confédération italienne n'a sans doute pas dit son dernier mot.

AFFAIRES

Piscines pour la Chine

Une petite entreprise de la Loire a réussi à vendre des piscines en kit aux «golden boys» de Canton

SAINT-ETIENNE de notre correspondant

QUATRE-VINGT-SIX piscines individuelles vendues en Chine populaire ! C'est une petite entreprise familiale, installée à La Fouillouse près de Saint-Etienne, qui vient d'emporter cette commande pour le moins inhabituelle. Une consécration pour la société Desjoyaux, qui, après vingt-cinq ans d'efforts pour démocratiser la piscine en France et en Europe, s'est attaquée depuis peu à la grande exportation.

C'est à partir de Hongkong, où la société vend déjà vingt-cinq à trente piscines chaque année, et par l'intermédiaire d'un docteur d'origine chinoise reconverti dans les affaires immobilières, que ce contrat a été négocié, et conclu au bout d'un an avec la principale entreprise de travaux publics chinoise. Symbole du nouveau pragmatisme et du décollage économique de l'empire du Milieu, les bassins - de 8 mètres sur 4 - équiperont les villas d'un lotissement pour «golden boys» ébénis, construit en bord de mer au sud de Canton. Des résidences de 300 à 400 mètres carrés, vendues l'équivalent de 3 à 4 millions de francs...

EXPORTATION • Pour Desjoyaux ce n'est qu'un début, car après ce premier contrat, de l'ordre de 2 millions de francs, l'entreprise espère accéder au marché des piscines publiques, comme à Taiwan où elle participe actuellement à la réhabilitation et à la construction de trois grandes piscines. La Chine populaire devrait servir également de tremplin vers d'autres pays asiatiques, tels que le Vietnam et le Cambodge où des contacts ont déjà été établis.

Rien ne semble effrayer le fabricant français, qui, confronté depuis quelques mois au reflux du marché européen, parie désormais sur la grande exportation : les marchés asiatiques, mais aussi le Proche-Orient, l'Amérique du Sud et le Canada.

Chiffres-clés 1992

Chiffre d'affaires : 202,5 millions de francs (dont moins de 20 millions dans le bâtiment).
Exportations : 47 millions.
Résultat net : 12 millions.
Effectifs : 105 personnes.

Les débuts sont encourageants puisque déjà une cinquantaine de piscines individuelles ont été vendues au Mexique, une centaine au Canada et une quarantaine au Koweït, où Desjoyaux va ouvrir, fin avril, un magasin. L'entreprise française espère en outre équiper des bateaux de croisière sur le Nil.

BREVETS • Au total, cette année, Desjoyaux devrait vendre deux mille cinq cents piscines dans quarante pays, les exportations représentant 30 à 35 % du chiffre d'affaires consolidé du

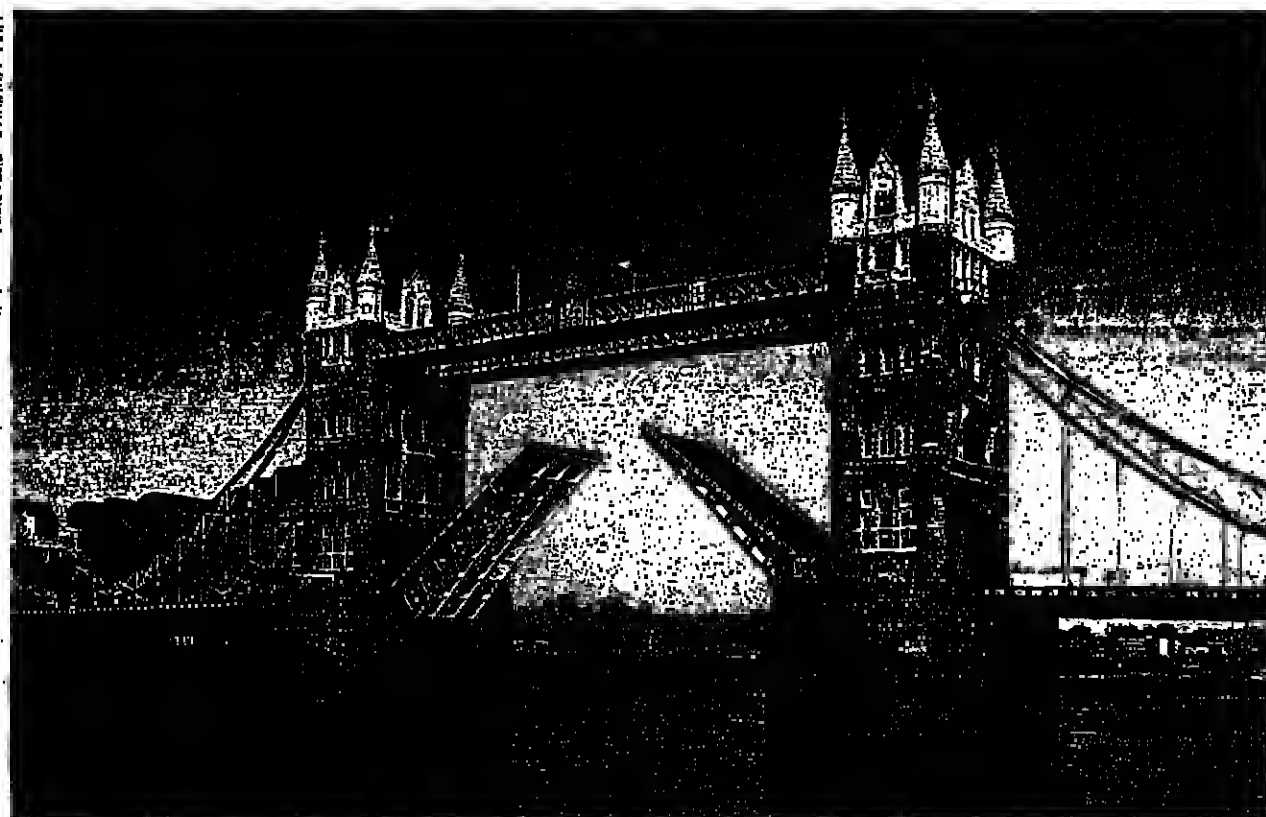
L'idée de base : rationaliser un métier jusqu'alors très artisanal.

groupe. Une belle réussite pour la petite entreprise créée en 1967 par Jean Desjoyaux. Le «pater familias» du groupe, entrepreneur en maçonnerie de son état, n'avait alors pour tout actif que l'expérience acquise dans la construction de supermarchés. C'est après avoir creusé une piscine dans son propre jardin qu'il décida, contre l'avis de son comptable, de se lancer dans l'industrie. Avec une idée : rationaliser un métier alors très artisanal.

Idee de génie : le dépôt de deux brevets lui permet de standardiser et d'industrialiser la fabrication de piscines et de réduire les coûts de production, mettant ainsi ce produit de luxe à la portée de bourses plus modestes. Le premier procédé, dit du «coffrage perdu», permet de mouler en usine des panneaux en polypropylène avant qu'ils ne soient coulés dans le béton sur le chantier. Le deuxième concerne le bloc de filtration, en plastique moulé également, qui intègre, outre les marches d'escalier, des fonctions telles que l'éclairage ou la page à contre-courant. Amovibles, ces blocs sont d'une maintenance aisée.

L'industrialisation de ces deux éléments de base offre un double avantage, et explique le succès de Desjoyaux : il permet non seulement de réduire fortement le prix de revient de ces piscines en kit - avoisinant 50 000 francs pour certains modèles - mais aussi de les rendre aisément transportables aussi bien au Venezuela qu'en Chine...

Vincent Charbonnier



PARCE QUE FAIRE UN PAS L'UN VERS L'AUTRE EST SOUVENT AVANTAGEUX, LA CNP A CRÉÉ LA PRÉVOYANCE EN GESTION PARTAGÉE.



Un contrat d'assurance employeur, c'est d'abord un contrat de gestion.

Pour que cette gestion soit adaptée aux réalités sociales et économiques de chaque collectivité locale, la CNP a mis en place différents systèmes de gestion partagée.

Avec pour résultat : une simplification administrative maximum, une gestion en temps réel de tous les cas qui le permettent, une plus grande maîtrise

sur le long terme des coûts de la protection sociale. Depuis la prise en

charge complète de la gestion par la CNP jusqu'à la délégation totale (la CNP met à disposition toute sa logistique et son assistance), chaque collectivité locale peut ainsi choisir son mode de gestion : le plus rigoureux, le plus profitable. Pour tout renseignement sur la gestion partagée, appelez le (1) 42.18.81.30. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

PERSPECTIVES

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Au bonheur des catalogues

Malgré la crise, la vente par correspondance affiche, en France, pour la deuxième année consécutive des taux de croissance enviables. Les clés d'un succès qui garde sa part de mystère

MAIS quel est son secret ? Affublé il y a quelques années encore d'une image légèrement ringarde, la vente par correspondance a aujourd'hui le vent en poupe. Ilot de prospérité dans un océan de morosité, elle a devancé tous ses concurrents en 1992 avec une croissance de ses ventes de 5,7 % en valeur, supérieure de près de 4 points à l'inflation. En fait, tout se passe comme si elle profitait de la crise.

La légende veut que des générations entières de Français aient appris à lire en feuilletant le catalogue de Manufrance. La « vieille dame » de Saint-Etienne a disparu mais la tradition est restée. Qui n'a pas passé, une fois dans sa vie, une « soirée catalogue », plongé dans les pavés édités par La Redoute, Les Trois Suisses, la CAMIF ou Quelle? Dès janvier-février, les catalogues « été » font rêver à des jours meilleurs. En juillet-août, les livraisons hivernales apportent une petite bouffée d'air frais. Cette gageure est payante : les premières commandes tombent dès réception des catalogues.

Un foyer français sur deux craque à la lecture des catalogues et achète en moyenne 1 900 francs par an (1). Mais ce montant varie énormément d'une région à l'autre, dépassant les 5 500 francs en Corse pour tomber sous les 1 000 francs (912 francs) à Paris. Car, bien évidemment, moins il y a d'infrastructures commerciales classiques, plus les consommateurs s'adressent à la vente par correspondance. On s'abonne d'ailleurs à

la destruction du tissu commercial allemand l'envol de la VPC outre-Rhin au lendemain de la deuxième guerre. A ce jour, elle reste trois fois plus importante que son homologue française (120 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991 contre 43).

Qu'achètent les clients (des clients dans 62 % des cas) ? Encore beaucoup de textile (45 % du chiffre d'affaires), de plus en plus de livres, disques et vidéo (13 %) ou de l'ameublement et de la décoration (11 %). Mais tout cela évolue.

Fille des filatures du Nord, la VPC se désengage peu à peu de l'emprise historique du textile, qui représentait encore 55 % de ses ventes il y a vingt ans. Et des secteurs comme l'édition, les disques ou la vidéo affichent depuis trois ans des taux de croissance impressionnants, autour des 10 %. L'effort de créativité est réel : une petite bergère reconverte d'un tissu à carreaux vendue par La Redoute a fait un malheur la saison dernière dans les magazines de décoration.

ORGANISATION • L'acheteur par correspondance ressemble à s'y méprendre au Français moyen. Car, grâce à une politique commerciale active, la VPC, qui change en même temps que ses clients. Alors qu'à l'origine c'étaient des ruraux, elle les a suivis dans les villes et les banlieues : en 1990, ils vivaient à 42 % dans l'agglomération parisienne ou dans des métropoles de plus de 100 000 habitants (37 % en 1979). « Si après demain,

ils vont sur Mars, nous irons sur Mars », commente Bernard Siouffi, délégué général du Syndicat des entreprises de vente par correspondance. Ils ont tendance, comme la moyenne des Français, à vieillir, même si la tranche d'âge des 25 à 34 ans est celle où son taux de pénétration est le plus élevé (57,3 %). Mais la vente par correspondance a su élargir sa clientèle

C'est chez les cadres supérieurs et les professions libérales que le taux de pénétration de la vente par correspondance est le plus élevé (58,8 %)

aux catégories socioprofessionnelles aisées : c'est chez les cadres supérieurs et les professions libérales que son taux de pénétration est le plus élevé (58,8 %) ainsi que chez les cadres moyens (56,2 %) et les employés (54,8 %).

Face à ses succès, la profession évite d'être triomphaliste. Elle croise presque les doigts en souhaitant que les beaux jours durent. Pourtant, une des clés de son succès vient de ses talents d'organisation : ainsi, elle a su tirer parti de toutes les avancées technologiques, s'appuyant à plein sur l'informati-

on pour gérer ses flux de commandes et de livraisons (230 millions de colis environ par an d'un poids moyen oscillant entre le kilo et le kilo et demi), sur la télématique pour raccourcir ses délais (10 % des commandes se passent par Minitel et 22,5 % par téléphone), sur la monétique pour améliorer ses modes de paiement (plus de 25 % par carte). Ce n'est donc pas un hasard si Jean-Claude Sarrazin, patron du numéro un français (La Redoute), vient de l'informatique.

LOGISTIQUE • Car la relation entre la VPC et ses clients est subtile. Elle doit relever un triple défi : il s'agit de vendre à quel qu'un que l'on n'a pas en face de soi, qui ne touche pas la marchandise, et qui n'aura pas satisfaction tout de suite. Pour contourner ces obstacles, il faut des trésors d'imagination pour trouver chaque argument qui répondra d'avance aux demandes des lecteurs du catalogue ; la possibilité de retourner la marchandise en cas d'insatisfaction (tout n'est pas parfait, loin de là, les frais de retour s'ajoutant à ceux du port initial, sans compter les déplacements à la poste...) et un raccourcissement des délais de livraison.

Les grands « vépécistes » l'ont compris : ils ont mis sur pied des formules ultra-rapides qui supposent de nouveaux miracles logistiques pour répondre aux attentes de leurs clients « pressés ». La course contre la montre est essentielle puisque, quand on les interroge sur les raisons qui les pous-

sent à acheter par correspondance, les consommateurs citent en tête (33 %) le fait de « ne pas perdre son temps à courir les magasins ». Argument particulièrement fort chez les femmes qui travaillent.

Finalement, en ces périodes de ralentissement de la consommation et de « cocooning », les handicaps de la VPC se sont révélés être... des avantages. Pour plusieurs raisons.

— D'abord, le catalogue vient chercher les clients chez eux, alors que les commerçants traditionnels les attendent dans leur magasin.

— Ensuite, la VPC instituant un délai entre le moment de séduction et le passage à l'acte réduit les risques d'achats « coup de cœur », qui vident les porte-monnaies. Ce temps de réflexion va même assez bien avec l'état d'esprit du « nouveau consommateur », moins pressé de satisfaire son envie que lors des années 80. Mais la séduction n'est pourtant pas absente de la VPC : « Il n'y a pas que des achats très réfléchis, (...) on se fait aussi de petits plaisirs », assure Bernard Siouffi.

— En outre, comme tout est écrit dans les catalogues, il est facile de comparer les prix et les performances des produits proposés par les uns et les autres, voire par d'autres distributeurs, avant de faire son choix.

Cet avantage peut pourtant se transformer en inconvénient, actuellement où l'on assiste chez les clients à « une montée de la logique des restaurants », explique Robert Rochefort, directeur du CREDOC. En effet, pour « faire

du chiffre », le commerce traditionnel s'est lancé, fin 1992, dans des opérations massives de baisses des prix auxquelles le consommateur a pris goût.

Dans cette bataille, la VPC part handicapée avec ses prix élevés... dans le papier. Elle a néanmoins réagi rapidement, en multipliant elle aussi les remises, rabais et autres chèques cadeaux, dans des proportions plus importantes qu'auparavant, ou en publiant de petits catalogues de relance ou ciblés sur tel ou tel produit (le blanc, la beauté...) pour inciter le client à repenser dans ses catalogues. Pour leurs relances en cours d'année, les grands « vépécistes » disposent d'un outil unique : leur fichier qui leur permet de dessiner le profil de leurs clients. Ceux qui n'ont pas mené cette politique de promotions devront bien y arriver, bon gré mal gré. Ainsi Quelle France, qui a pratiqué la saison dernière une politique de « prix vrais » tirés au maximum vers le bas, va abandonner cette stratégie dès l'été prochain.

Car le rapport entre le consommateur et le vendeur a basculé du côté du premier... c'est d'ailleurs ce qui incite à la modestie les gens de la vente par correspondance : ils savent très bien que rien n'est acquis au consommateur... et que le client n'hésitera pas à quitter un réseau qui ne lui assure pas le meilleur service au meilleur prix.

F. V

(1) Chiffres de 1990.

L'Amérique pleure son « Big Book »

Le catalogue Sears, véritable institution, miroir du rêve américain depuis plus de cent ans, a disparu, victime des difficultés de la maison mère Sears, Roebuck & Co, troisième groupe de distribution outre-Atlantique

NEW-YORK de notre correspondant

« **L**a vente du siècle ! Habillement, joaillerie, articles de sports, jouets, matériel photo et bien d'autres choses encore. Entre 30 % et 70 % de rabais selon les articles. » Cette offre alléchante parue sur une pleine page dans les grands quotidiens à la veille des fêtes de Noël, sous la signature du géant de la distribution Sears Roebuck et suivie d'un « numéro vert », aurait dû combler d'aise les consommateurs. Mais, pour les Américains, cette publicité surmontée d'un bandeau annonçant la liquidation du fameux catalogue (*We're closing the Big Book*) avait l'allure d'un faux-pas de deuil.

Pour 5 dollars, les nostalgiques de ce qui, depuis près de cent ans, constituait un véritable passeport permanent pour l'imaginaire, pourront acquiescer la dernière édition (2,5 kilos et 1 555 pages) de ce catalogue qui rythmait les saisons et faisait partie du quotidien pour ses quatre millions d'abonnés.

BIBLIE • D'où le choc ressenti par l'Amérique profonde quand, le 25 janvier, la firme de Chicago, confrontée à son premier exercice déficitaire depuis soixante ans, a annoncé on gigotesque programme de restructuration passant par la suppression de dizaines de milliers d'emplois, la fermeture d'une centaine de magasins de vente au détail et, surtout, l'abandon du fameux *Big Book*. Tout d'un coup, c'était un peu comme si la dinde aux arêtes avait subitement disparu de la table familiale lors du *Thanksgiving Day*, la Journée d'actions de grâce institutionnalisée par les Pères fondateurs et célébrée avec une ferveur presque religieuse dans tout le pays.

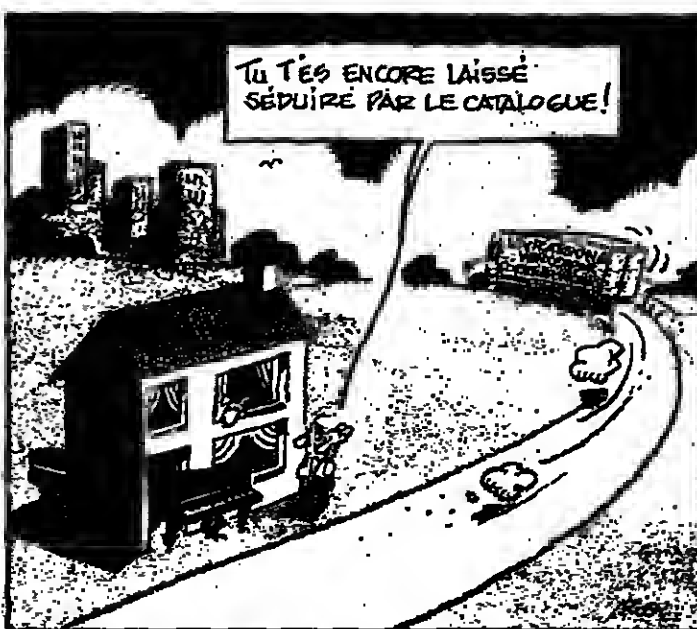
La Bible et le catalogue Sears. La comparaison est à peine exagérée. « Quel livre, quel document pouvait dépeindre mieux que les pages du catalogue Sears le Rêve américain ? », se demandait encore récemment un éditorialiste de *Washington Post* en rappelant l'importance du *Wish Book*, la sec-

tion centrale du catalogue, qui aura permis à cinq générations d'Américains « de coller leur nez à la vitrine du plus grand supermarché au monde ». A domicile, ainsi que l'avaient voulu les inventeurs de la formule.

KIT • L'idée de la vente sur catalogue était née à la fin du siècle dernier à l'initiative de la société Montgomery Ward and Co, mais c'est Richard Warren Sears qui devait en faire un instrument de consommation de masse, appuyé par des techniques de publicité et de marketing spécifiques à ce nouveau métier et inconnues à l'époque. En 1886, Richard Sears, cet agent des chemins de fer, avait commencé par vendre des montres et de la joaillerie au hasard de ses déplacements. Très vite, il était passé au stade supérieur — le bon de commande et la livraison à domicile — et son association avec Alvah Roebuck, dix ans plus tard, devait donner naissance au premier catalogue dont la parution fut un succès immédiat.

Dans les 332 pages abondamment illustrées de cette édition 1896, une promesse technique pour l'époque, on trouvait déjà tout ce que pouvait attendre l'Amérique rurale, éloignée des grands centres de consommation. Le « magasin le moins cher » offrait indifféremment le vélo du gamio, la pompe au teint de pêche, le « corset de Vénus » pour maman et les incroyables brassières de l'époque, la brosse à dents mais aussi les fers à cheval et tous les instruments permettant de travailler une terre nécessairement porteuse d'espérances. Au fil des ans, le catalogue s'est rapidement étoffé et diversifié en fonction des besoins de la clientèle.

Aujourd'hui, la machine à traitement de texte a remplacé le stylo à encre mais, au début du siècle, Sears était déjà en avance sur ses concurrents. Et sur son époque. La firme proposait déjà six versions de voiture à traction avant et dans les années 20, grâce à « Honor Built », des dizaines de milliers d'Américains pouvaient construire la maison de leurs



rêves. Un cloq-pibec pour 1 614 dollars ! Reçu en « kit », bien sûr.

Aujourd'hui, des milliers de constructions « Honor Built » sont encore debout. Un témoignage de qualité et de longévité à la marque du *Wish Book*, qui a fait de nombreux admirateurs. Y compris à l'étranger. L'histoire — ou la légende — veut qu'en regagnant Moscou après s'être entretenu avec George Bush, celui qui était encore le président de l'Union soviétique, Mikhail Gorbatchev, soit reparti avec une solide poignée de mains. Et avec le catalogue Sears sous le bras.

DÉFICIT • « Supprimer le catalogue a été une décision très difficile à prendre car il fait partie de notre héritage et il est le point de départ de l'histoire du groupe », a admis, après-coup, Arthur Martinez, le responsable de la vente en magasin et sur catalogue pour l'ensemble du groupe. Mais le rêve devenait de plus en plus cher à entretenir. Au cours des trois dernières années, la vente sur *Big Book* aura perdu entre 135 millions et 175 millions de dollars selon les exercices (sur un chiffre

d'affaires de 3,3 milliards de dollars en 1992).

Les responsables du groupe estiment que cette activité était déficitaire depuis le début des années 80 et que c'est simplement en raison du contenu émotionnel de l'ouvrage qu'ils n'ont pas pris la décision de s'en séparer plus tôt. Car, entretemps, la situation du groupe s'était sensiblement détériorée.

Outre le tassement des ventes observé en 1991 et 1992, conséquence directe de la récession mais aussi de la concurrence de catalogues plus spécialisés lancés par les concurrents et qui avait conduit le chiffre d'affaires du groupe à stagner autour de 30 milliards de dollars, Sears, Roebuck & Co avait subi une perte de 3,9 milliards de dollars en 1992 (après un bénéfice de 1,3 milliard en 1991) dont 1,8 milliard pour le seul dernier trimestre, le premier déficit que Sears ait subi depuis 1933.

Sur le papier, la direction avait quelques excuses. Ce résultat annuel tenait compte d'une perte de 1,65 milliard de dollars subie par la compagnie d'assurance du groupe, Allstate Insurance, conséquence directe de l'ouragan

Andrew et d'autres catastrophes naturelles qui s'étaient produites les mois précédents aux Etats-Unis. Il englobait aussi une provision de 1,87 milliard au titre des indemnités de départ à verser aux milliers de personnes licenciées. Mais Wall Street et les actionnaires n'ont pas retenu ces arguments.

RECENTRAGE • Depuis deux ans, déjà, ils réclamaient une reprise en mains de l'affaire, reléguée au troisième rang parmi les grands noms de la distribution après avoir été coiffée par Wal-Mart et par Kmart. Désormais, Sears devait donc recourir à des mesures beaucoup plus drastiques pour freiner les pertes de parts de marché et l'hémorragie financière.

L'automne dernier, la société avait déjà procédé à des ajustements qui devaient remettre Sears sur la voie du redressement. La firme avait annoncé la cession d'une partie de ses activités financières, immobilières et d'assurance en mettant notamment sur le marché sa firme de courtage Dean Witter et sa carte de crédit Discover. Recentrée sur son métier de base, la distribution, qui devrait représenter désormais près de 70 % de son chiffre d'affaires total, Sears se rangeait enfin à l'avis des investisseurs et des analystes qui reprochaient à son président, Edward Brennan, de s'écarter en s'efforçant de jouer sur les deux tableaux (la distribution d'une part, les services financiers et immobiliers de l'autre), au prix d'un endettement croissant et d'une perte de rentabilité de l'activité principale. Les chiffres du quatrième trimestre 1992 ont contraint la direction à recourir à l'opération chirurgicale et à confier le bistouri à Arthur Martinez.

Embranché quelques mois plus tôt, ce transfuge de Saks Fifth Avenue, le magasin chic de Manhattan, a ainsi décidé de tailler à la fois dans les effectifs et dans les points de vente pour économiser quelque 300 millions de dollars en année pleine. Sears, qui avait déjà annoncé la suppression de

33 000 emplois en 1991, va donc éliminer 16 000 emplois permanents supplémentaires et 34 000 postes à mi-temps au cours des prochains mois, sur des effectifs totaux qui atteignent actuellement 340 000 personnes. Dans le même temps, 113 magasins répartis dans 33 Etats seront fermés (sur un total de 800 points de vente environ) et la parution du célèbre catalogue sera suspendue. Parallèlement, le groupe a décidé de passer à l'offensive en consacrant environ 4 milliards de dollars à la modernisation de l'activité vente au détail et, surtout, à l'habillage qui assure le quart du chiffre d'affaires mais près de 65 % du bénéfice annuel.

Il était temps de réagir. Alors que Kmart, par exemple, investit chaque année plus de 1 milliard de dollars dans la rénovation de son réseau, Sears ne lui consacrait que de 500 millions à 600 millions de dollars. Arthur Martinez a promis de donner un coup de jeune à au moins 500 magasins où le chiffre d'affaires par employé était parfois inférieur de 50 % à celui des principaux concurrents.

RÉSEAU • Les comptes de l'entreprise vont certainement bénéficier de cette remise à neuf. Les grands perdants seront naturellement les dizaines de milliers d'employés qui auront perdu leur job. Ils ne seront pas seuls à regretter la fermeture de certains comptoirs et la disparition du catalogue. Le *Big Book* n'était pas seulement un gigantesque bric-à-brac devenu brusquement obsolète. Il était aussi l'un des plus fidèles miroirs de cent ans de société américaine, un gigantesque réservoir où historiens, sociologues et spécialistes en culture populaire pouvaient puiser à loisir les éléments de leurs recherches. « De tout pour tout le monde », affichait en guise de slogan publicitaire Richard Sears et Alvah Roebuck. « Un peu pour chacun », répliquent aujourd'hui les publicitaires et les financiers. Le « Livre des rêves » a véritablement tourné la page.

Serge Merti

هكذا من الأصل

PERSPECTIVES

Les médecins, les « labos » et la morale

Suite de la page 17

« Depuis deux ans, c'est l'escalade, raconte un délégué médical. La technique la plus connue consiste à demander au médecin de prescrire tel ou tel médicament pendant un mois auprès de plusieurs dizaines de patients dans le cadre d'une pseudo-enquête thérapeutique. d'après-commercialisation qui, de toute façon, ne sera pas utilisée, car il ne s'agit que d'un prétexte. En réalité, l'objectif est de placer un maximum de nos produits et d'habituer le praticien à les inscrire sur l'ordonnance. En échange, il nous arrive de sortir le carnet de chèques mais, en général, nous distribuons téléphones, fax, ouvrages médicaux ou invitation en week-end pour une destination plus ou moins éloignée, parfois même sous couvert d'une action humanitaire. » Apparemment, les médecins les plus sollicités pour participer à ces « enquêtes » — qui faussent la concurrence et aboutissent à négliger le rapport coût-efficacité des médicaments — sont ceux dont la clientèle est la plus nombreuse.

SOLICITUDES • « Au moins une fois par mois, on me propose de réaliser un étude-bidon en échange d'un cadeau dont la valeur doit se situer entre 500 et 1 500 francs, confirme un généraliste de Seine-et-Marne. Quant aux déjeuners ou dîners parrainés par un laboratoire, dans le cadre d'une formation médicale, ils sont très nombreux mais, professionnellement, leur intérêt est parfois réel. En fait, je pense que cette loi vise surtout à briser certaines pratiques scandaleuses, assimilables ou racket, et fort heureusement très marginales : des praticiens démarchant un laboratoire et se proposant de prescrire un de ses médicaments en échange de largesses diverses (le financement de voyages d'agrément, par exemple) par l'intermé-

diaire d'une association spécialement constituée à cet effet. »

C'est surtout lorsque plusieurs produits parfaitement comparables sont en concurrence que les cadeaux se multiplient. Les phlébotomiques, destinés à soigner les insuffisances veineuses et les varices, les anti-hypertenseurs, les antibiotiques ou les fortifiants — des « marchés » de plusieurs milliards de francs — sont les plus fréquemment cités. « Pour moi, cette

« Nous sommes quelques-uns à avoir un réseau de surveillance des visiteurs médicaux. »

loi est une bénédiction, confie le patron d'une PME. J'en avais assez de voir certains médecins « sous contrat » avec des concurrents qui offraient des congrès-prétextes ou des bons d'achat au détriment de leurs prescriptions. Attention : cela ne signifie pas que tous les médecins se laissent tenter, loin de là. »

Les praticiens hospitaliers font, eux aussi, l'objet de multiples sollicitudes. « Plutôt que de faire des pieds et des mains pour obtenir un budget pour participer à un colloque, dont l'intérêt est réel mais qui se déroule à New-York, il est tellement plus simple de passer un coup de fil à une entreprise pharmaceutique ! », constate l'un d'entre eux. « Pour l'industrie, surtout les petites entreprises, il s'agit d'un investissement. Lorsque les internes partent dans le privé, ils auront pris l'habitude de prescrire tel ou tel médicament », observe ce médecin qui souhaiterait que « les avantages consentis par les labos soient, comme aux Etats-Unis, versés aux services universitaires et non aux

praticiens. » Du reste, la commission d'éthique de l'American Medical Association a adopté une charte précisant que les cadeaux accordés aux praticiens ne sont acceptables que s'ils ont un rapport direct avec le travail du médecin et interdisent les remboursements de frais dans le cadre de colloques ou les achats indirects de prescriptions.

Le docteur Gilles Bardelay, responsable de la revue *Prescrire* (22 000 abonnés), un mensuel médical qui a volontairement banni de ses pages la publicité pharmaceutique, va encore plus loin. « Nous sommes quelques-uns à avoir un réseau de surveillance des visiteurs médicaux qui n'hésite pas à citer des exemples précis. D'ailleurs, je pense qu'il ne faut pas recevoir les visiteurs médicaux. Si

l'on recherche une information, autant s'adresser directement à eux. » Selon lui, la nouvelle réglementation, qui confirme des principes juridiques déjà affirmés par une loi de 1953 et plusieurs décrets mais renforce les sanctions, « n'a pas été élaborée pour être appliquée mais pour faire peur ».

PRUDENCE • La plupart des médecins, tout en regrettant que le comportement de quelques confrères puisse entretenir une certaine suspicion à l'égard de toute une profession, préfèrent une « moralisation concertée » plutôt qu'un divorce avec l'industrie. « Bien sûr, les abus existent. Mais ils sont marginaux. La loi du 27 janvier a été rédigée sans concertation et si ses principes sont inattaquables, elle n'en est pas

moins inapplicable : il faudrait quadrupler les conseillers de l'ordre qui crouleraient sous les demandes d'autorisation pour les opérations les plus anodines », affirme le docteur Hubert Wannepain, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). « Le meilleur gage d'une bonne formation médicale de qualité, poursuit-il, c'est le pluralisme. A côté de la formation continue financée par les médecins eux-mêmes et celle réalisée par les caisses d'assurance-maladie (1), l'industrie pharmaceutique doit continuer de jouer son rôle. »

Jugeant la loi « imprécise et restrictive », le Conseil de l'ordre a recommandé aux médecins d'être « extrêmement prudents ». Visiblement peu disposé à jouer le rôle de gendarme que l'on attend de lui,

l'ordre reproche au législateur d'avoir, sous prétexte d'éviter des scandales, paralysé le partenariat avec l'industrie. Cette dernière, par l'intermédiaire du SNIP, souhaite « une stricte éthique relationnelle dissuadant fermement les éventuelles dérives » et regrette que

« Il faut faire en sorte que notre hospitalité à l'égard des médecins soit raisonnable et accessible. »

n'ait pas été pris en compte le projet de directive européenne qui « autorise l'industrie à participer, dans certaines conditions, au financement de manifestations ayant pour objet la formation des praticiens ».

Pour séparer le bon grain de l'ivraie, « il faut faire en sorte que notre hospitalité à l'égard des médecins soit raisonnable et accessible », résume joliment Sylvain Visconti (Rhône-Poulenc-Rorer). Certes imparfaite, ou peut au moins reconnaître à la loi du 27 janvier le mérite d'avoir ouvertement mis en cause des pratiques anti-déontologiques. Préjudiciable à leur image, la mise en exergue de certains comportements est sans doute le prix que doivent payer l'industrie pharmaceutique et le corps médical pour avoir trop tardé à faire respecter une véritable morale.

Jean-Michel Normand

(1) La participation des médecins au titre de la formation continue représente une cotisation égale à 0,15 % de leurs honoraires (plafonnés à 148 320 francs par an), alors que l'assurance-maladie y consacre 0,15 pour mille du total des honoraires versés.



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

Le Monde des DEBATS

Le Monde

La fin des illusions

LA FIN DES ILLUSIONS

L'alternance n'est pas la révolution. C'est un épisode normal dans la vie d'une démocratie et qui ne modifiera pas la situation du pays. Les Français n'ont plus d'illusions. Le rêve écologique n'a pu s'inscrire dans la réalité, et les vraies questions — sur l'emploi par exemple ou l'immigration — demeurent sans réponses assurées. Les points de vue de Michel WINOCK, Jean-Paul DELEAGE et Dominique BOURG, Patrick WEIL et Jean-Claude BARREAU, Jean-Marcel JEANNENEY et Patrick MESSERLIN.

MODE DE SCRUTIN : LA LEÇON ITALIENNE

Quel est le meilleur mode de scrutin : le majoritaire pratiqué en France ou la proportionnelle intégrale appliquée en Italie ? *Le Monde des débats* a, sur ce sujet, organisé à Rome une rencontre entre constitutionnalistes français et italiens.

LE SIDA HORS LA LOI

La propagation de cette maladie incurable soulève des difficultés inédites illustrées par quelques procès récents : peut-on au nom de la nécessaire défense de la santé publique porter atteinte aux imprescriptibles libertés individuelles ? Les analyses du juriste Jean-Paul JEAN et de l'historien de la médecine, Mirko GRMEK.

POUR OU CONTRE LES REALITY-SHOWS

Des émissions de télévision à la mode sur lesquelles se divisent téléspectateurs et producteurs. Les opinions de Jacqueline BAUDRIER et de François NINEY.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

PERSPECTIVES

LUXE

La maison Dunhill, dernier chic britannique

Cent ans après sa création, la multinationale du luxe basée à Londres n'a plus rien à voir avec les cigarettes du même nom, mais ses profits et son trésor de guerre font rêver

LONDRES
correspondance

La vénérable maison d'articles de luxe Dunhill vient de célébrer le centième anniversaire de sa fondation. La devise de ce groupe (parfums, maroquinerie, prêt-à-porter...), qui perpétue rites et traditions de l'Angleterre éternelle, proclame : « L'objet Dunhill n'est pas à la mode, il est élégant ».

Décidément, lord Douro, président de Dunhill Holdings PLC, ne ressemble guère à son curriculum vitae. Le patron de cette multinationale du luxe inventive et florissante, synonyme de bon goût, de raffinement anglais, cumule toutes les légitimités de l'aristocratie insulaire. Moulé à Eton et à Oxford, futur neuvième duc de Wellington, cet ancien financier, ex-député européen, avoue de surcroît son absence de fibre commerciale ou d'expérience du secteur de la distribution. Et pourtant, « his lordship » dirige une belle affaire qui ne cesse d'engranger des bénéfices, malgré la récession qui n'épargne pas le superluxe.

Le groupe — comprenant les produits Dunhill, les stylos Montblanc, les maisons de couture Chloé et Karl Lagerfeld, le tailleur Hackett — enregistrait un



chiffre d'affaires de 138 millions de livres au cours des six premiers mois de 1992 et des bénéfices de 30,1 millions. Dunhill Holdings possède enfin un formidable « trésor de guerre » alimenté d'incroyables rumeurs d'acquisitions.

A l'image des spéculations récentes sur l'ouverture de négociations visant à la reprise de 50 % du capital de l'italien Gucci, à la recherche d'un repreneur. « Quand on veut vendre, les acheteurs dans le secteur du luxe ne sont pas légion. En gros, il y a LVMH et nous... Notre stratégie consiste à ne pas payer cher. Or les prix réclamés par certains sont trop élevés par rapport à leurs performances, à leur chiffre d'affaires. Une marque de luxe est un peu comme un journal. La prime au prestige est substantielle », rétorque-t-il. Gucci ? « Dénué de tout fondement ».

La main du maître des lieux s'agit, agile et rapide, mais pas

autant que l'œil, qui jauge à la seconde si l'interlocuteur a quelque arrière-pensée.

Si les tabacs demeurent l'un des plaisirs offerts par Dunhill, célèbre pour son comptoir et sa cave londonienne, la firme veut se débarrasser une fois pour toutes de cette fausse réputation qui lui colle à la peau : « Dunhill, ce sont des cigarettes... », entend-on. Certes, le capital de Dunhill est contrôlé à hauteur de 57 % par le producteur de cigarettes Rothmans. Ce dernier est

contrôlé par la Compagnie financière Richemont, basée en Suisse, société-écran d'intérêts sud-africains (la famille Rupert). « Le commerce d'articles de luxe remonte à un siècle, la fabrication sous licence de cigarettes date seulement de 1952 ; aujourd'hui, nous n'avons plus rien à voir avec ce secteur », insiste lord Douro. A l'occasion de son centenaire, la société s'efforce de couper les derniers liens — symboliques — avec

la fabrication de cigarettes. La disparition progressive de la signature du fondateur, Alfred Dunhill, sur les paquets, la non-utilisation des lettres longues sur le logo et l'abandon par Dunhill Holdings de la couleur rouge bourgogne, immortalisée par les cigarettes, l'attestent. Aux yeux de notre interlocuteur, Dunhill a toujours appris à vivre avec cette fausse perception : « Cartier, Herbol, Yves Saint Laurent ont chacun une marque de cigarettes, mais celle qui a le plus de succès est Dunhill. C'est la vie. Le marketing, le management de Dunhill et de Rothmans sont totalement séparés ».

L'avenir ? Son intention est de développer les réseaux de distribution des marques Karl Lagerfeld et Chloé à par la création à la fois de boutiques et de franchises « pour construire un grand patrimoine de boutiques de luxe féminin dans les années à venir ». L'expansion du réseau de magasins est également à l'ordre du jour, en Europe et en Asie du Sud-Est.

« Nous sommes la dernière maison de luxe britannique », affirme lord Douro. Ressemblerait-il, après tout, à sa notice dans le Who's who ?

Marc Roche

Romanciers du business

Suite de la page 17

Celle-ci fleurit depuis les années 70 et traite de l'économie, des phénomènes de société ou des déités politiques. Les auteurs d'essais, de documentaires ou de romans. Ces derniers retiennent particulièrement l'attention à la fois par leur vogue et souvent par leur qualité informative.

Une mise pour pénétrer les arcanes de la société japonaise. Les Chinois, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés : un professeur de l'université de Dalian, afin de familiariser ses étudiants aux réalités de l'économie de marché (ainsi qu'à ses mécanismes les plus contestables) et de leur faire mieux connaître le Japon, utilise en classe les textes du célèbre auteur de *business novels* contemporains, Ryo Takasugi, dont cinq romans ont été traduits en chinois.

Les problèmes économiques et socio-économiques constituent une veine importante de la littérature dite populaire par opposition à la littérature pure : une distinction, née au lendemain de la réforme de Meiji (milieu du XIX^e siècle), devenue quelque peu démodée aujourd'hui et rouverte par de grands écrivains tel que Yasushi Inoue (1907-1992).

BOOM • A la fin du siècle dernier, dans le grand bouleversement entraîné par la modernisation et l'apparition de la notion occidentale d'individualisme, firent fureur les récits traitant de la compétition pour la promotion sociale (*shusse monogatari*). Si l'apprentissage et le perfectionnement de soi sont restés les thèmes d'une littérature éducatrice, qui prend soit la forme du roman d'époque, soit celle de fiction contemporaine, on a vu apparaître au lendemain de la guerre toute une littérature qui avait pour thème la vie du salarié et ses contraintes.

Autre rapport de l'employé à son entreprise, ces romans mettaient volontiers l'accent sur l'écrasement de l'individu, broyé par la machine. Le désespoir, le ressentiment et la solitude, que l'on retrouve dans les mélodies populaires du genre *enka*, ne sont pas absents de cette littérature. Le thème du mécanisme qui broie l'individu fut d'autre part exploité à sa manière par le maître du roman policier Seicho Matsumoto (1909-1992), qui excelle à décrire l'enchaînement de circonstances par lequel un homme ordinaire peut parfois être amené au meurtre (1). Parallèlement, se développe aussi au cours de la période de haute croissance des années 60, toute une littérature à la gloire des

grands patrons de l'industrie. Au cours des années 70, apparaît une nouvelle tendance : l'auteur prend moins comme sujet, les ressorts psychologiques de l'action des personnages que la confrontation de l'individu à l'organisation et les aspects cachés, voire interlopes, de la vie des affaires.

« Il y a toujours eu un boom pour ce genre de littérature lorsqu'il y a une récession. »

L'un des pionniers du « roman économique » fut Saburo Shirayama (né en 1927) avec *Export* (1937). Dans le *Château des Sokaiya* (1958), il dévoilait les usages de ces professionnels du contrôle des assemblées d'action-

naires et les connivences qu'ils tissent avec les chefs d'entreprise. En 1975, sa *Nuit des fonctionnaires*, qui explore les coulisses du fameux ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), fait sensation. On compte depuis une bonne dizaine d'auteurs à grand succès de romans économiques (2).

« Il y a toujours eu un boom pour ce genre de littérature lorsqu'il y a une récession », explique le critique de littérature populaire Hotsuki Ozaki. « Les gens veulent comprendre ce qui se passe, essayer de connaître leur sort. Bien sûr, une *business novel* est une présentation romanesque de la réalité, mais elle doit être correcte : c'est la règle du genre et l'explication de son succès. Les lecteurs ont déjà une connaissance de ce dont parle l'auteur et celui-ci ne peut se permettre les contre-vérités ou les approximations. Un auteur comme Saburo Shirayama sort d'ailleurs d'une faculté d'économie et Ryo Takasugi a été journaliste économique. »

« Je ne pense pas que les romans économiques soient un sous-genre : ils reflètent assez fidèlement et la culture d'entreprise au Japon », estime, pour sa part, Makoto Sakata, auteur de *Comment lire les business novels*, paru en 1980, et d'essais percutants sur le fonctionnement économique-social nippon tel que, dernièrement, *À quel appartient le Japon ?*

« Balzac a écrit sur le monde des affaires et un grand écrivain japonais de l'après-guerre tel que Hiroshi Noma, influencé quant à lui par la littérature prolétarienne, s'intéressa aussi au rapport de l'homme à l'économie à travers la *bourgeoisie* dans son roman *Ciel de dés* (1958), poursuivit-il. Cette littérature s'adresse essentiellement aux cadres. La salarisation japonaise dans le microcosme de son entreprise et, dans sa trappe, il veut savoir ce qui se passe ailleurs. »

Les *business novels*, dans le sous large du genre, reposent sur deux facteurs, estime Makoto Sakata, « la véracité des informa-

tions et une distorsion minimale des faits pour que l'auteur n'ait pas de procès. Elles montrent les dessous des cartes, ce que la presse économique ne fait pas : nombre de journalistes économiques sont trop proches des entreprises pour dénoncer leurs manigances. Aussi faut-il

Aujourd'hui les lecteurs semblent se replier sur des valeurs sûres comme la quête de soi.

chercher la vérité dans la fiction : 80 % du contenu d'une bonne *business novel* sont corrects et 20 % sont travestis. Un autre élément important est la dimension humaine, psychologique de ces romans : « derrière la victoire d'un

général il y a des dizaines de cadavres », dit-on. Il y a des histoires atroces dans le monde des affaires que recueillent les auteurs des romans d'entreprise : l'irresponsabilité du PDG qui ne fait qu'apposer son tampon alors que les subalternes seront sanctionnés ; le drame des mutations de salariés vers une succursale lointaine, coupés de leur famille, etc... »

RÉFLEXE • Les auteurs de romans économiques sont souvent soumis à de fortes pressions des entreprises. C'est le cas de Iiko Shimizu (né en 1931), qui comme beaucoup passa de la littérature pure, de Sartre et de Camus dans son cas, aux fictions consacrées au monde des affaires. Journaliste, Shimizu fit l'expérience de la Bourse (et il y consacra les romans qui contribuèrent à sa célébrité). Ses ouvrages documentés sont généralement centrés sur un incident précis ou un secteur : les banques, l'industrie automobile, la construction, la pollution ou le sexisme dans l'entreprise. Son dernier succès, qui va être porté à la télévision, *Groupe d'entreprises*, raconte les conflits entre une maison mère et ses filiales.

Les années de la « bulle financière », alimentée par les spéculations boursières et immobilières, ont suscité une abondante production littéraire ayant pour thème le monde des affaires et ses côtés les plus noirs. Aujourd'hui, signe peut-être des inquiétudes du moment, les lecteurs semblent se replier sur des valeurs sûres : la réalisation de soi plutôt que le thème du profit est, par exemple, la quête de l'essai de Koji Nakano, *Pensée sur vie simple*, qui figure parmi les best-sellers de mars. Quant à la comédie musicale, la *Métamorphose* d'un directeur des ventes à son entreprise, elle renoue avec le mythe de l'entreprise-garde-famille. Son succès (soixante-douze mille entrées au cours d'une tournée à travers le Japon) traduit le réflexe fétide de la jeune génération devant la crise, et elle n'a rien de la qualité documentaire des romans économiques.

Philippe Pons

(1) Plusieurs ouvrages de Matsumoto ont été traduits par les éditions Philippe Picquier.

(2) Il n'existe pas, à notre connaissance, de traduction française de « romans d'entreprise ». En anglais : *Kingo, the corporate bomber*, traduit et présenté par Tanne Prindle, éditions Weatherhill, Tokyo, 1989, contient sept nouvelles, dont deux de Saburo Shirayama et une de Ryo Takasugi.

Ph. P.

Le Balzac du Kabuto-cho

TOKYO
de notre correspondant

AVEC ses cheveux longs et sa chemise de couleur, Tamohiko Yamada tranche dans l'atmosphère compassée du siège de la banque Tokyo Maw. Il est commissaire aux comptes, mais également l'auteur, aussi célèbre que prolifique, de près d'une centaine de romans d'effigies. L'un de ses best-sellers économiques a pour titre le *Tête du président* (Todoroki no kubi) et raconte sous forme de fiction et en modifiant légèrement les faits l'un des événements financiers nippons de la suite du démantèlement de la « bulle monétaire » : la démission d'un prestigieux banquier de la place de Tokyo, M. Iacoe, président de la banque Sumitomo.

Le livre est paru quelques mois après l'écroulement de cette affaire. En raison des informations privilégiées qu'il pouvait détenir grâce à ses fonctions, Yamada a chevauché l'événement et publié son livre en feuilleton dans la revue *Shun Bunshun*, où, en plus, il a écrit les nouvelles du scandale continuant à défrayer la chronique.

« A partir du schéma de cette affaire, j'ai inventé une intrigue et déguisé les personnages. Si la banque Sumitomo avait parlé plainte, c'est elle qui aurait eu le mauvais rôle, nous dit-il. Je me suis intéressé à M. Iacoe et à la banque Sumitomo parce que leur cas était symptomatique d'une extrême concentration de pouvoir entre les mains d'un président. Ce scandale a été révélateur du mal profond du monde des gestionnaires : absence de concurrence et agression dans les affaires, qui rendaient les supérieurs hiérarchiques complices des menées les plus douteuses de leurs subalternes, contraints pour leur part à se démentir pour faire mieux que les concurrents. »

Germaniste, admirateur de Faulkner et de Balzac, Tamohiko Yamada collabora à des revues littéraires et écrivit d'abord des romans de littérature pure, tel que *Jardin dans l'eau*, sorte d'autobiographie d'adolescent qui lui valut le prix Culture du quotidien Mainichi. Entre-temps, il avait commencé à travailler dans la banque : « Je ne pouvais vivre de mes écrits », dit-il. Progressivement, il se mit à écrire sur le monde

dans lequel il travaillait. « Par la banque, on peut comprendre beaucoup de choses sur le fonctionnement de la société. » Et de fait, un de ses romans qui démonte de manière cynique les raisons du suicide d'un chef de succursale de banque autocratiquement transféré, *Tokyo Money Market*, sur le Bourse, ou encore *Président de banque* sont plus révélateurs du climat du monde des affaires que des analyses de statistiques ou des analyses savantes.

Comment cet observateur averti des comportements de ses contemporains explique-t-il que les Japonais travaillent plus que d'autres ? Par évanescence peut-être, mais aussi parce qu'ils y sont contraints (insuffisance des assurances sociales) : « Surtout parce que la concurrence est effrénée et que derrière les progrès du pays demeure une inquiétude fondamentale sur l'avenir ; j'ai le vieux fond matérialiste asiatique : en cas de pépin, seul l'argent compte. Alors l'épargne », dit Tamohiko Yamada.

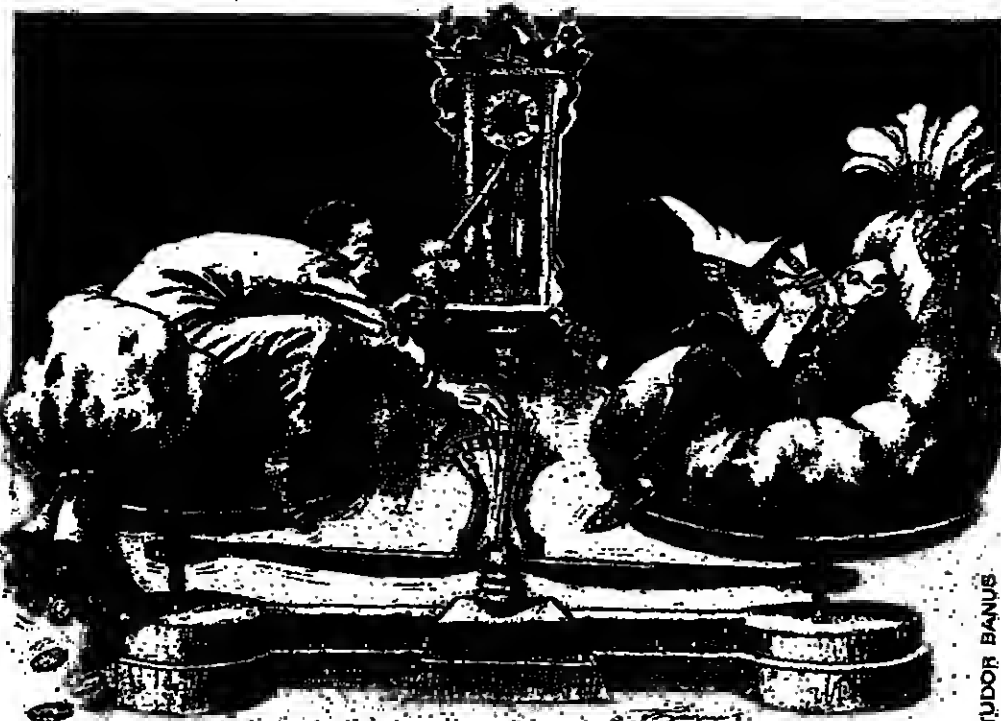
Selon lui, trois raisons sont à l'origine du succès du roman d'affaires : la qualité littéraire, l'habileté de l'imbriication de la

fiction et de l'information, et enfin, son caractère didactique. Le roman permet au lecteur de connaître de manière diversifiante les réalités de la vie économique : « Si l'intrigue est fictive, en revanche, le cadre dans lequel elle se déroule, les mécanismes institutionnels et les emplacements sont vrais. Tout ce contexte est plus facilement assimilable par le lecteur que de froides théories. » Yamada s'oriente désormais vers l'histoire sans quitter pour autant les problèmes contemporains. Il travaille à un livre sur l'invasion mongole du Japon au XIII^e siècle : épiques épiques, a-t-il en fait, de la saga nationale puisque cette invasion n'eut pas lieu en raison de vents contraires, les « vents des dieux » (*kamikaze*), expression qui désigne par la suite les pilotes-suicides. « Les frictions avec l'étranger sont à l'ordre du jour, commente-t-il. Or l'histoire nous apprend qu'à cette époque aussi il y avait des gens affairés et nerveux, et une masse complètement indifférente qui pensait que tout cela ne concernait pas sa vie quotidienne. »

مكتبة الأمل

Politique économique

Inflation, efficacité et justice



TUDOR BANUS

La politique de « désinflation compétitive » n'est guère remise en cause. Pourtant la relative stabilité des prix constitue une entrave à la mobilité sociale et à l'initiative, et contribue à aggraver les privilèges et les rentes de situation.

par MARC-ANTOINE KLEINPETER (*)

« L'INFLATION est un stimulant, mais une économie s'intoxique si elle en abuse. » Cette image répandue dans les milieux d'affaires trouve peu d'écho chez les économistes. Nombre d'entre eux soutiennent au contraire deux arguments spécieux : toute inflation même faible est nuisible à la croissance ; l'inflation pénalise surtout les ménages modestes.

Qu'inflation et croissance puissent longtemps faire bon ménage est pourtant une évidence pour les historiens. Les phases ascendantes des cycles longs ont toujours été inflationnistes, et les « tristes gloires » sont le dernier exemple d'un cocktail réussi. Une croissance durable non inflationniste reste une figure mathématique (1).

De même, pourquoi affirmer que l'inflation pénalise surtout les ménages modestes ? Chacun sait que les bas revenus sont indexés. L'inflation ne taxe pas le petit revenu mais la petite épargne, et ce n'est pas le ménage le plus nécessaire qui en pâtit le plus.

Comment fonctionne l'inflation ? En rognant les taux d'intérêt, elle joue comme un redistributeur occulte qui pèche chez l'épargnant pour donner à l'emprunteur. Cette subvention souterraine, si elle reste modérée, n'a pas que des inconvénients. Elle donne à celui qui arrive sur un marché sans capital de départ les moyens de franchir les barrières que tout marché érige pour se protéger.

Après guerre, les démunis formaient une grande part du corps social : épargnants ruinés, paysans quittant leur terre, entreprises sans capitaux... Si l'épargnant était spolié dans les années 60, des taux d'intérêt réels faibles permettaient aux ménages impécunieux de se loger, et donc de travailler. Et la petite entreprise partie de rien pouvait, à coups de crédit, obtenir la taille critique. L'inflation a permis aux démunis d'investir les citadelles, celle du marché du travail ou celle du marché des produits.

Les autorités monétaires de l'époque étaient-elles laxistes ? Allons donc ! Ces arrivants ont formidable-

ment dynamisé le système productif. L'innovation et le bouleversement des structures furent une clé de la productivité des trente glorieuses. En donnant à l'outsider un avantage sur l'insider, l'euthanasie des rentiers du docteur Keynes peut être avantageuse.

Le rentier (à tous les sens du terme) n'a qu'un but, celui de se protéger. Ses efforts ne profitent qu'à lui. Tandis que l'assagissant stimule l'innovation et ses efforts profitent aussi aux autres.

Aujourd'hui, l'inflation est en voie d'être tarassée. Mais franchir les barrières est devenu difficile. Pour qui n'a aucun capital de départ, acquiescer le minimum pour commencer à travailler suppose talent et ténacité (voir les difficultés du marché du logement).

Créer une entreprise viable avec peu de capitaux exige beaucoup de flair. Quelques réussites éblouissantes n'y changent rien. Le nombre de ceux qui échouent ou se découragent progresse, et il est difficile d'affirmer que tous les exclus sont démentis (2). Notre vertu désinflationniste soulève aussi une question de justice.

Faut-il, comme le préconisent certains, laisser à nouveau filer l'inflation ? Hélas ! le bateau des subventions peut embarquer des passagers clandestins. En subventionnant celui qui s'endette, l'inflation permet aussi d'ériger sur la facilité du crédit des projets pharaoniques. A la fin des années 80, le crédit facile a fait surgir des investissements qui n'ont guère accru

nos capacités de production, faute de correspondre à une demande. La médication de Keynes (le transfert stimulant) a conduit à l'intoxication et à la maladie de Hayek (l'investissement gaspillé). Le chômage s'est ensuivi. La subvention occulte aux démunis, détournée et contreproductive, a produit les nouveaux pauvres. Ce schéma de long terme est bien sûr trop simple pour rendre compte d'un phénomène comme l'inflation. Mais il pose des questions utiles : quelles sont les formes des barrières à l'entrée que notre société secrète peut-être à l'ouvrage (voir le chômage ou les difficultés des PME) ?

Solution théorique ?

Le filet de protection de nos social-démocrates ne joue-t-il pas désormais comme la charité d'autrefois, permettant certes la subsistance des démunis, mais ne mettant guère à profit leur dynamisme potentiel ? Comment un pays comme la France, où les barrières jouent un grand rôle, peut-il s'interdire toute inflation ?

Reste la solution théorique qui consiste à faire tomber les barrières. Mais elle est trop simple pour qu'on y croie tout à fait. Les mécanismes d'inflation les plus puissants ne se fondent pas tant sur la promesse du gain que sur celle de la rente. C'est souvent l'obtention d'une situation protégée qui mobilise les meilleurs efforts, et abolir les barrières pratéctrices risque de les décourager.

Mais si une économie est menacée de se figer dans ses privilèges et ses exclusions, l'inflation devient une ruse qui peut aussi être pensée comme un moindre mal.

(1) Au moins au niveau mondial. Avec l'interpénétration des économies et la libre circulation des capitaux, un pays isolé gagne à être rigoureux si ses partenaires ne le sont pas. Aujourd'hui, l'Europe s'inquiète de sa rigueur partagée, et l'Europe vient des États-Unis, où la politique monétaire ne se préoccupe guère des germes d'inflation qu'elle sème.

(2) Ils doivent acquiescer en plus le droit d'entrée que sont nos taux exorbitants. Droit perçu par le rentier que l'on accorde épargnant dans une confusion révélatrice entre deux notions : l'épargnant (qui se prive) et le pourvu (qui a un capital).

(*) Economiste.

LIVRES

Faut-il élargir la Communauté ?

L'audace commerciale et la prudence budgétaire suggèrent des voies différentes pour les pays d'Europe de l'Ouest et ceux d'Europe centrale et orientale

IS BIGGER BETTER ?

The Economic of EC Enlargement
Monitoring European Integration 3
Centre for Economic
Policy Research,
CEPR Annual Report,
1992, 115 pages.

APRÈS avoir traité de l'Europe de l'Est en 1990 et de l'Union économique et monétaire en 1991, le CEPR consacre son troisième rapport sur l'intégration européenne à la question de l'élargissement. Plus précisément, il étudie les enjeux d'éventuelles adhésions à la Communauté européenne des pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) et des pays d'Europe centrale et orientale, qu'ils aient ou non formulé une candidature. La Turquie est laissée de côté - comme Chypre et Malte. Son cas est rapidement réglé dès l'introduction, au motif que, « en dépit d'une candidature remontant à cinq ans, d'un programme important de modernisation et d'occidentalisation, la Turquie reste aussi éloignée que jamais d'une appartenance à la Communauté ».

Pour rédiger ce rapport, le CEPR et son talentueux directeur, Richard Pares, ont réuni un groupe de neuf économistes parmi les meilleurs au niveau mondial. Ils s'inscrivent clairement et sans état d'âme dans le courant libéral dominant les sciences économiques. C'est ainsi qu'ils écrivent à un détour de paragraphe, et sans paraître y attacher une importance excessive, une phrase qu'un économiste français, même libéral, n'oserait écrire qu'après avoir trompé sept fois sa plume dans l'encre : « Si l'ouverture du commerce agricole venait à détruire la politique agricole commune, ce serait tant mieux ». Les adeptes de la « guerre économique » auront du mal à suivre leurs analyses qui privilégient systématiquement l'intérêt des consommateurs par rapport à ceux des producteurs.

Le rapport étudie séparément les pays de l'AELE et les pays de l'Est. Les premiers sont petits,

riches, déjà fortement liés aux pays de la Communauté, et leurs structures politiques sont stabilisées. Les seconds sont en transition, simultanément vers la démocratie, vers le développement et vers l'économie de marché ; ils sont encore relativement pauvres et peu intégrés à l'économie mondiale.

L'association des pays de l'AELE à la Communauté, à travers la création de l'Espace économique européen, présente pour eux des bénéfices considérables, alors qu'ils sont positifs mais faibles pour les pays de l'actuelle Communauté. Quant à l'adhésion, les pays de l'AELE n'y ont, d'après le rapport, d'autre intérêt que politique, alors que la Communauté y trouverait un avantage majeur : leurs fortes contributions budgétaires nettes, estimées à plus de 5 milliards d'euros par an.

PÉNALISATION • Les bénéfices apportés par l'Espace économique européen sont analysés dans un cadre proche de celui déjà utilisé pour étudier le marché unique par le « rapport Cecchini », publié en 1988, en y intégrant les approches dynamiques développées depuis par Richard Baldwin. Le commerce entre l'AELE et la Communauté européenne a des caractéristiques proches de celles du commerce intra-communautaire.

En dehors du cas particulier de l'Islande, le « commerce intra-branche » y est très important, même s'il n'atteint pas le pourcentage record observé dans le commerce de la France avec ses partenaires de la Communauté. La formalisation retenue, fondée sur la différenciation des produits et les économies d'échelle, débouche sur des bénéfices significatifs, associés à la libre circulation des biens et des services, d'autant plus élevés que l'ouverture du marché unique augmente la pénalisation de ceux qui n'y appartiennent pas.

En ce qui concerne les pays d'Europe centrale et orientale, le rapport explique pourquoi ils ne pourront pas adjoindre véritablement avant longtemps : leurs processus de transition sont longs et

difficiles, leurs structures productives et leurs niveaux de vie ne peuvent pas rattraper rapidement ceux de la Communauté européenne. De plus, avec les règles budgétaires actuelles, le coût de leur adhésion serait prohibitif : environ 13 milliards d'euros par an. Ce constat n'empêche pas les auteurs de prôner une plus grande ouverture commerciale de la Communauté à leurs productions. Il s'agit d'une condition absolument indispensable à leur développement, parce qu'elle leur permet de gagner des devises, et parce qu'elle fournira à leurs entreprises un accès au marché mondial. Le rapport propose d'aller très au-delà des secours existant entre la Communauté et les pays de l'Est, même s'agissant de ceux qui sont allés le plus loin dans la levée des protections. Il prend fermement position pour une ouverture qui s'étendrait jusqu'aux secteurs sensibles : agriculture, sidérurgie, textile. Finalement, il suggère une sorte d'espace économique européen ouvert aux pays de l'Est, mais qui ne concernerait pas les mouvements de population et de main-d'œuvre, pour lesquels les frontières subsisteraient. A ce dispositif de court terme serait ajouté un engagement de la Communauté à les admettre comme membres à part entière quand les conditions seraient réunies.

Les lecteurs français ne sont guère habitués au genre privilégié par le CEPR : le débat de politique économique fondé sur l'analyse approfondie, l'avis direct, sans intermédiaire, clair et pourtant érudit, des chercheurs à la pointe de la connaissance. Ce troisième rapport sur l'intégration européenne leur montrera un exemple réussi de cette démarche, en même temps qu'elle les éclairera sur les questions très actuelles de l'élargissement de l'Europe des Douze, des relations à organiser avec la périphérie immédiate de la Communauté et, plus largement, de la nouvelle architecture du continent européen.

Jean-Michel Charpin

NOTES DE LECTURE

FRANÇOIS PERROUX,

PIENSIÈRE
DE NOTRE TEMPS
de René Gendarme.
Presses universitaires de Nancy.
70 pages, 60 F.

François Perroux (1903-1987) fut l'un des grands humanistes français. Profondément chrétien, il est aussi un grand économiste, que les jeunes théoriciens de l'économie des organisations et des conventions redécouvrent, trente ans après la publication de l'*Économie du vingtième siècle*.

Les amis évoquent l'ami, avec émotion et pudeur. On lira la narration par le regretté Roger Leroy, grand maître du Grand Orient de France, de sa rencontre avec le fondateur de l'Institut des sciences économiques appliquées (ISEA). C'est en 1980, lors du passage de Léontief à Paris. Léontief, Perroux, et Leroy, dédaigneux de la querelle de chiffres qui tient lieu de débat sur le chômage, parlent entre eux de « l'homme »... Puis-til, n'est-ce pas ?

Mais le personnelisme, auquel on rattacherait trop brièvement Perroux, est une doctrine pour les chrétiens. Perroux travailla avec le

Père Lebrat à la rédaction de l'encyclopédie *Populorum progressio* (1967). Il fut un lecteur pointilleux de Marx (on lui doit la préface du *Capital* dans la collection de la Pléiade). Le concept le plus connu qu'il inventa fut celui de « domination ». Écoutez-le, à propos des accords de Bretton Woods : « La déontologie de Bretton-Woods est une déontologie énoncée par le plus fort pour le plus fort. L'étalon-dollar est au service de la structure offensive de l'économie dominante ».

On lira la synthèse lumineuse de René Gendarme, d'une pensée foisonnante, parfois difficile : rejet de la théorie classique et néoclassique, refus d'appliquer le schéma keynésien au sous-développement, universalisme et humanisme.

B. Ma.

DOCKERS,

CORPORATISME
ET CHANGEMENT
de Loïc Hilaire.
Transport Actualités
(CEP groupe Usine nouvelle),
200 pages, 140 F.

Il existe peu d'ouvrages sur la corporation, le métier, l'histoire

des dockers français. Cette catégorie de travailleurs occupe pourtant depuis deux ans l'avant-scène de la chronique maritime puisque leur vieux statut de 1947 a été réformé par une loi votée en juin 1992. C'est le mérite du livre de Loïc Hilaire de combler cette lacune.

Cet ouvrage se veut un essai d'analyse sociologique et historique des dockers - qui étaient encore 8 500 en 1990 et qui ne devraient se retrancher que 4 000 navriers mensualisés dans quelques mois lorsque la réforme aura atteint son terme.

Rédigé par le délégué général de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), l'organisation patronale, le livre prend de la hauteur par rapport au sujet et à aucun moment ne cherche à « régler des comptes » ou à « casser du docker », car Loïc Hilaire sait bien que le patronat de la manutention n'a pas toujours été dans le passé à la hauteur des enjeux afin de faire des ports français des zones économiques attractives pour les investisseurs et compétitives - par rapport à leurs rivaux du Benelux notamment.

F. Gr.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL TRIMESTRIEL

SICAV
OBLIGATAIRE
pour compléter vos
revenus chaque trimestre

1992. Ils seront présentés, pour approbation, à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 21 avril 1993.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Ecureuil Trimestriel est une Sicav d'obligations françaises. Sa spécificité est de poursuivre un double objectif : protéger le capital investi pour un placement de moyen/long terme (3 à 5 ans minimum) et offrir chaque trimestre un revenu régulier connu à l'avance.

CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 10 février 1993 sous la présidence de Monsieur Charles Milhaud, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre

MONTANT DES ACOMPTES TRIMESTRIELS EN 1993

Compte tenu des bons résultats de la Sicav, le revenu trimestriel par action est maintenu à 42 F net pour les versements de février, mai, août et novembre 1993.

PERFORMANCES

AU 31.12.1992 EN %
(dividendes nets réinvestis)

	sur 1 an	sur 3 ans
Ecureuil Trimestriel	+ 10,55	+ 33,06
Moyenne de la catégorie (Europeperformance)	+ 9,85	+ 30,38

Valeur de l'action
au 31.12.92 : 2 037,62 F

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi

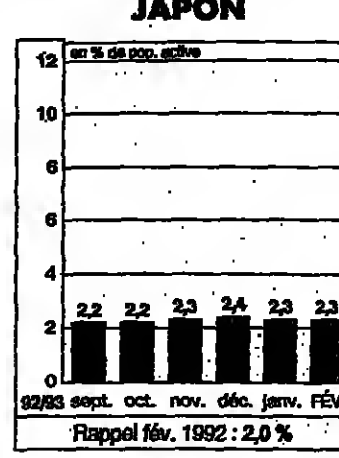
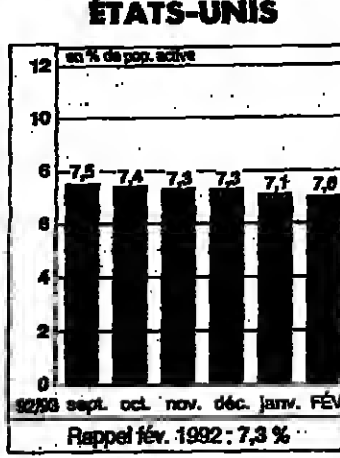
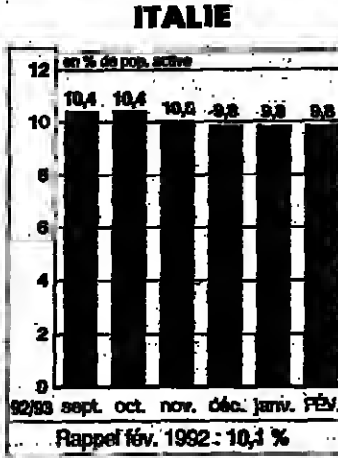
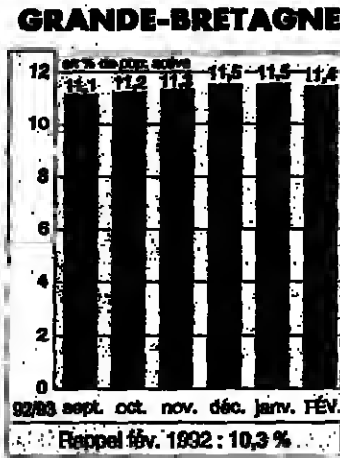
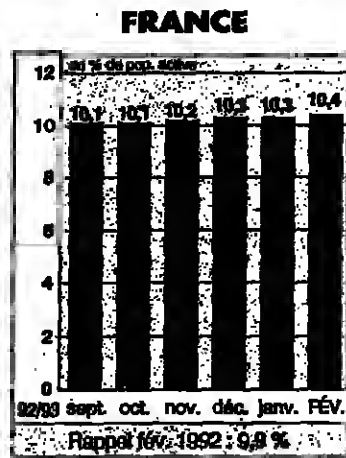
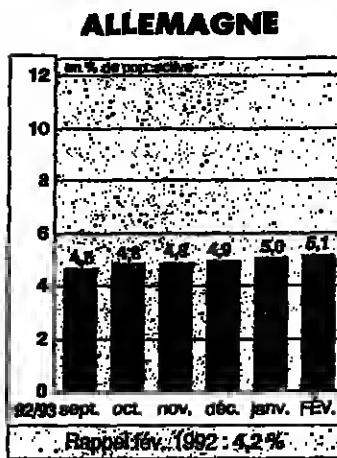
L'inconnue américaine

Le rythme des créations nettes d'emplois dépendra à bien des égards de celui de la reprise américaine cette année. De 130 000 par mois en moyenne au premier trimestre, la hausse des effectifs non agricoles demeure inférieure de plus de moitié à celle enregistrée durant les périodes similaires de restauration de l'activité. Elle reste insuffisante pour garantir, dans les circonstances actuelles, un rebond durable de la consommation des ménages. Les salaires réels, encore en légère contraction au cours des deux derniers mois, continuent de ponctionner les revenus du travail, alors que les autres postes du budget des ménages se saturent de plus en plus. Au total, le revenu réel n'a donc augmenté que de 2,2 % l'an dernier tandis que la consommation progressait de

3,3 %. En conséquence, c'est par une réduction de leur capacité d'épargne que les particuliers financent leur surcroît de dépenses depuis près d'un an. S'agissant d'un comportement caractéristique des phases de reprise, ce phénomène n'en est pas moins préoccupant aujourd'hui, compte tenu de la faiblesse persistante du taux d'épargne. Après avoir

touché un point haut à 5,5 % du revenu disponible au printemps 1992, soit un niveau encore très faible, ce taux n'est déjà plus que de 4,1 % en mars.

Sans une accélération notable des embauches au cours des prochains mois, et donc de la masse des revenus du travail susceptible de financer les dépenses de consommation à venir, le risque est grand de voir s'essouffier la reprise en cours. Une contraction supplémentaire du taux d'épargne le ramènerait en effet à des seuils critiques peu compatibles avec le maintien d'un équilibre de financement de l'économie américaine dès lors précaire. Dans ce dernier cas, les tensions sur les taux d'intérêt pourraient s'accroître sans tarder.



Taux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

PAYS • Le Japon

Vers une reprise ?

Au Japon, la fin de l'exercice des bilans. La croissance du PNB en volume s'établit entre 0,9 % et 1 %, très en dessous de l'objectif officiel de 1,6 %. Mais, après la baisse des deux derniers trimestres de 1992 - un phénomène inédit depuis dix-huit ans - il aurait augmenté de 0,9 % depuis janvier, soit une hausse de 3,6 % en rythme annuel.

Les signes d'un frémissement favorable se multiplient. La production industrielle (+1,9 %) et la masse monétaire ont augmenté en février après six mois de baisse. Les stocks diminuent depuis décembre. Une majorité des chefs d'entreprise table sur un renversement de la conjoncture au second semestre. Pour l'année fiscale 1993-1994, les instituts privés prévoient une croissance située autour de 1,6 %.

À la Bourse, le oikéi a repassé la barre des 18 000 le 9 mars, puis celle des 19 000 à la fin du mois, ascension qui doit beaucoup au soutien des cours par le Trésor. Elle arrive à point pour revaloriser les actifs des baobas et leur permettre de satisfaire aux exigences du ratio Cooke en vigueur depuis le 31 mars.

Le gouvernement met la dernière main à un nouveau plan de relance. D'une valeur de 14 000 milliards de yens, il mettra l'accent sur l'aide aux investissements et les « nouvelles infrastructures socio-économiques » : logement, équipements médicaux, informatique dans les écoles, etc.

Toutefois, une reprise en profondeur reste hypothéquée par la faiblesse persistante de la consommation et de l'investissement. La croissance de 1992 a reposé sur les exportations, pour les deux tiers, et sur la demande du secteur public, stimulée par les plans de relance. L'investissement, lui, a baissé de 4,3 %, et jusqu'à 14 % dans les industries de transformation. Pour 1993-1994, les prévisions oscillent de -4 % à -16 % selon les instituts. Les hausses prévues par les compagnies d'électricité (+4 %) ou l'augmentation des commandes d'équipement électrique (+3,6 % en janvier) sont des hiéroglyphes qui n'annoncent pas encore le printemps.

La consommation reste déprimée. Les ventes des grands magasins ont chuté en janvier pour le douzième mois consécutif (-9,4 % à Tokyo). Les reprises enregistrées ici et là, comme pour l'automobile, l'ont été à coup de promotions et sur les modèles bas de gamme. Les ménages continuent d'aérolier leur épargne de précaution (+5,2 % dans l'année) et de se désendetter (-0,4 %).

Les négociations salariales de printemps, qualifiées de « défilé » par le président de la confédération syndicale Rengo, ne relanceront pas la consommation. Les grandes entreprises ont accordé en moyenne 3,9 %, soit

un point de moins que l'ao dernier. Bien que les prix restent très sages (+1,6 % pour l'année), le pouvoir d'achat pourrait régresser à cause de la diminution des heures supplémentaires, qui ont baissé (de 10 %) en janvier pour le quatorzième mois consécutif.

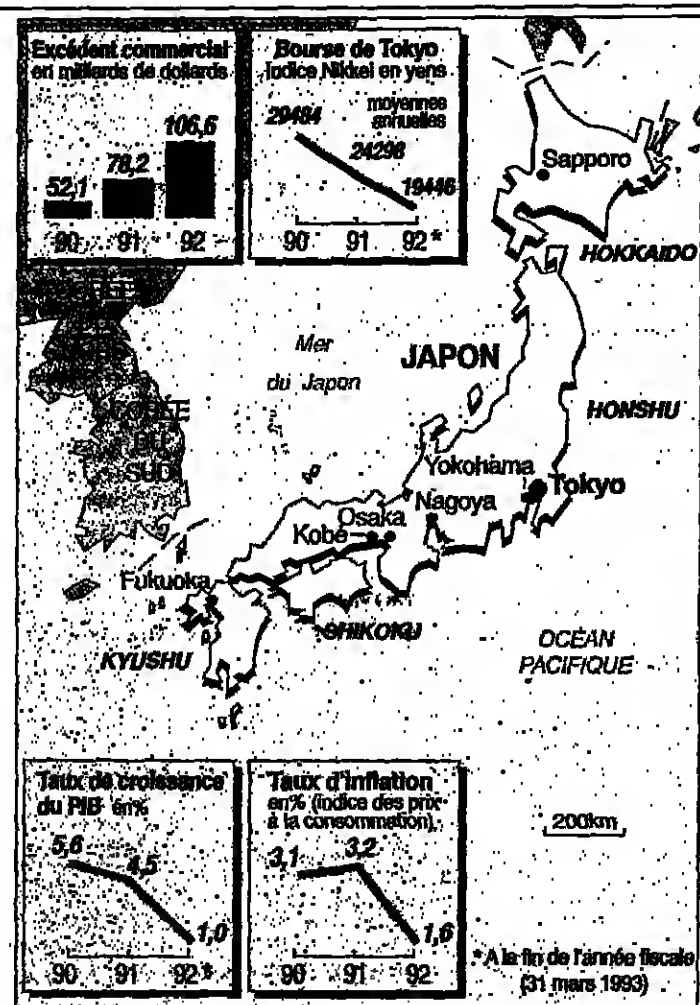
Les profits des 1 481 sociétés cotées en Bourse ont accusé une baisse moyenne de 25,3 %, après -14,7 % l'année précédente. Les industries de transformation sont les plus touchées (-32 % en moyenne), avec les banques et les maisons de titres. D'assez grands noms que Fujitsu ou NEC affichent des pertes. Pour l'exercice 1993-1994, tous les instituts prévoient une baisse très limitée ou une amélioration des résultats. Toutefois, cela sera moins l'effet d'une reprise générale de la croissance que du vaste effort de rationalisation entrepris par tout le secteur productif. Les fusions se multiplient dans la sous-traitance, à l'incitation des grands donneurs d'ordre. En trois ans, Nissan devrait supprimer 40 % des diverses motorisations qu'il propose, Honda 25 % des différentes pièces détachées qu'il emploie, et Bridgestone le tiers de sa gamme de 20 000 produits.

La main-d'œuvre fait aussi les frais de la rationalisation. La population salariée accusait en février une réduction de 250 000 personnes sur l'année, la première en quinze ans. La bonne tenue des services a partiellement masqué les coupes sombres dans l'industrie (-730 000 personnes), où 40 % des entreprises ont réduit d'une manière ou d'une autre leur force de travail au dernier trimestre 1992. De nouveaux dégraissages sont annoncés presque quotidiennement, avec un record chez le géant des télécoms, NTT : 40 000 suppressions d'emplois.

Le chômage (2,3 %) reste pourtant très bas, en partie grâce à l'Etat, qui subventionne l'ajustement de l'emploi pour 476 000 salariés en chômage technique ou en reconversion dans dix branches industrielles. Par ailleurs, le nombre des demandeurs affiche une baisse paradoxale (-1,3 % en février) parce que nombre de femmes, découragées par la diminution des offres, semblent renoncer pour le moment à travailler.

Dernier élément de l'équation économique japonaise : la forte hausse du yen en cours face au dollar. Généra-t-elle les exportations, après l'excédent commercial record de 1992 (106,6 milliards de dollars) ? Le tiers des chefs d'entreprise interrogés début mars par le MITI ne s'en inquiètent pas, et 16 % en attendent même des effets positifs. Si l'on en croit le précédent de 1986, elle devrait plutôt stimuler les efforts en cours pour accroître à nouveau la compétitivité de l'appareil de production.

Jean-Marie Bouissou
Chercheur au CERI



RÉGION • L'Asie du Nord

Turbulences en vue

La Chine a connu en 1992 une croissance exceptionnelle (+12 %), soutenue par 30 milliards de dollars d'investissements étrangers en projet. La production industrielle a augmenté de 20 %. Seule l'inflation à 6 % - mais 13 % dans les grandes villes - peut donner des inquiétudes aux réformistes.

Mais, pour préparer son retour au sein du GATT, Pékin a dû promettre d'éliminer les trois quarts des restrictions aux importations d'ici à 1995. Alors que l'excédent commercial diminuait fin 1992 - décembre aurait même connu un déficit - la levée du protectionnisme pourrait aggraver cette tendance, d'autant qu'une énorme épargne inemployée (1200 milliards de renminbis) pourra se ruier sur les biens importés. L'opération exigera aussi l'harmonisation entre le taux officiel du renminbi (environ 5,8 renminbis pour 1 dollar) et son cours sur les marchés libres, autour de 8,2 renminbis pour 1 dollar, une dévaluation qui devrait irriter les États-Unis, lesquels enregistrent un déficit commercial de 13 milliards de dollars face à la Chine.

Reste Hongkong, où le blocage politique est total. Le budget 1993-1994 sonne comme un défi à Pékin par sa volonté de gagner à coup de faveurs fiscales le soutien des classes moyennes pour les réformes démocratiques. Le gouverneur peut s'appuyer sur une économie florissante. En 1992, la croissance a été de 5 %. Les investissements produits ont augmenté de 23 %, la consommation de

3,5 % et les activités de réexportation de 28 %. Même l'indice boursier Hang Seng, après sa panique de décembre, est remonté aujourd'hui au-dessus de ses meilleurs cours de 1992.

En Corée, le nouveau président ne bénéficie pas d'une conjoncture bien favorable pour sa croisade anticorruption (quatre ministres, le maire de Séoul, le président de la Chambre, deux procureurs et le chef d'état-major sont déjà tombés...) : la politique de refroidissement en cours depuis 1991 a ramené la croissance à 2 % au dernier trimestre 1992, et sans doute à zéro depuis janvier. Kim Young Sam s'est débarrassé de l'austère gouverneur de la Banque de Corée, a baissé les taux d'intérêt et programmé deux millions de logements publics. Appuyé sur une cote de popularité de 70 %, il doit maintenant attendre l'effet de ces mesures de relance.

À Taïwan, la médiocre performance du KMT aux législatives de décembre et ses querelles internes ont alourdi le climat. La Bourse a perdu 10 % en janvier et les privatisations conduites en février n'ont guère eu de succès. Les exportations ont diminué de 9,4 % depuis janvier, ramenant l'excédent commercial à 0,99 milliards de dollars contre 2,47 milliards au dernier trimestre 1992. Toutefois, le déploiement accéléré du capital taïwanais dans toute la zone Asie assied désormais l'économie sur un territoire beaucoup plus large que l'île.

J.-M. B.

SECTEUR • Les sports d'hiver

Montagnes russes

Rarement la montagne aura autant soufflé le chaud et le froid. Tout avait bien commencé avec des chutes de neige précoces sur

essentiellement vers les villages d'altitude, où l'enneigement est garanti tout au long de l'hiver.

Après les trois années très déficitaires en neige de 1988 à 1990, cette dernière saison pourrait être fatale aux activités hivernales de beaucoup de stations, d'autant que les banques, méfiantes à l'égard des stations de sports d'hiver en général, n'entendent pas apporter aux plus sinistrées une ultime bouée de sauvetage.

La chute spectaculaire des investissements en montagne depuis le début des années 90, dans l'immobilier comme pour les remontées mécaniques (où 210 millions de francs ont été investis en 1992, contre 525 millions en 1991 et 960 millions en 1988), a peu de chance de s'arrêter. Ainsi la Compagnie des Alpes, filiale de la Caisse des dépôts et développement, qui contrôle sept des plus importantes sociétés françaises de remontées mécaniques et dont le chiffre d'affaires, évalué à 850 millions de francs en 1993, un quart du chiffre d'affaires total de la profession, investira moins de 100 millions de francs cette année, essentiellement dans la rénovation d'appareils.

L'heure n'est plus aujourd'hui à l'extension des domaines skiables ou au développement des liaisons entre vallées, mais au renforcement des moyens de transports existants. Ce qui risque d'aggraver les difficultés des deux constructeurs français encore debout, Pomagalski et Gimar-Montaz-Maurino, dont les commandes ont fondu en quelques années, malgré quelques beaux contrats à l'étranger. Ceux-ci guettent une reprise que les plus optimistes n'attendent qu'à partir de 1995, lorsque les grands exploitants de remontées mécaniques se seront désendettés.

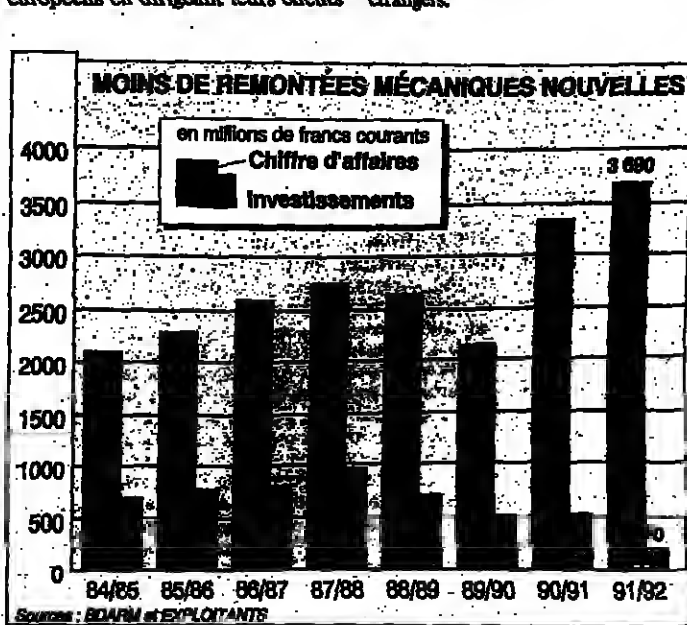
Pierre Josseland, PDG de la société des téléphériques Tarentaise-Maurienne, qui exploite le site de Val-Thorens, attribue ce succès aux « fortes retombées des JO d'Albertville, notamment auprès des skieurs européens » (et aux améliorations des infrastructures à l'occasion des Jeux). Sur la saison d'hiver, les étrangers représentent 40 % de la clientèle de La Plagne et plus de la moitié de celle de Val-Thorens. Mais les skieurs étrangers - 1,2 million cette année (1) - ne s'ajoutent que dans une quinzaine de sites prestigieux. Une concentration qu'accroissent les grands « tour operators » européens en dirigeant leurs clients

essentiellement vers les villages d'altitude, où l'enneigement est garanti tout au long de l'hiver.

Après les trois années très déficitaires en neige de 1988 à 1990, cette dernière saison pourrait être fatale aux activités hivernales de beaucoup de stations, d'autant que les banques, méfiantes à l'égard des stations de sports d'hiver en général, n'entendent pas apporter aux plus sinistrées une ultime bouée de sauvetage.

Claude Francillon

(1) Les Allemands restent les plus nombreux, 300 000, suivis par les Anglais, 270 000, les Espagnols, 250 000, les Italiens, 150 000, les Hollandais, 100 000 et les Belges, 100 000. La Suisse et l'Autriche reçoivent chacune plus de trois millions de skieurs étrangers.



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

مكتبة من الأصل